

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS No. 56022
CLASS
DATE FEB 1986

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12598 - 4,50 F - Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : André Fontaine - JEUDI 1^{er} AOUT 1985

Des chars pour les chiïtes libanais

Poursuivant son jeu dangereux au Liban, où elle joue à la fois le rôle du pompier et celui du pyromane, la Syrie vient de livrer une cinquantaine de chars de fabrication soviétique au mouvement chiïte Amal. Celui-ci, contrairement aux autres milices libanaises, ne possédait pas jusqu'à présent de blindés. Il voit donc sa puissance de feu considérablement renforcée.

Cette spectaculaire initiative de Damas en faveur d'Amal constitue-t-elle, à quelques jours de l'ouverture du sommet arabe extraordinaire de Rabat, une manœuvre d'intimidation à l'attention des Palestiniens « arabistes » qui se trouvent encore au Liban ? Ou serait-elle le signe d'une mise en garde de M. Walid Joumblatt, le chef des chiïtes, qui s'adressant aux partisans de M. Amal, leur a demandé de « ne pas jouer avec le feu », si une nouvelle bataille des camps était déclenchée, a-t-il précisé.

Les canons et les armes du PSP seront mis à la disposition d'Amal. L'initiative syrienne pourrait également avoir pour objectif de faire pression sur les chiïtes libanais à l'heure où s'intensifie la concertation en vue de l'organisation, sous l'égide syrienne, d'un « dialogue national » islamico-chrétien. En tout cas, le chef d'Amal, M. Nabih Berri, de retour mardi à Beyrouth à l'issue d'une visite de travail à Damas, a réaffirmé sa volonté de changer le « système politique au Liban ». Il esboîte ainsi le pas à son rival et allié, M. Joumblatt, qui, tout récemment encore, avait souligné avec force l'impossibilité de « parvenir à un accord équitable avec le parti fasciste au pouvoir » et la nécessité de « cerner un projet de solution ». Il s'agit de rien de moins, dans l'esprit de M. Berri, que de « réorganiser le Liban » et de « réviser son régime basé sur le confessionnalisme après l'échec du pouvoir central à exécuter la son programme ».

Le « projet de solution » en question, déjà esquissé par M. Berri et Joumblatt, qui ont récemment décidé de créer un nouveau Front d'unité nationale, est présenté par Damas. Il vise à créer une large coalition des partis musulmans avec la participation de quelques politiciens chrétiens, dirigée contre le Parti phalangiste, les Forces libanaises et M. Amine Gemayel lui-même.

Le président de la République se trouve ainsi de plus en plus sur la défensive. Déjà les Forces libanaises, sans contester sa légitimité, refusent de voir en lui le porte-parole unique des chrétiens. On a appris ce mercredi matin que M. Elie Hobeika, chef des Forces libanaises entrées en dissidence le 12 mars, se rendra à Ehden pour y rencontrer l'ancien président libanais, M. Soliman Frangieh, lequel réclame avec insistance depuis quelques mois la démission de M. Gemayel.

C'est là un coup de théâtre. Un vif antagonisme opposait l'ancien chef de l'Etat aux Forces libanaises depuis qu'un de leurs commandos avait assassiné, le 13 juin 1978, son fils Tony, la femme de ce dernier, leur fille, et une trentaine de leurs partisans. Ne rêvant que de vengeance après un coup aussi cruel, le président Frangieh avait rompu tout lien avec les milices chrétiennes, mais il avait pris soin, plus tard, d'établir une distinction entre elles et le président Gemayel, avec lequel il avait accepté d'entretenir des relations, certes distantes mais dénuées d'animosité, jusqu'à sa récente brochette avec le chef de l'Etat.

L'état semble ainsi se resserrer autour du président Amine Gemayel, contesté non seulement par les musulmans mais également par la majorité des membres de la communauté chrétienne. Ce ne sont pas les assurances verbales du président Assad, qui a réaffirmé mardi son « plein appui à la légitimité » au Liban tout en faisant cadeau de ses blindés au mouvement chiïte, qui contribueront à renforcer la position du chef de l'Etat.

LE DOLLAR EN DESSOUS DE 8,50 F

Le déficit extérieur menace la croissance américaine

Le dollar est retombé à ses cours de la fin juin 1984 - au-dessous de 8,50 F - à la suite de l'aggravation, en juin, du déficit de la balance commerciale américaine. Ce déficit pourrait, selon M. Baldrige, secrétaire d'Etat au commerce, dépasser 150 milliards de dollars pour l'année. Selon ce dernier, une réduction de ce déficit ne pourrait être obtenue sans une nouvelle baisse du dollar.

La fièvre monte aux Etats-Unis, à mesure que la courbe de la balance commerciale s'oriente vers le bas. Pas une seule fois depuis décembre 1984, le solde déficitaire ne s'est amélioré même légèrement. Selon les dernières statistiques de juin, le déficit s'est encore creusé, atteignant 13,4 milliards de dollars et approchant le record absolu - en sens négatif - enregistré en juillet de l'année dernière, de 13,77 milliards de dollars. Ce qui porte le déficit annuel à plus de 150 milliards, soit bien au-delà des prévisions des experts officiels.

Les principaux responsables de cette nouvelle aggravation sont les importations de produits japonais et les achats de pétrole. Le déficit commercial avec le Japon n'a jamais été aussi catastrophique. Il atteignait, en juin, 5,37 milliards de dollars, contre 4,24 milliards en mai, et 2,79 milliards en avril. Cette détérioration est la conséquence prévue de la levée, le 1^{er} mars 1985, des restrictions imposées par les Etats-Unis depuis 1981 aux exportations d'automobiles nippones. En juin, les Japonais ont vendu pour 1,7 milliard de dollars de voitures aux Américains.

Le poste des importations d'hydrocarbures a également alourdi la facture des importations. Il a, en effet, compté pour 5,10 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,1 % en valeur, et ce, malgré un nouveau tassement du prix moyen du baril de 0,8 % de mai à juin.

La détérioration du commerce extérieur étonne les experts, qui attendaient une amélioration, première conséquence de la baisse récente du dollar, même si celle-ci ne devrait pleinement produire ses effets qu'au bout de douze à dix-huit mois. Le repli de la devise américaine est encore insuffisant, a commenté le secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige. Même si le dollar a perdu quelque 12 % de sa valeur depuis le mois de février dernier, il demeure à plus de 40 % au-dessus de son cours moyen de l'année 1980. Il laisse donc les coûts de production relatifs des produits importés largement inférieurs à ceux des produits américains.

DOMINIK BAROUCHE
(Lire la suite page 19.)

DEUX DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Mouvement préfectoral d'une ampleur exceptionnelle

Le conseil des ministres du mercredi 31 juillet a adopté, sur proposition de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, un mouvement préfectoral particulièrement important puisqu'il concerne quarante-deux hauts fonctionnaires. Parmi ces personnalités, on note le départ de M. Yves Bonnet, directeur de la DST, pour la préfecture de la Finistère.

Le 6 mars dernier (le Monde du 8 mars 1985), M. Pierre Joxe avait déjà changé les préfets de dix régions, de vingt-huit départements métropolitains et de trois départements ou territoires d'outre-mer. En août 1984, après sa nomination place Beauvau, il avait procédé à un mouvement restreint (quatre régions) et en octobre à des nominations concernant trois régions et six départements. Au total, seuls dix-sept préfets sur cent nommés avant juillet 1984 - c'est-à-dire avant le gouvernement Fabius - restent en poste aujourd'hui. Toutefois, quelques autres ajustements interviendront encore dans les prochains mois, notamment en raison des modifications des structures du ministère de l'Intérieur tant à l'administration centrale qu'à celle de la police après la loi de modernisation de celle-ci.

Ce mouvement précède ainsi de sept mois les élections législatives qui doivent, en principe, se dérouler en mars 1986. Le précédent n'était pas lié directement aux élections cantonales des 10 et 17 mars, les mutations de préfets s'étant réalisées en fait après ces dates. Les nouveaux préfets, en revanche, auront le temps de mieux connaître leurs circonscriptions territoriales avant le prochain scrutin.

Ainsi, la plupart des cadres de l'administration départementale, régionale et centrale du ministère de l'Intérieur se trouvent renouvelés avant une échéance politique importante. Le fait, pour notable qu'il soit, n'est pas nouveau et de tels renouvellements se sont déjà produits sous les précédents septennats. Le corps préfectoral, dont les membres sont nommés par décret du président de la République, en conseil des ministres, contre-signé du premier ministre, mais sont aussi révocables *ad nutum*, est celui qui connaît dans l'administration française le rythme le plus rapide de changements. Ainsi, en 1981, les mouvements de juillet et août, aussitôt après la victoire de la gauche, avaient concerné soixante postes. Treize autres avaient ensuite été touchés la même année.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 6.)

Nouvelles chaînes de télévision

Le conseil des ministres devait entendre ce mercredi 31 juillet une communication de M. Georges Fillioud sur le dossier des télévisions privées. Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication devait annoncer la création de deux nouvelles chaînes utilisant les fréquences disponibles pour desservir 40 % à 60 % de la population française, notamment dans les grandes villes. Le gouvernement devait se contenter de décrire un cadre et se donner quelque temps pour examiner les candidatures.

L'une de ces chaînes serait à dominante musicale. L'autre, d'une facture plus classique, réunirait RTL Télévision et Télé Monte-Carlo.

Si le gouvernement donne ainsi priorité aux chaînes, comme le recommandait le rapport de M. Jean-Denis Brudon, il n'en oublie pas pour autant les télévisions locales. Un projet de loi devrait être déposé devant le Parlement à la rentrée pour modifier la loi de juillet 1982 et donner à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle les pouvoirs de distribuer quelques fréquences dans les régions comme à Paris. Ces télévisions locales pourraient librement s'organiser.

Ces nouvelles stations privées viendraient s'ajouter aux trois chaînes du service public et à Canal Plus. La télévision payante, dont l'existence semblait au moment même, devrait être maintenue dans son statut de chaîne codée. De même, le gouvernement a écarté l'hypothèse d'une modification de FR 3. Certains préconisaient en effet la séparation entre les stations régionales et un programme national à dominante culturelle. En fait, la troisième chaîne ne sera pas coupée en deux mais pourrait mettre ses équipes et ses créneaux horaires encore inutilisés au service du projet de télévision culturelle européenne, présenté par M. Pierre Desgraupes, qui trouverait ensuite son autonomie en montant, fin 1986, sur le satellite de télévision directe TDF 1.

Reste à définir la cohérence économique du dispositif. L'appel au financement publicitaire resterait prudent et progressif : pas d'ouverture au secteur de la grande distribution et interdiction de couper les programmes par des spots. Côté service public, les ressources publicitaires resteraient plafonnées, mais les tarifs seraient réévalués. Par contre, le taux de TVA sur la redevance télévisuelle serait ramené à 7 %.

VISITE A ANDRÉ MASSON

Le surréaliste vagabond

Une exposition à Nîmes présente les peintures et dessins d'André Masson, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans. Sa dernière grande rétrospective remonte à 1977, au Grand Palais, douze ans après son œuvre la plus célèbre : le plafond de l'Odéon à Paris. Témoin et acteur du surréalisme, André Masson a gardé une totale indépendance à l'égard des courants, des modes et des écoles.

Etes-vous un peintre surréaliste ?

— Eh bien oui, je suis surréaliste. J'ai signé les manifestes les plus importants. J'ai été ami de Breton. J'ai fait des tableaux que je considère comme pleinement surréalistes. Mais j'étais un surréaliste vagabond : je ne l'étais pas tous les jours, ce que Breton n'acceptait pas. Pour lui, il fallait l'être tout le temps, à chaque minute. Comment est-ce possible ?

Dans le moment où je faisais mes tableaux les plus surréalistes, je me suis mis dans la tête de faire un tableau sur les Halles. Ce n'était pas surréaliste, c'était un sujet réaliste. J'ai fait beaucoup d'études, quelques tableaux. Vous avez vu les Halles, la nuit, quand les chariots arrivaient... c'était formidable, ce déversement de tous les animaux, de tous les végétaux, sur une place entièrement réservée à ça. Zola l'a admirablement décrit dans *Le Ventre de Paris*. Mais je ne montrais pas les Halles à Breton. Il m'aurait considéré comme un traître.

— Vous avez évolué dans un milieu de poètes, d'écrivains, de philosophes, plus que de peintres...
— J'étais peu lié avec les artistes peintres. Au fond je suis

un homme de culture, il faut bien le dire, et c'était un peu considéré comme une tare autrefois dans le milieu des peintres. Vous aviez une réaction contre ce qu'on a appelé la peinture littéraire - c'est d'ailleurs un mot idiot - parce que les peintres dits littéraires faisaient quelque chose d'autre que d'avoir pour référence une guitare ou un compotier.

— Vous faites allusion aux cubistes ? Le cubisme vous a influencé...
— Le cubisme, ça a été un grand mouvement. L'esprit cubiste. Ça m'a, non pas dérangé, mais fait voir d'autres perspectives.

— Kahnweiler, votre marchand, n'était-ce pas la guitare et le compotier ?
— Kahnweiler, la guitare et le compotier ? Mais il a été le premier éditeur d'Apollinaire, de Reverdy, de Max Jacob ! C'était un lettré. Par exemple, il s'intéressait à la philosophie alexandrine. Je connais peu de gens qui se sont intéressés à Porphyre et à Jamblique. Il avait des curiosités intellectuelles très grandes. C'est pour ça que je m'entendais si bien avec lui. Non, il était au-dessus du compotier et de la guitare.

— Quels sont les écrivains qui vous ont le plus marqué ?
— Je dirais tous. Mais évidemment, étant jeune, j'ai pris parti pour le romantisme. Ça n'a rien d'original. Ce sont quand même les poètes romantiques que je

mettais en premier : Baudelaire, Gérard de Nerval. Mais il y a aussi Racine, Corneille. Je crois que ça m'a marqué pour toujours car je les ai lus très jeune. Et Nietzsche. Quand j'étais jeune, les jeunes Français de l'intelligentsia, on les divisait en deux camps. Il y avait les nietzschéens et ceux qui étaient pour Tolstoï, le Tolstoï évangéliste, évidemment, celui des derniers écrits. C'était un peu irréductible, comme les freudiens et les jungiens. C'est marrant. Ça c'était des dénivelés !

Propos recueillis par GENEVIÈVE RHEENETTE.
(Lire la suite page 10.)



Le secret du labyrinthe, 1935

LIRE

3. DIPLOMATIE
A la conférence d'Helsinki, chacun choisit sa « corbeille ».
6. TRITH-SAINT-LÉGER
M. Mauroy : « Il ne faut pas toucher aux symboles. »
7. RELIGION
Les évêques anglais critiquent le « centralisme romain ».
19. ÉCONOMIE
Un paquebot géant pour les chantiers de Saint-Nazaire.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Rétrospective Dubuffet à la Fondation Maeght

Le second départ de la Cinémathèque

(Pages 9 à 14)

débats

DÉFENSE

La défense coûte cher, et son budget est - relativement - restreint. Un gaulliste, Pierre Lefranc, propose un choix entre les moyens dont elle dispose. Deux députés RPR, Michel Noir et François Fillon, s'interrogent sur la définition et sur l'avenir du programme EUREKA.

Il ne suffit pas de dire : Eurêka!

Réponse à l'initiative de défense stratégique de M. Reagan, Eurêka ne paraît guère fiable.

EURÊKA, j'ai trouvé! s'écriait Archimède s'élançant nu hors du bain où il avait découvert le principe de l'hydrostatique. A nouveau, ce cri retentit aujourd'hui : mais qu'a-t-on donc trouvé cette fois-ci?

L'initiative de défense stratégique (IDS) annoncée l'année dernière par le président Reagan place les pays européens devant un double défi, stratégique et industriel. D'une part, il s'agit de ne plus penser en termes d'armes offensives, mais d'armes de défense; ne plus penser en termes de seconde frappe par engins balistiques, mais concevoir un système de défense spatiale antisatellite tout engin offensif dès son lancement.

D'autre part en jetant de l'huile sur le feu de la guerre économique entre les nations, l'IDS fait planer sur une industrie européenne déjà affaiblie par une décennie de crise la menace d'un véritable Pearl Harbour technologique : fuite des cerveaux, qui n'est déjà que trop tendue à se polariser sur les laboratoires d'outre-Atlantique; réduction au rang de sous-traitants de nos firmes; coup de foudre à la compétitivité des géants industriels américains qui trouvent ainsi de quoi financer leurs considérables dépenses de recherche-développement.

Incontestablement, l'IDS appelle une réponse française et européenne. Malheureusement l'initiative Eurêka n'a pas pris le bon chemin. L'heure des difficultés va

par MICHEL NOIR (*) et FRANÇOIS FILLON (**) venir, du fait des erreurs dans la conception même du projet :

Parle-t-on militaire ou civil? La puissance du concept de l'IDS est dans le fait qu'il mobilise les énergies autour d'une idée simple, mais révolutionnaire, et par laquelle chacun se sent concerné. A l'inverse, les déclarations officielles sur Eurêka entretiennent un flou peu propice à la mobilisation.

Une anberge espagnole

De quels projets parle-t-on? Chaque jour voit proliférer de nouveaux candidats au label Eurêka. La liste des propositions françaises remises au sommet de Vilnius ne comprend pas moins de vingt-quatre projets très divers allant de l'informatique à la biologie. On parle d'y ajouter le tunnel sous la Manche et le TGV européen! Eurêka est pour l'heure une anberge espagnole, qui manque singulièrement de projets focalisés, de la classe des projets américains. Mobiliserait-on vraiment l'Europe sur un « volapük technologique »?

De quelles entreprises parle-t-on? Chaque semaine se créent de nouveaux consortiums de firmes et de laboratoires euro-

(*) Député, secrétaire national du RPR à l'industrie.
(**) Député, secrétaire national du RPR à la défense.

péens, bécotant des accords flous dans l'espoir d'être les premiers servis pour la manne qui se concrétise. Pendant ce temps, d'autres, et ils ont raison, sont déjà au travail avec les responsables de l'IDS.

Pourquoi M. Curien, qui semble mandaté pour jouer les voyagers de commerce de la diplomatie technologique d'un pouvoir en mal de succès, va-t-il bénir à Oslo l'accord Matra-Norah Data, qui déchaîne l'incompréhension de Bull?

De quel financement s'agit-il? M. Thatcher, M. Solen-berg, ont déjà annoncé qu'ils ne prévoient aucun financement national. On fait rêver tous ces ministres des armées de chercheurs et d'ingénieurs. Mais où sont les crédits colossaux indispensables pour ne pas les décevoir?

Plutôt que s'enliser dans un tel saupoudrage, pourquoi ne pas lancer deux ou trois grands projets européens à vingt ans, telles une station spatiale habitée, ou de l'énergie bon marché par surrégénérateurs? La doctrine gaullienne est celle qui, il y a vingt ans, a fort bien réussi. Mener à bien cette coopération serait le meilleur préalable pour accepter, demain, sur d'autres bases que la sous-traitance, l'IDS de notre allié américain.

Le vrai courage

Priorité à la force de dissuasion nucléaire et à la marine. Des conscrits? Pour quoi faire?

par PIERRE LEFRANC

UNE fois encore, la question des ressources financières attribuées à notre défense se trouve soulevée. Naturellement, les responsables militaires réclament davantage de crédits, toujours davantage pour disposer d'un nombre élevé de moyens. On les comprend : il est rassurant et gratifiant à la fois de posséder la panoplie la plus complète; mais le pays peut-il consacrer à sa défense plus d'argent qu'il ne le fait?

L'effort est déjà considérable (en 1985, 3,73 % du PIB - 18,09 % du budget général), en une période où l'aide de l'Etat est requise par notre industrie condamnée à une restructuration profonde et où s'immensent des appuis à nos exportations. C'est dire que l'augmentation de cet effort paraît improbable et peu souhaitable.

Un corps de bataille inefficace

Dès lors, le problème se pose dans les termes suivants : étant donné que la masse globale de crédits ne peut être augmentée, l'usage fait des fonds disponibles se révèle-t-il le meilleur? Si la France n'est pas en mesure de financer une armée de terre et une aviation classiques, plus une marine, plus une force de dissuasion, il est urgent et vital d'effectuer des choix fondamentaux. Le système actuel du saupoudrage est-il satisfaisant et quel est l'intérêt de conserver à tout prix un demi-soldat dans un demi-char, comme disait Malraux, et un demi-pilote dans un demi-chasseur?

On le sait, l'Assemblée des forces classiques de l'Europe de l'Ouest (OTAN + France) demeure, en nette situation

d'infériorité vis-à-vis des moyens du pacte de Varsovie et nos chances de gagner une bataille classique en Allemagne sont, aujourd'hui, quasiment nulles. De surcroît, même si nous sacrifions notre équilibre économique à un développement prioritaire de nos armées, et si nos alliés européens agissent de même, nous ne parviendrions pas, tous réunis, à surpasser les forces de l'Est. Alors? L'intervention américaine? Qui peut sérieusement croire qu'en cas de conflit classique une aide américaine nous parviendrait à temps, à supposer toutefois que les Etats-Unis disposent immédiatement des divisions nécessaires et qu'ils acceptent de s'embourser dans une guerre de cette nature ou Europe?

Une armée réduite à un seul homme

Nous pourrions donc réaliser l'économie considérable de l'entretien d'un lourd corps de bataille inefficace, le seul moyen crédible que nous possédions demeurant notre force de dissuasion. C'est sur elle, sur son maintien au plus haut niveau d'efficacité qu'il devrait porter notre effort et sur son renforcement indispensable ignoré jusqu'à ce jour : la protection des populations. De plus, il faudrait nous consacrer à une reconstitution de notre marine; en effet, chaque conflit existant et conçoit actions terroristes démontrent à quel point une marine puissante est nécessaire.

Et le service militaire? Voici donc l'écueil sur lequel bute depuis des années tout véritable choix. Si l'on dégressait jusqu'à son minimum indispensable l'armée de terre (une force d'intervention de cent cinquante mille hommes, soit trois fois la force d'action rapide), que deviendraient les conscrits? Il est

facile de rétorquer : des conscrits pour quoi faire? Il n'est pas une majorité, pas un gouvernement qui ait trouvé l'énergie de procéder à la réforme du service militaire. Les partis en traitent régulièrement, mais, au pouvoir, aucun d'entre eux n'a mis en œuvre l'évolution indispensable.

Quant à la destruction en vol de nos fusées nucléaires telle que l'annonce la soi-disant « guerre des étoiles », nous n'y sommes pas encore et, quand le jour viendra, il est certain que la guerre classique en Europe avec fantassins, canons et chars appartiendra au domaine de l'histoire.

L'armée n'est pas une institution en soi, c'est un outil. Si un seul homme en blouse blanche devant un tableau de commandes au fond d'un abri peut assurer notre indépendance, nos armées devront se réduire à ce seul homme.

Exprimons le vœu que nos cadres militaires, dans la compétence et le sens du devoir sont unanimement reconnus, possèdent de rude courage de rompre avec des traditions désormais dépourvues de sens, de renoncer à leurs structures habituelles pour penser défense avant de penser armées, et d'effectuer leurs choix sans espérer des budgets qu'on ne peut leur donner. Qu'ils se convainquent enfin que l'issue de la bataille économique - deux millions de chômeurs constituent une défaite nationale - est aussi importante pour la France que le sort de la bataille de Verdun gagnée par leurs grands-pères.

RENÉ CRUSE (Genève).

COURRIER DES LECTEURS

L'affaire Manouchian

Une mise au point de M. Tillon

A la suite du compte rendu, publié dans le Monde du 23 juillet, du « droit de réponse » de M. Charles Tillon, sur l'Antenne 2, le 23 juillet, l'ancien commandant en chef des FTP (Francs-tireurs et partisans), nous a adressé la mise au point suivante :

1) Le 23 juillet sur Antenne 2, je n'avais pas, comme vous l'avez écrit, le droit de réponse, mais, seulement, le devoir de porter mon témoignage contre des imposteurs. Je l'ai fait en apportant des noms et des preuves contre ceux qui avaient voulu tromper l'opinion sur mon dossier. Cela, en deux minutes, alors que, depuis deux mois, le PC se posait en victime.

2) Dans ma lettre à la presse le 23 juillet, j'avais écrit que, en application des règles de sécurité inscrites dans le code d'honneur des FTP, le groupe Manouchian eût pu être sauvé en novembre 1943 et ses membres répartis sur une région où les FTP combattaient des nazis mobiles. Au contraire, quand Manouchian réclama son droit, on lui répondit : « On est soldat pour être sacrifié ». Comme dans l'armée rouge de Staline, composée de multiples nationalités. Alors que vous décrivez de son contenu une partie de cette phrase en français :

« Le groupe Manouchian est un groupe sacrifié ». Comme dans l'armée rouge de Staline. (Je souligne votre interprétation.)

En défilant cette phrase de son contenu elle prend un sens contraire à la vérité. Ce qui la transforme en une mise en cause de l'armée rouge sous l'Occupation. Les FTP n'ont jamais cessé d'être solidaires, dans le combat, de l'armée rouge formée de nationalités diverses, comme de tous nos autres alliés. Mais la vérité, c'est aussi que le groupe Manouchian a bien été sacrifié par les services secrets du Komintern, dans les conditions que j'ai indiquées en réponse à mes calomnieux du 2 juillet dernier.

Une réponse de M. Lederman

D'autre part, M. Charles Lederman, sénateur (PC) du Val-de-Marne, nous écrit, au sujet d'une lettre de lecture publiée dans

le Monde daté 14-15 juillet et signée L. Rabreau :

Il y est écrit : « entre autres allégations... » « Lorsqu'il y a une dizaine d'années, le directeur d'Antenne 2, édité par l'ambassade de l'URSS à Paris a été poursuivi pour incitation à la haine raciale après la publication d'une resuscitée des Protocoles des Sages de Sion, libellée antisémite conçue par les services secrets israéliens avant 1914 et abondamment utilisée par les nazis pour leur propagande, c'est M. Lederman qui l'a défendu ».

Cette assertion est contraire à la vérité, car ce n'est pas moi qui ai plaidé dans cette affaire.

Les SS en Limousin

Je viens de lire dans le Monde du 24 juillet (page 8) l'article relatif au lieutenant-colonel Guingouin, qui participait à Gilles-les-Forêts (Haute-Vienne) à une cérémonie commémorative des résistants - morts le 18 juillet dans un combat les opposant à la division Das Reich - (sic).

Cette dernière affirmation me semble bien fautive, pour la bonne raison que le 18 juillet 1944 la SS-PD Das Reich combattait en Normandie au sein de la VII^e armée, à laquelle Das Reich fut rattachée dès le 11 juin à midi. Le 13 juin 1944, le régiment Der Führer avait déjà franchi la Loire, et le 25 juin le général Dollmann (1) mourut subitement d'une crise cardiaque. Le SS-Sturmabführer Diekmann, chef du 1^{er} bataillon du régiment Der Führer, fut lui-même tué sur le front de Normandie le 30 juin 1944.

Comment, dans ces circonstances, des soldats de la SS-PD Das Reich auraient-ils pu se trouver le 18 juillet à Saint-Gilles-les-Forêts, sur les confins de la Haute-Vienne et de la Corrèze? Ces maquisards combattant peut-être des éléments de la 11^e PDM chargée de continuer la lutte contre les « terroristes » du Limousin, après le départ de Das Reich pour le front.

Il serait grand temps que les historiens se permettent d'écrire l'histoire véritable de ce qui s'est passé en France durant la dernière guerre mondiale pour remplacer celle qui fut arrangée par la convenance des autres.

PIERRE ZIND (Narbonne).

(1) Général commandant la VII^e armée en Normandie.

Force de frappe

« Personne, de la gauche à la droite, ne remet en cause la force de frappe ».

Cela fait, M. Dumas à raison s'il veut désigner dans ce « personne » la classe politique et son support médiatique.

Mais cette affirmation dogmatique non seulement ne résiste pas à la réalité de tous ceux qui ont accumulé des dossiers contraires depuis de nombreuses années, mais encore montre à l'évidence que les prémisses du nucléaire « civil » militaire n'ont jamais eu droit à l'ex-

pression publique autrement que de manière marginale ou folklorique.

Continu « personne », dit-on, ne remet en cause la force de frappe, cela revient à dire que tous ceux, dont je suis, qui la combattent au nom de la liberté (eh oui!) n'existent pas en tant que citoyens conscients.

M. Dumas, relayant donc la classe politique, toutes tendances confondues, parle ex cathedra, du haut de « sa » chaire de Vérité Absolue, faisant semblant d'ignorer les innombrables « hérétiques » qui ne se plient pas aux croyances toutes religieuses des technocrates dominants.

RENÉ CRUSE (Genève).

« UNE ENFANCE A L'EAU BÉNITE », de Denise Bombardier

L'école au Québec de papa

Dans son Entretien sur la foi, dont on parle beaucoup ces temps-ci (1), le cardinal Ratzinger nous dit, dans la province de Québec, la notion de « religion », dans la plus élevée du monde, à l'âge de vingt ans de 44 %. Les nouvelles vocations ont diminué, pendant la même période, de 98,5 %. Il ne s'interroge guère sur les raisons de cet effondrement. Il pourrait trouver un bon élément de réponse dans cette *Enfance à l'eau bénite* que vient de publier Denise Bombardier, voisine incognito de la TV catholique et auteur du meilleur livre, à maints égards, qu'ait inspiré la nôtre (2).

Il s'agit, paraît-il, d'un roman. Si n'est pas autobiographique, c'est que notre dynamique concordeur a vraiment un talent exceptionnel pour donner vie à la fiction et prendre à son compte les émois mystiques et les attachements plus personnels d'une gamine longue à prendre conscience de sa sexualité. Elle peut difficilement avoir inventé cette galerie de « bunnies saurs » à la « bonté » légalisée, les riales qui s'entendent dans la bouche des moins doués. De même ces juteuses expressions locales qui donnent au récit sa constante drôlerie : « Tu m'as payé des études pour que tu m'as mariée un tout-nu », ou « Il n'est pas beau mais il a du caractère, et puis il parle anglais avec un accent palmar ».

Il y a, en tout cas, dans cet ouvrage superbement enlaid, une clé tout à fait essentielle à la compréhension de ce que l'armée déteste : le « souterain » québécois. On mesure, à la lire, l'ampleur de la contrainte

morale, toute nourrie de peur - peur du sexe, peur du diable, peur même de savoir - qui a pesé sur une population délibérément écartée, comme le voulaient les « moutons Angles », de la réalité du pouvoir et surtout du pouvoir économique.

Obscurantisme

Sans doute était-il inévitable, dans ces conditions, que la remise en cause politique à laquelle sont attachés les noms de Daniel Johnson, de René Lévesque et de René Lévesque, s'accompagne d'une remise en cause du véritable obscurantisme qui, au nom des meilleures intentions du monde, a trop longtemps baigné la « belle province ». Autrement dit que l'exercice bénéfique en vienne à démailler la foi, sans laquelle le Québec n'aurait pas réussi, depuis deux siècles, à maintenir son identité.

Denise Bombardier nous annonce un autre roman : on souhaite qu'il soit de la même eau, toute claire et pétilante, chargée de cette superbe vitalité qu'un Français de France, aux phrases du métal au soir avec la morosité anglaise, ne peut pas ne pas envier à ses cousins et cousines du Québec...

A. F.

(1) Joseph Ratzinger et Vittorio Messori, *Entretien sur la foi*, Fayard (le Monde du 19 juin 1985).

(2) *La Voix de la France*, Robert Laffont, 1975 (le Monde daté 19-20 janvier 1975).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23
Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : Adèle Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), Albert Lamour (1982-1985)
Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateurs.
Administrateur : Bernard Waux.
Rédacteur en chef : Daniel Veret.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
3 mois 6 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 1244 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1337 F 2530 F
ÉTRANGER (par mandat)
L. BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 722 F 1389 F
SUISSE
594 F 972 F 1804 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Chargement d'adresse détaillée ou précédente (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur un coupon joint à leur envoi. Joindre la dernière bande d'envoi à tout correspondant.
Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les noms propres et capitales d'imprimerie.
PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 8 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 120 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 120 \$; Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1 \$; G.R., 80 s. ; Grèce, 30 dr. ; Hongrie, 85 s. ; Inde, 1700 L. ; Iran, 600 P. ; Italie, 6000 li. ; Liban, 30 L. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 3 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 T. ; Yougoslavie, 110 P.

كندا من الأصل

étranger

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS D'HELSINKI

La réunion destinée à marquer le dixième anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki s'est ouverte mardi 30 juillet dans la capitale finlandaise. Elle a notamment été marquée par les discours de MM. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, et Edouard Chevardnadze, nouveau ministre des affaires étrangères soviétique, qui faisaient ainsi ses débuts à l'étranger comme chef de la di-

plomatie du Kremlin. M. Dumas a également prononcé un discours mardi, consacré à la fois à la sécurité européenne et aux droits de l'homme. Le ministre des relations extérieures devait s'entretenir, dans la matinée de ce mercredi, avec son collègue soviétique. M. Chevardnadze devait ensuite recevoir, dans l'après-midi, M. George Shultz à l'ambassade d'URSS à Helsinki.

A Washington, le président Reagan a dénoncé mardi « les promesses non tenues par l'Union soviétique et quelques autres signataires » de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en 1975, thèse que le secrétaire d'Etat a développé de son côté à la tribune.

Le Congrès juif mondial a publié à l'occasion de la réunion d'Helsinki une déclaration dans laquelle il « appelle tous les pays signataires à mettre leurs moyens en œuvre afin que les principes exprimés dans ces accords soient réellement appliqués et, en particulier, ceux de la troisième corbeille qui visent à protéger les droits de l'homme ».

Quand chacun choisit sa « corbeille »...

Helsinki. - Les huit ministres des affaires étrangères qui sont intervenus, mardi 30 juillet, à la tribune du palais finlandais ont tous rappelé le profond attachement de leurs pays respectifs à l'Acte final d'Helsinki de 1975 et au processus de la CSCE. Mais comme on pouvait le prévoir, les délégués occidentaux ont insisté sur les droits de l'homme et sur la libre circulation des personnes et des idées en Europe, mentionnées dans la « troisième corbeille » de l'accord, tandis que les représentants des pays de l'Est ont érudé ou ignoré le sujet, mettant l'accent sur la sécurité et le besoin d'intensifier les relations économiques et commerciales qui figurent dans les première et deuxième « corbeilles ». Cette profonde différence d'appréciation de la valeur de l'Acte final a caractérisé, notamment, les discours du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze.

Le chef de la diplomatie du Washington a tenu à être concret. Il a présenté une longue liste de personnes actuellement persécutées, condamnées ou inarrestées en URSS, en Pologne et en Tchécoslovaquie, pour leurs opinions politiques ou religieuses, parce qu'elles avaient créé des mouvements pacifistes, des syndicats libres, ou animé, comme à Moscou, un groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. Il a cité les noms d'une vingtaine de dissidents (entre autres Anatoli Tchicharenko, Youri Orlov, Andreï Sakharov) et constaté aussi que le nombre de juifs autorisés à quitter l'URSS avait fortement diminué ces dernières années. A ses yeux, les trois « corbeilles » de l'Acte final sont indivisibles, et des

résultats sont nécessaires dans les trois domaines. Ce long passage du discours de M. Shultz sur les violations des droits de l'homme en Europe de l'Est n'a pas du tout déconcerté la délégation soviétique, qui paraissait s'attendre à cette longue tirade. Imperturbable, M. Chevardnadze donnait l'impression d'écouter attentivement son homologue, et ses collaborateurs esquivaient de temps à autre un petit sourire qui témoignait d'une certaine lassitude. A aucun moment, les Soviétiques n'ont montré le moindre signe extérieur d'irritation.

Petites phrases conciliantes

Peut-être parce que le secrétaire d'Etat américain avait eu, dans d'autres parties de son intervention, quelques formules plus modérées, quelques petites phrases plus conciliantes. Ainsi a-t-il rappelé « les efforts héroïques des démocraties occidentales et de l'Union soviétique qui, seuls, ont permis de sauver l'Europe de la tyrannie de Hitler ». Il a souligné que certains progrès avaient été réalisés dans le domaine de la réunification des familles, au cours des dix dernières années, et que les Etats-Unis étaient prêts à discuter à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (CDE) les propositions soviétiques concernant le principe du « non-recours à la force ».

Evocant le prochain sommet Reagan-Gorbatchev, M. Shultz a exprimé l'espoir que les deux pays

entament « un travail sérieux visant à conclure des accords utiles pour eux-mêmes comme pour les autres pays ». De l'avis général, le secrétaire d'Etat a adopté un ton légèrement différent, plus modéré, sur les sujets qui doivent être négociés avec Moscou. Il n'a pas voulu, semble-t-il, compromettre la poursuite du dialogue et la reprise des pourparlers de Genève sur la limitation des armements.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a peu évoqué la fameuse « troisième corbeille » sur les droits de l'homme, sinon pour faire remarquer laconiquement que « ces questions relèvent directement de la sphère de l'idéologie ». En revanche, il a consacré la plus grande partie de son discours à la sécurité et au développement souhaitables des relations en Europe dans les domaines de l'économie, du commerce et de la technologie. Un discours assez classique, dénonçant la course aux armements, l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe, le projet de « guerre des étoiles », et insistant sur la volonté de l'URSS de parvenir à un accord sur le désarmement.

M. Chevardnadze a rappelé les propositions faites dernièrement par M. Gorbatchev en faveur d'un moratoire des essais nucléaires. Ces propositions devaient être discutées, ce mercredi 31 juillet, au cours des entretiens américano-soviétiques organisés à l'ambassade d'URSS à Helsinki.

Dans son discours de mardi, le ministre français des relations extérieures a, lui aussi, mis l'accent sur le non-recours des droits de l'homme en Europe de l'Est et les échecs de la

coopération dans le domaine humanitaire. M. Dumas a demandé qu'une attention particulière soit accordée au problème des familles séparées et que la réunion d'experts, en avril prochain à Berne, sur les contacts entre les personnes soit préparée avec soin. Il a également souligné qu'à la conférence de Vienne, quelques mois plus tard, le rapprochement des familles soit l'une des questions prioritaires « en vue de prendre des mesures concrètes ».

A Vienne, en novembre 1986, les trente-cinq pays pourraient éventuellement définir le mandat d'une conférence intergouvernementale qui serait chargée de traiter les aspects les plus difficiles de la question : problèmes liés à la nationalité, rapprochement des législations et réglementations nationales en vue de parvenir à des accords, organisation du droit de garde et du droit de visite pour les enfants de couples séparés et dont les parents sont originaires de deux Etats différents, etc. La France souhaite proposer, lors de la réunion de Vienne, en novembre 1986, des mesures pratiques sur le droit de libre circulation. Si les Etats signataires de l'Acte final de la CSCE décidaient, à Vienne, de convoquer une telle conférence sur la réunion des familles en Europe, « la France serait prête pour sa part à l'accueillir », a indiqué le ministre.

Dans l'après-midi du 30 juillet, M. Dumas a reçu pendant une vingtaine de minutes à l'ambassade de France M. Tchicharenko, venu à Helsinki pour attirer de nouveaux l'attention des délégations occidentales sur la situation de son épouse, dont elle est sans nouvelles depuis plusieurs mois.

ALAIN DEBOVE.

Droits de l'homme et coexistence

par ALAIN JACOB

Dix ans après la signature de l'Acte final de la conférence d'Helsinki, la question des droits de l'homme se retrouve au cœur du débat entre représentants des pays signataires de ce document. Juste retour des choses si l'on se souvient des circonstances dans lesquelles cet acte fut paraphé.

Les Européens - et tout particulièrement le président Pompidou - n'avaient participé qu'avec beaucoup de réticence aux longs travaux qui avaient préparé la conférence. Les Soviétiques, qui avaient lancé l'idée dès 1954, voulaient en faire le couronnement d'une politique de détente qui avait permis, malgré l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, de maintenir le dialogue entre eux-mêmes, d'une part, les Européens - en premier lieu l'Allemagne de Willy Brandt - et les Etats-Unis d'autre part. Leur objectif premier était d'y faire reconnaître un état de fait dans les relations internationales sur cette partie du globe garantissant ce que Moscou considérait comme ses droits, mais la politique à l'Est de la RFA et l'entrée simultanée en 1973 des deux Allemagnes aux Nations unies leur avaient déjà permis de l'atteindre. La pesée décisive ne fut franchie que lorsque Leonid Brejnev et Richard Nixon, en juin 1973 à Washington, annoncèrent leur intention de parer conjointement le projet et de se rendre chacun en personne dans la capitale finlandaise pour conclure la négociation.

De son côté, M. Giscard d'Estaing était pris sur cette affaire une attitude beaucoup plus souple que ses prédécesseurs, pensant qu'il y avait tout intérêt à encourager les pensées soviétiques du dialogue, parmi lesquels il rangeait Brejnev.

Le scandale du Watergate priva Richard Nixon de ce déplacement, et ce fut Gerald Ford qui signa pour les Etats-Unis. Mais, comme l'observait à l'époque un diplomate français, « le train était en marche, et il fallait bien y monter ». Chacun s'en fut donc à Helsinki et signa lui aussi... quitte à mener un combat d'arrière-garde sur cette fameuse « troisième corbeille » qui concernait précisément les droits de l'homme et dont la vérité oblige à dire qu'elle n'avait pas figuré au premier plan des discussions entre les deux super-puissances.

Espérât-on qu'une amélioration du climat politique dans les pays de l'Est, un élargissement des libertés reconnues à leurs

citoyens, seraient les ans-prodromes de la détente entre Soviétiques et Américains ? Les temps changeant trop vite pour qu'on puisse en juger. Si l'on pense encore de la « troisième corbeille » à Belgrade et à Madrid, la crise yugoslave et celle de la Pologne achevèrent de donner un caractère officiel, sinon surréaliste, à un quelconque dialogue Est-Ouest sur la notion de droits de l'homme. Les Soviétiques, au demeurant, eurent beau jeu de relever que les actions des Etats-Unis en Amérique centrale et dans les Caraïbes - à la Grenade notamment - les qualifiaient mal pour se poser en donneurs de leçons. Et leurs réflexions sur la « corbeille » n'étaient pas tout à fait non plus sans fondement devant le chômage croissant entraîné par la crise dans les grands pays occidentaux.

La véritable question est de savoir si le respect des droits de l'homme peut efficacement être discuté et garanti dans des négociations et par des accords internationaux comme ceux d'Helsinki. L'idée même de « coexistence pacifique » - qui suppose la reconnaissance mutuelle de la légitimité de systèmes politiques et sociaux fondamentalement différents - contredit presque celle d'une conception commune des libertés démocratiques et des droits de l'individu. C'est parce qu'une telle conception est partagée par les membres de la Communauté européenne que la Cour de Strasbourg peut aujourd'hui statuer en faveur de personnes s'estimant lésées dans leurs droits à l'intérieur de leur propre pays. Imagine-t-on une instance supranationale jugeant de ces individus soulevés de Moscou à Lisbonne en passant par Varsovie, Prague, Rome, Bonn... et Paris ? Personne ne s'y trompe vraiment et si les Soviétiques ont allégrement signé il y a dix ans des engagements concernant les libertés de leurs citoyens et de ceux de leurs alliés, c'est parce qu'ils savaient parfaitement que personne ne serait en mesure de les contraindre à les respecter. Leurs partenaires étaient-ils fondés à entretenir des illusions à cet égard ? N'ont-ils pas fait preuve de quelque hypocrisie en souscrivant à un pacte dont certaines clauses, qu'ils déclaraient essentielles, étaient condamnées à demeurer inopérantes ?

Développement et démocratie

Si la défense des droits de l'homme est un mauvais terrain pour la négociation entre grandes puissances - hormis la polémique et quelques cas « stratégiques » - est-ce à dire qu'aucun espoir n'existe pour tous ceux qui, en Europe ou ailleurs, subissent le joug de régimes totalitaires ?

Les peuples, dit-on, ont les gouvernements qu'ils méritent. La formule est séduisante mais sa vérification dans les faits n'est pas toujours encourageante. Le progrès économique, social, culturel est générateur d'espérances que les dirigeants, si omnipotents soient-ils, ne peuvent entièrement ignorer sous peine de troubles graves et de ruptures du contrat, explicite ou implicite, qui les lie à ceux qui les gouvernent. C'est affaire de développement et de personnes, dans des pays aussi différents que la Hongrie de János Kádár et la Corée du Sud du général Chun Doo-hwan, ne saurait durablement faire abstraction de cette règle.

Quels que soient leurs tempéraments respectifs, les dirigeants soviétiques qui ont succédé à Joseph Staline ont dû se rendre à l'évidence que les méthodes pratiquées par ce dernier avaient fait leur temps. Tout indique que M. Gorbatchev, homme d'une nouvelle génération et mieux éclairé sans doute que la plupart de ses prédéces-

seurs, n'a nulle intention de revenir en arrière. Mais son discours, peu libéral, a, jusqu'à présent, porté sur l'amélioration de l'efficacité d'un système socio-politique embourbé dans ses ornières depuis une bonne vingtaine d'années.

Discours contradictoire, en fait, dans la mesure où les appels répétés à l'initiative, à une responsabilité, à une évolution des rapports entre gouvernants et gouvernés. Ou bien ces rapports sont bloqués et le rendement de l'énorme machine de production soviétique restera aussi décevant ; ou bien ils se modifieront et la voie s'ouvrira vers un changement qualitatif.

Droits de l'homme et libertés démocratiques peuvent être une conséquence du progrès économique. Ils en sont aussi, à partir d'un certain degré de développement, les indispensables conditions. Au-delà des discours d'Helsinki, au-delà même des cas, internationalement connus, d'un Sakharov, d'un Tchicharenko, d'un Begun ou d'un Orlov, c'est une réalité dont M. Gorbatchev et l'équipe relativement jeune dont il s'entoure ne pourront guère éviter de prendre conscience. Au bénéfice matériel et moral de leurs concitoyens et, avec un peu de chance, de la sécurité européenne.

M. Dumas : l'Europe ne peut laisser les Deux Grands discuter seuls de sa sécurité

« Dix ans après, cette charte commune à toute l'Europe continue à nous engager, même si elle ne constitue pas un accord au sens du droit des gens (...). Faisons d'abord de la sécurité en Europe. Elle a été maintenue. Nous entendons la fonder sur « les principes régissant les relations mutuelles des Etats participants » et sur quelques dispositions concernant le règlement pacifique des différends et le renforcement de la confiance devant mener au désarmement. L'Acte final impliquait que personne ne fût prêt à reprendre les armes pour modifier l'état de choses existant en Europe. Qui en doutait alors ? Qui en douterait aujourd'hui ? Ces principes demeurent comme un code de bonne conduite, auquel nous sommes moralement et politiquement obligés de conformer notre action (...).

« Devons-nous pour autant masquer notre déception ? Evidemment non, même si les fruits n'ont pas tous les promesses des fleurs. C'est pour deux raisons à cette volonté que la France a pris l'initiative, dès 1978, d'une conférence sur le désarmement en Europe (CDE). Elle a tenu à situer celle-ci dans le cadre du processus de la CSCE, en ayant à l'esprit quatre raisons essentielles qui restent vraies au moment où je m'exprime : la sécurité et le désarmement concernent tous les Etats européens. L'Europe ne peut laisser le monopole de la discussion de sa sécurité à deux « Grands », aussi puissants soient-ils, et aussi souhaitables que soient leurs rencontres ;

« Tout programme réaliste de désarmement doit passer par la réduction et le rééquilibrage des forces conventionnelles dans l'ensemble du territoire européen, sans limitations artificielles ni création de zones à statut spécial. Il s'agit là d'un problème spécifique ;

« La CSCE fournit le cadre le plus approprié où engager une négociation qui échappe à la logique des blocs, puisque chacun des trente-cinq participants y est présent et actif, qu'il appartienne à une alliance militaire, soit neutre ou soit non aligné ;

« Enfin, situer la conférence sur le désarmement en Europe (CDE) dans le cadre de la CSCE illustre le fait qu'une avancée dans le domaine de la confiance et de la sécurité ne peut être réduite à des aspects strictement militaires. (...) Les mesures de confiance qui seront adoptées doivent marquer un véritable saut qualitatif par rapport aux premières dispositions arrêtées voilà dix ans à Helsinki. (...)

L'engagement en faveur des droits de l'homme

« Les engagements que nous avons pris ensemble il y a dix ans dans cette ville nous appellent tous à progresser dans le respect des droits de l'homme. Mon espoir est que, le plus tôt possible, tous les Etats ici représentés se sentent assez sûrs de la confiance de leurs citoyens pour leur reconnaître l'exercice effectif des libertés qui leur appartiennent, pour ne plus considérer ceux qui demandent à partir pour l'étranger comme des traîtres en puissance, ceux qui appellent au respect des libertés fondamentales comme des fauteurs de subversion (...). ceux qui ont cru à la volonté de la signature apposée au bas de l'Acte final comme des esprits égarés (...). Pensons aussi à la libre circulation des hommes et des femmes. Réaffirmons le principe figurant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme selon lequel « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ». Décisions simplement que la partie de l'acte de 1975 qui est traitée sera effectivement appliquée (...). Les ministres se rencontrent, nos experts et nos hommes d'affaires travaillent ensemble. A quel bon, si tous leurs compatriotes ne peuvent en faire autant ? »

« RECTIFICATIONS. - C'est par erreur qu'André Fontaine a fait figurer M. Kekkonen au nombre des signataires de l'Acte final d'Helsinki aujourd'hui décédé (le Monde du 31 juillet). L'ancien président finlandais a aujourd'hui 85 ans, mais il est toujours bien vivant. Il convient

M. Chevardnadze : séparons soigneusement les divergences idéologiques des relations entre Etats

« L'Union soviétique cherche à rendre solides et permanentes ses relations avec les pays européens. La ligne européenne de la politique extérieure de l'URSS était et restera fermement établie (...).

« Il est notoire qu'un cœur mémo des accords d'Helsinki se trouve la conservation des réalités territoriales et politiques qui sont la conséquence de la grande victoire sur le fascisme allemand et de l'évolution d'après-guerre. Or on ne peut ignorer le fait que, depuis quelque temps, se sont intensifiées les tentatives de mettre en doute les réalités territoriales et politiques en Europe. On s'attaque aux accords alliés - ceux de Yalta et de Potsdam - qui protègent fermement depuis déjà quarante ans les intérêts de la paix. De nouveau renaissent - et avec eux - les prétentions revanchardes. (...) Mais la marche de l'histoire est irrévocable. Et ceux qui s'efforcent aujourd'hui de fonder leur politique sur les débris d'ambitions d'hier feraient mieux de s'en souvenir.

« Notre pays, aujourd'hui comme à l'avenir, est prêt à s'acquiescer pleinement des obligations contractées à Helsinki. Nous sommes en droit d'attendre la même approche de la part des Etats signataires de l'Acte final. Les faits attestent le contraire. L'installation en Europe occidentale de nouveaux missiles nucléaires américains de première frappe a commencé et se poursuit contrairement aux intérêts des peuples. On développe à un rythme effréné tous les composants du potentiel stratégique nucléaire offensif des Etats-Unis (...).

« En ce qui concerne la coopération entre Etats dans les domaines du commerce, de l'économie, de l'industrie, de la science, de la technologie et de la protection de l'environnement, on est bien loin d'utiliser le potentiel de l'Acte. Les pays

socialistes sont en faveur de l'extension de cette coopération. (...) Dans les rapports entre Etats, il est temps de mettre fin à la pratique de sanctions et d'embargos de toute sorte, de discrimination, de rejet arbitraire des accords et des arrangements conclus. En d'autres termes, le moment est venu de passer soigneusement en revue tout l'éventail des problèmes de ce qu'on appelle la deuxième corbeille. (...)

« L'Union soviétique se prononce résolument pour la coopération internationale, dans la solution des problèmes humanitaires, le développement des liens dynamiques dans le domaine de la culture et de l'éducation. Naturellement, ces contacts et échanges doivent favoriser l'épanouissement de la personne humaine, améliorer la compréhension mutuelle et les relations amicales entre les peuples. Ceci est également valable pour l'encouragement du respect des droits de l'homme sur la base des principes des accords d'Helsinki.

Un problème réglé : celui des nationalités

« Toutes ces questions relèvent directement de la sphère de l'idéologie, où les positions des Etats socialistes et du monde capitaliste sont diamétralement opposées. Donc, dans ce domaine, il faut séparer soigneusement les divergences idéologiques et les relations interétatiques. (...)

« En Union soviétique, toute la plénitude des droits économiques, politiques, sociaux et culturels est garantie sur les plans législatif et matériel. Notre pays a depuis longtemps banni une fois pour toutes le chômage, la pauvreté, les phénomènes des sans-abris, toutes les manifestations de discrimination raciale ou ethnique. On peut dire sans peur d'exagérer que c'est l'Union soviétique qui a fourni l'exemple de la solution d'un problème aussi compliqué que celui des nationalités, solution obtenue grâce aux garanties réelles du principe de l'autodétermination et de l'égalité absolue de toutes les nations et ethnies. »

M. Shultz: les hommes devraient être les vrais bénéficiaires de l'Acte final.

Iossif Begun et la légalité soviétique

A TRAVERS LE MONDE

● LA CGT ORGANISE UNE NOUVELLE GRÈVE GÉNÉRALE. — La Confédération générale du travail, la centrale syndicale péroniste, a lancé le mardi 31 juillet un vote d'ordre de grève générale pour le 29 août prochain. Elle entend ainsi lutter contre le plan de réforme économique du gouvernement, rendu public le 14 juin dernier et prévoyant notamment le blocage des prix et des salaires, l'exigence également un moratoire de la dette extérieure. Il s'agit de la troisième grève générale organisée par la CGT depuis le retour des alliés au pouvoir. — (A.F.P., Reuters.)

L'ÉGLISE CATHOLIQUE ROYCCOTTERA LES FÊTES D'ÉTAT. - L'Eglise catholique batienne a annoncé qu'elle n'organiserait plus de messes spéciales lors des fêtes d'Etat. L'archevêque François Walf Ligonde a également appelé à une journée de jeûne et de prière pour l'Eglise batienne vendredi prochain. La déclaration de la conférence épiscopale rappelle l'expulsion de trois prêtres belges le semaine dernière et les éditeurs « amers et virulents » publiés par les médias gouvernementaux.

PROCHE-ORIENT

LA PALESTINIENNE QUI NE PUT SE RENDRE A NAIROBI

Samiha Khalil, ou une vie de combat au service des femmes

Aucun Palestinien n'était mieux qualifié que Samira Khalil pour représenter son peuple à la Conférence internationale des femmes de Nairobi. Est-ce pour cela que les Israéliens empêchèrent ce voyage ? Ses démarches pour obtenir un laissez-passer lui ont valu un refus sévère et sans motif, ce qui donne à l'interdiction un caractère permanent. Sur les vingt-huit femmes de Cisjordan et Gaza conviées à Nairobi, dix seulement ont pu s'y rendre.

Semihah Khalil passe pour sympathiser avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) sous dirige Georges Habbache. Elle ne dément pas, mais affirme ne rien tout recuser à la violence. On l'a mise cinq fois en prison.

LA « LOI ANTI-OLP » DEVANT LA KNESSET

Une « faute d'inattention » de M. Pérès

■ **Assassinat d'un employé de l'armée israélienne à Naplouse** — M. Albert Bosphr, employé de l'armée israélienne, a été tué par une inconnue, mardi 30 juillet, dans la ville de Clajordapin où l'armée a immédiatement imposé un couvre-feu et fermé l'université palestinienne d'el-Najah. Par ailleurs, les corps décapités de deux jeunes Palestiniens, membres d'une même famille, ont été retrouvés vendredi 26 juillet, à la suite d'une enquête de la police. Selon l'hypothèse de la police, les deux Palestiniens sont morts en manipulant un engin explosif dans leur véhicule. — (AFP)

L'arrestation du « cheikh aveugle »

condamné par le gouvernement d'une mosquée intégriste, celle d'El-Khalifa. Vingt-trois manifestants avaient été interpellés, mais leur chef avait été laissé en liberté. Le cheikh est, en effet, un des dirigeants des Gamiat islamiya (groupements islamiques), qui viennent de publier un livre

à Attantat à Téhéran. —
Explosion d'as agin mardi
juillet à Téhéran a fait trois
orts et cinq blessés. Selon la radio
américaine, la bombe contenait vingt
os d'explosif a sauté dans une ca-
se téléphonique à l'extérieur d'une
ue. L'exploit dont on a eu connais-
sance à Téhéran depuis le début de
ette année. Le dernier en date, a
la bombe placée sous une voiture
ationnelle place de l'Imam Khoi-
niyeh — avait fait quatre blessés la
millet. — (Eurasia.)

Le ministre saoudien de l'Information, M. Ali Chami, a annoncé, le 30 juillet, que les Saoudiens assisteront au sommet arabe de la capitale du Maroc - si son objectif est de «tirer les rangs arabes», ce qui constitue la politique de base du «royaume». L'Arabie saoudite est le membre le plus important du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe le Koweït, les Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar et Oman. Les EAU ont été le premier membre de la Ligue arabe à accepter de participer au sommet de Casablanca. La Jordanie, l'OLP, l'Irak et le Yémen du Nord ont déjà annoncé qu'ils participeraient au

POLICE STATION

polémique

Les br

SCIENCES

**Certaines e
de Challenge**

L'HC
LEC

AFRIQUE

ASIE

Ouganda

Le général Tito Okello tente d'obtenir le ralliement de la guérilla

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Sans parda da temps, le général Tito Okello, nouveau chef de l'Etat, s'est rendu, le mardi 30 juillet, au lendemain de sa prestation de serment, à Dar-Es-Salaam, pour y rencontrer M. Julius Nyerere. Le président tanzanien avait été un chaud partisan de M. Milton Obote, renversé le 27 juillet. Le président ougandais avait aussi l'intention de rencontrer secrètement M. Yoweri Museveni, chef de l'armée nationale de résistance (NRA), afin d'obtenir son ralliement. Dans un communiqué, publié à Nairobi, le Mouvement national de la résistance (RNM), branche politique de la NRA, a, en effet, marqué ses distances vis-à-vis du pouvoir en place et de ses décisions « prises sans consultation et sans consentement de notre part ». Le mouvement précise toutefois qu'il est en contact avec les autorités militaires pour rechercher « de meilleures méthodes de travail ».

« L'orchestre reste le même »

Le général Okello a nommé les neuf membres du conseil militaire qu'il préside : sept officiers — dont le général Othman Othman, qui mena le coup d'Etat — et deux civils. Il s'est choisi comme adjoint le colonel de l'armée de l'air Wilson Toka. On attend toujours la nomination d'un premier ministre. Parmi les noms les plus fréquemment cités pour occuper ce poste, figure celui de M. Paul Semogerera, président du Parti démocratique, qui a été la principale formation de l'opposition dans le régime de M. Obote. Dans un message adressé au nouveau chef de l'Etat, il indique que le DP « prend note » des raisons invoquées par les auteurs du putsch pour leur action et de leur promesse de rétablir la démocratie dans le pays, d'ici à un an, grâce à des « élections libres et loyales ».

Ni la nomination du général Okello comme chef de l'Etat ni la

composition du conseil militaire ne semblent avoir vraiment satisfait beaucoup de ceux qui ont combattu le précédent régime, déçus de retrouver aujourd'hui, aux commandes du pays des hommes qui, hier, se sont compromis avec M. Obote. « L'orchestre reste le même », a constaté l'ancien président Godfrey Binaisa. « Le coup a été l'œuvre d'un groupe qui essaye de se sortir du pétrin dans lequel l'a mis M. Obote », a remarqué, de son côté, au micro de la BBC, M. Museveni.

Si le calme est revenu dans le pays, les frontières, les aéroports et les dépôts pétroliers étaient toujours fermés, quatre jours après le coup d'Etat. A Kampala, les administrations et les banques n'avaient pas rouvert leurs portes et la ville était privée de transports en commun. Un convoi de résidents étrangers — américains, britanniques et français — devait, ce mercredi matin, quitter la capitale par la route pour le Kenya voisin, sous la protection de l'armée ougandaise.

Tous les témoignages recueillis de Kampala par téléphone confirment que le coup d'Etat s'est accompagné, pendant les premières quarante-huit heures, d'une véritable mise à sac de la capitale, puis, d'après certaines sources, que celle qui avait eu lieu, en avril 1979, lors de la chute du maréchal Idi Amin Dada, et, de l'entrée, dans la ville, des troupes ougando-tanzaniennes.

Ce sont essentiellement des soldats qui ont saisi et pillé les boutiques du centre. Les carcasses de centaines de véhicules encombrant les rues. Des maisons d'étrangers ont aussi subi la visite des pillards. Une partie du butin a, ensuite, été vendue sur des marchés de fortune, installés à l'extérieur de Kampala, notamment sur la route de Bombo, qui conduit vers le nord du pays.

JACQUES DE BARRIN.

Afrique du Sud

L'AMBASSADEUR A WASHINGTON RAPPELÉ EN CONSULTATION

Pretoria (AFP, Reuters). — Le gouvernement sud-africain a annoncé, mardi 30 juillet, le rappel en consultation de son ambassadeur aux Etats-Unis. Celui-ci, M. Herbert Buerkes, n'a pas encore présenté ses lettres de créances. Les Etats-Unis avaient eux-mêmes rappelé pour consultation leur ambassadeur à Pretoria, M. Herman Nickel, le mois dernier, à la suite du raid des unités sud-africaines sur Gaborone, capitale du Botswana. Washington n'avait pas réagi, mercredi matin, au rappel du chef de la mission sud-africaine. Pretoria, pour sa part, a évité de commenter sa décision et de la présenter comme une riposte à celle des Etats-Unis.

A Port-Elizabeth, les milieux économiques blancs, de plus en plus inquiétés de l'ampleur du boycottage de leurs entreprises par les Noirs, ont demandé mardi aux autorités d'entamer des « négociations sérieuses » avec les dirigeants de la communauté noire, tandis que les incidents et les arrestations en vertu de l'état d'urgence continuaient.

Le boycottage, lancé il y a deux semaines à Port-Elizabeth, s'est traduit par une baisse, allant jusqu'à 35 % du chiffre d'affaires des commerces tenus par les Blancs, il s'est étendu samedi à la ville d'East-London (250 kilomètres à l'est).

La police sud-africaine a annoncé mardi la mise en état d'urgence de la zone de Port-Elizabeth, la loi sur la sécurité interne, sous l'accusation d'avoir « pris des photos d'installations militaires ».

« L'attentat contre l'ambassade d'Afrique du Sud à Lisbonne. Des groupes autonomes révolutionnaires (GAR), organisation jusqu'alors inconnue au Portugal, ont revendiqué, samedi 27 juillet, l'attentat qui a endommagé l'ambassade d'Afrique du Sud à Lisbonne. » (AFP.)

Inde

L'ACCORD AVEC LES SIKHS AU PONDJAB

Les Etats de l'Haryana et du Rajasthan s'estiment lésés

Plus d'une douzaine de personnes ont été blessées, mardi 30 juillet, au cours des affrontements à l'arme blanche et au pistolet entre sikhs modérés et extrémistes, dans le Temple d'or d'Amritsar (Pondjab) (nos dernières éditions du 31 juillet). Selon la police, des extrémistes sikhs, hostiles à l'accord conclu la semaine dernière entre le gouvernement et les dirigeants modérés de leur communauté, ont tiré

des coups de feu dans le sanctuaire où ceux-ci tenaient une réunion.

Les forces paramilitaires, importantes autour du Temple d'or, sont intervenues pour séparer les combattants et ont procédé à une cinquantaine d'arrestations, notamment de dirigeants de la fraction radicale de l'Alkali Dal et de la Fédération indienne des étudiants sikhs.

De notre correspondant

« moyennement satisfaits » du compromis. D'autres, plus âgés, se réjouissent de la fin d'une crise qui avait pris des allures de guerre fratricide.

Alfailli par ce sentiment de confusion mêlée de lassitude, l'Alkali Dal du Sant Longowal est encore traversé de tendances rivales. Deux importants dirigeants du mouvement ont accusé le Sant Longowal d'avoir « bradé » les intérêts des sikhs, et tout particulièrement de ceux coupables de mutinerie, au lendemain de l'assaut contre le Temple d'or, en juin 1984. L'accord prévoit « seulement », pour ces derniers, une embauche professionnelle, et non la réintégration dans les rangs des forces armées, comme l'avait exigé l'Alkali Dal. La relative sollicitude du gouvernement a néanmoins suscité le courroux de l'opposition de droite hindouiste, qui estime « inadmissible que l'on cherche à réhabiliter ceux qui ont insulté la dignité de la nation ».

Les irréductibles de l'extrémisme, rattachés quant à eux dans le Temple d'or d'Amritsar, multiplient les dénonciations à l'encontre des « traîtres » modérés. Tout récemment

(1) L'ancien Etat du Pendjab indien avait été divisé, en novembre 1966, en deux Etats linguistiques : le Pendjab, pour les gens de langue pendjabie, et l'Haryana pour ceux de langue hindie. Chandigarh avait été désignée comme capitale commune des deux Etats, jusqu'en 1970, lorsque l'ancien premier ministre accepta de « donner » Chandigarh au Pendjab. Mais cette décision était restée lettre morte, jusqu'à la semaine dernière, du fait de l'opposition du gouvernement de l'Haryana.

encore, on a enregistré un nouveau coup de main extrémiste qui a coûté la vie à un policier. Pour les dirigeants de l'Alkali Dal modéré, il s'agit surtout maintenant de préparer le chemin vers les élections régionales qui auront sans doute lieu à l'automne prochain. Selon certaines indications, l'Alkali Dal — qui n'a jamais pu obtenir une majorité suffisante pour former à lui seul un gouvernement — sera vraisemblablement obligé d'accepter la coalition avec le Congrès I, son ancien adversaire. — (Interim.)

« Un député assassiné. — Proche du premier ministre, M. Rajiv Gandhi, M. Mahan a été tué par balles, mercredi 31 juillet, à New Delhi par deux hommes non identifiés, a annoncé l'agence indienne PTI. Son épouse a été blessée. Le parlementaire était membre du Parti du Congrès (I), la formation gouvernementale, et député du sud de la capitale indienne. » (AFP.)

Afghanistan

« Les résistants ont attaqué l'aéroport de Kaboul, Islamabad (AFP, Reuters). — Les résistants ont attaqué, samedi 27 juillet, l'aéroport de Kaboul et la garnison soviétique voisine de Khair-Khanna, s'attirant des représailles d'une intensité sans précédent, selon les étrangers résidents depuis longtemps à Kaboul et cités, mardi 30 juillet, par des sources diplomatiques occidentales à Islamabad. Cette opération, qui a duré toute la nuit, aurait fait deux morts soviétiques et quatre afghans, ainsi que de nombreux blessés. Par ailleurs, quatre résistants sont tombés sur l'ambassade d'URSS ou à proximité, le 17 juillet.

Maroc

LES GRÈVES DE LA FAIM S'ÉTENDENT DANS LES PRISONS

Ouze prisonniers politiques de la prison centrale de Kenitra, au nord de Rabat, ont annoncé dans un communiqué, dimanche 28 juillet, qu'ils commencent une grève de la faim illimitée par solidarité avec les neuf grévistes de Marrakech qui avaient repris leur mouvement le 23 juin.

Diffusé par le comité de soutien des grévistes de Marrakech, le communiqué de Kenitra est notamment signé par Abraham Serfaty, dirigeant de l'organisation l'Al Amsan (En avant), militant marxiste, condamné en 1977 à la réclusion à perpétuité, et l'Idrisi El Kaytouni, condamné à Fès, en 1982, à dix ans de prison à la suite de la publication de son recueil de poèmes en français l'Enlince.

D'autre part, à Casablanca, vingt-deux prisonniers politiques qui avaient observé une grève de la faim du 17 au 21 juillet l'ont reprise trois jours plus tard, selon l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM), pour une durée de dix jours et menacent de poursuivre leur mouvement de façon illimitée si les revendications des neuf grévistes de la faim de Marrakech ne sont pas satisfaites.

L'ASDHOM précise également que les familles de ces détenus ont fait savoir que les neuf hommes étaient dans le coma ou dans un état précomateux.

RFA

Les sociaux-démocrates se cherchent un chef

De notre correspondant

Bonn. — Quand le Parti social-démocrate a perdu les élections générales de mars 1983, nul ne doutait qu'une longue cure d'opposition l'attendait. Deux ans plus tard, la situation a pris un tour inattendu à Bonn : le chancelier Kohl est au creux de la vague, sa cote de popularité à zéro sur une échelle allant de + 5 à - 5, et le Parti social-démocrate se sent le vent en poupe.

Ses succès récents — la victoire de M. Oskar Lafontaine en Sarre, d'ordinaire un bastion de la CDU, puis la réélection triomphale de M. Johannes Rau en Rhénanie-Westphalie — lui font même espérer un retour au pouvoir dès 1987. D'autant plus qu'il est d'année gagnante à la prochaine échéance électorale, le renouvellement du Parlement régional de Basse-Saxe (une région dirigée par le chrétien-démocrate Ernst Albrecht), au printemps prochain.

Le SPD est cependant toujours en quête d'un successeur à Helmut Schmidt. La preuve en est le débat,

surgi en pleine phase estivale à Bonn et entretenu sans discontinuer par les médias ouest-allemands autour de la question : qui sera le prochain candidat-chancelier de l'opposition ?

Le nom de M. Johannes Rau est le plus souvent avancé, après son succès le 12 mai dernier au Landtag de Düsseldorf. Et malgré les spéculations sur une éventuelle candidature de M. Willy Brandt, âgé de soixante et onze ans, ou une seconde tentative de Hans-Jochen Vogel, qui a derrière lui l'échec de mars 1983, il ne semble guère faire de doute que M. Rau est le mieux qualifié pour porter les espoirs du SPD.

La cote de popularité est au plus haut (+ 1,8 %) loin devant Helmut Kohl, mais toujours en retrait derrière Helmut Schmidt (+ 2,4 %), qui reste, sans conteste, l'homme politique ouest-allemand le plus estimé.

Les hésitations de Johannes Rau

Pourtant Johannes Rau semble se faire tirer l'oreille. Cet homme est, un peu à la façon de Helmut Kohl, un provincial, d'un abord facile, qui discute volontiers avec un mineur de la Ruhr autour d'un verre de bière mais qui préfère être numéro un à Düsseldorf plutôt que chancelier à Bonn, et encore moins chef d'une opposition qui n'est pas assurée de revenir au pouvoir dès 1987.

Pour ajouter à la confusion, Helmut Schmidt a envoyé discrètement à M. Rau une lettre, dont tous les journaux ont eu connaissance, où, sans lui déconseiller de « monter à Bonn », il lui suggère de peser mûrement sa décision. Des conseils qui comptent de la part d'un ami qui a exercé les responsabilités au plus haut niveau.

Enfin, pour Johannes Rau, les questions familiales jouent un très

grand rôle : marié à une jeune femme de vingt-cinq ans sa cadette, il est père de deux enfants en bas âge. Et son épouse Christina, une petite-fille du président Gustav Heinemann, ne fait pas mystère de ses réserves sur une carrière nationale pour son mari.

Certains stratèges pensent enfin qu'il serait préférable d'attendre quatre ans de plus pour faire de M. Rau un candidat chancelier en 1991, quand le SPD peut espérer gagner les élections « à coup sûr », après huit ans d'intermède conservateur. Il faudrait alors que M. Vogel mette la prochaine campagne.

Mais M. Rau ne pourra certainement pas se dérober, et il devra respecter la règle de la solidarité interne au parti. A chacun son tour de faire des sacrifices : M. Vogel a déjà payé de sa personne à plusieurs reprises, à Berlin-Ouest en 1981 dans un duel éperdu contre l'avance de Richard von Weizsäcker, puis à Bonn quand il s'est retrouvé en 1983 candidat chancelier d'un SPD à la dérive.

Le SPD s'était fixé un calendrier : nommer à la fin de l'année son chef pour la bataille de 1987. Celui-ci aurait été confirmé par le parti réuni en congrès à l'automne 1986. En attendant pas de congrès cette année, le SPD voulait aussi élaborer en toute tranquillité son nouveau programme pour 1988. Ce calendrier va être bouleversé et le nom du prochain candidat-chancelier sera sans doute connu officiellement avant la fin de l'été. — (Interim.)

« M. Helmut Schmidt codirecteur de « Die Zeit ». — L'ancien chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt (soixante-six ans) n'est nommé codirecteur du plus prestigieux hebdomadaire de RFA, Die Zeit, a annoncé mardi 30 juillet le journal. M. Schmidt sera responsable de la ligne éditoriale du journal. » (AFP.)

Grande-Bretagne

CÉDANT AUX PRESSIONS DU GOUVERNEMENT

La BBC annule une émission sur l'Irlande du Nord

Londres (AFP, UPI). — La BBC a cédé, mardi 30 juillet, aux pressions du gouvernement en retirant de ses programmes une émission sur l'Irlande du Nord dans laquelle l'un des principaux dirigeants du mouvement républicain, Martin McGuinness, était interviewé (le Monde du 31 juillet).

Après plusieurs heures de délibérations à huis clos, les membres du conseil d'administration de la BBC ont décidé de faire droit à une requête formulée lundi par le ministre de l'Intérieur, M. Leon Brittan, demandant l'annulation de cette émission qui, selon lui, offrait une tribune à une organisation terroriste. Martin McGuinness, élu au conseil municipal de Londonderry sur la liste du Sinn Féin, la branche politique légale du mouvement républicain, a été plusieurs fois dans le passé arrêté pour appartenance à l'IRA et activités terroristes. Le film, qui entrait dans la série « Real Lives », se proposait de décrire le fossé séparant les extrémistes des deux bords en Irlande du Nord et donnait également la parole à Gregory Campbell, l'un des représentants les plus durs du courant protestant unioniste.

Dans un communiqué publié mardi soir, l'intermédiaire de la BBC reproche au conseil d'administration de s'être laissé influencer par le directeur général et les principaux responsables des programmes qui avaient préconisé le maintien de l'émission. Plusieurs personnalités de l'opposition travailliste et libérale ont également protesté contre cette décision. M. Murrin Ray, ancien ministre de l'Intérieur travailliste et ancien secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, s'est élevé contre cette « censure » et s'est étonné que M. Thatcher n'ait pas visé l'émission avant de la condamner. Un ancien directeur de la BBC, Sir Hugh Green, a déploré que la chaîne de télévision se laisse « intimider » par le premier ministre. Il a estimé que le conseil d'administration aurait dû contraindre le gouvernement à recourir à ses pouvoirs de censure, jusqu'à présent inutilisés en temps de paix.

Autriche

Un procureur du tribunal de Vienne arrêté pour corruption

Vienne (AFP). — L'Autriche vient de découvrir avec stupeur le plus grand scandale de corruption de l'après-guerre au sein de la justice. Un procureur du tribunal de Vienne, M. Lutz Moser, 44 ans, haut fonctionnaire qui jouissait d'une réputation de parfaite intégrité, a été arrêté lundi 29 juillet pour avoir classé, en échange d'une forte somme d'argent, le dossier d'instruction d'un homme d'affaires véreux accusé d'avoir escroqué une firme d'exportation hongroise.

Le pot aux roses a été découvert par le magazine autrichien Profil, grâce à un témoin qui avait filmé discrètement en Suisse la remise d'une enveloppe de 1,5 million de francs suisses (environ 5 millions de francs français) au procureur viennois.

Eu mars dernier, l'homme d'affaires autrichien Bela Rabelbauer, 51 ans, avait été convoqué par le procureur Moser, chargé d'instruire la plainte déposée contre lui par une firme hongroise, Rabelbauer, soupçonné en 1980 par la presse autrichienne d'être « l'homme à la valise » pour avoir tenté d'acheter un mandat de député par un don de dix millions de schillings (5 millions de francs français) au Parti populaire risquant dix ans de prison s'il avait été reconnu coupable dans cette affaire d'escroquerie.

« Que diriez-vous d'une enveloppe de 1,5 million de francs suisses ? » aurait dit Rabelbauer au procureur viennois. Le marché fut ainsi conclu. Rabelbauer a disparu, le ministre de la justice autrichien a lancé un mandat d'arrêt contre lui.

AMÉRIQUES

Pérou

Les banques fermées pour deux jours

Lima (UPI). — « Les mesures économiques ne sont pas annoncées, elles sont prises », a déclaré le président García en expliquant la fermeture des banques des mutuelles et des bureaux de change décidée le mardi 30 juillet pour deux jours. Cette mesure est destinée à empêcher l'évasion de capitaux et les transactions sur le dollar.

L'annonce très rapide de cette décision, deux jours après la passation de pouvoirs, a surpris les Péruviens. Beaucoup d'employés et cadres de banques ont découvert la fermeture de leur établissement en arrivant à leur travail. D'après des

observateurs, le gouvernement tente ainsi de gagner du temps avant d'annoncer d'autres mesures économiques. Il envisagerait notamment une dévaluation de 20 % du sol, la monnaie nationale.

D'autre part, le président García a précisé mardi que le Pérou réduirait « de moitié » son contrat sur l'achat de Mirage-2000. Il a, par ailleurs, indiqué que son pays resterait membre du FMI, bien qu'il conteste à celui-ci le rôle d'intermédiaire dans la négociation de la dette extérieure, préférant un dialogue direct avec les créanciers.

150

POLICE

L'ARRESTATION DE TROIS POLICIERS A PARIS

Polémique entre les syndicats

Après la suspension, lundi 29 juillet, de trois policiers impliqués dans une tentative de hold-up (le Monde du 31 juillet), M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP (Fédération autonome des syndicats de police, majoritaire chez les policiers en tenue) met en cause la « responsabilité » de la préfecture de police et de la police nationale. « On assiste, dit M. Deleplace, à quelques répétitions d'affaires sordides (...) et l'on doit bien se poser la question des responsabilités. J'ai eu l'occasion de signaler des faits inquiétants, j'ai rarement vu des décisions qui en tirent les conséquences. Depuis longtemps, je revendique une réforme de la préfecture de police, une plus grande intégration à la police nationale, or M. Faugier préfère placer une chape de plomb sur la maison plutôt que d'examiner valablement des réformes qui s'imposent. Au lieu de

mener des opérations coup de poing comme celle de l'ilot Chalon ou de mettre en place, en matière d'enlèvement de véhicules, des opérations de renouveau pour des sociétés privées en accord avec la Mairie de Paris, le préfet de police ferait mieux de s'occuper de ce qui se passe dans sa maison. »

L'USC (Union des syndicats catégoriels), de son côté, juge « inadmissible la récupération scandaleuse » à laquelle se livre la FASP. De même, le syndicat CFTC corps en civil de la police nationale « regrette que les policiers de la préfecture de police se soient compromis dans des actes délictueux d'une telle gravité », mais estime qu'il n'est nullement « utile » d'exploiter de tels faits, que ce soit à des fins politiques pour imposer des réformes ou simplement revanchardes.

Les brebis galeuses

par CASAMAYOR

Des policiers gangsters ? Image facile, avec des conséquences plus faciles encore d'indignation, de réprobation, de « ségrégation » : nous, nous ne mangons pas de ce pain-là, et de désigner les brebis galeuses. Il est sain de débarrasser un peu ce fait divers, car, outre les sanctions qu'il entraîne et qui ne manquent pas de frapper les mal-faiteurs, il comporte une leçon, mais dont on ne peut profiter que si l'on accepte d'y voir clair. Les bases de cette leçon sont des évidences.

1. Il y a des troupes dans tous les services publics et privés. Il est rarissime qu'elles pratiquent l'attaque à main armée, mais elles produisent des nuisances parfois beaucoup plus importantes. Le « corps » des policiers n'est pas plus corrompu qu'un autre ;

2. La déontologie n'a rien à voir ici, le vol à main armée n'ayant jamais été considéré par personne comme une bonne action.

Mais il faut aborder un domaine plus délicat, d'une importance capitale pour la sécurité publique et pour le bon fonctionnement des administrations. La leçon que nous donnent ces policiers criminels est triple. Pourquoi ? Parce qu'ils appartiennent à trois services différents. C'est à l'intérieur de chaque service qu'il faut injecter le « médicament ». Quel médicament ? Celui de l'analyse, de l'épuration et de la réforme, mais lucide et pénétrante. Que pensent, des mal-faiteurs, ceux qui ont été leurs chefs depuis des années ?

Certes, sachons bien qu'il est très difficile pour le chef d'un service important, et surtout d'un service de police où l'activité de chacun possède une assez large marge d'autonomie, de bien connaître ses subordonnés. Mais, précisément parce que c'est très difficile, il faut y apporter un soin tout particulier, il n'y a guère besoin de rappeler aux

policiers leurs devoirs, ils les connaissent, mais il faut toujours les accompagner dans leur accomplissement.

Les bons chefs de police ne se laissent pas prendre aux séductions illusoire de la sévérité, ils connaissent trop bien les moyens de camouflage dont un agent dispose toujours s'il le veut. En revanche, ils savent toute l'importance de la présence et de l'exemple. Cette vérité doit être rappelée aux chefs et aux chefs des chefs.

« Dixième agression contre Protocole ». Pour la dixième fois depuis le début de l'année, la société de transport de fonds Protocole a été la victime de malfaiteurs. Pendant la nuit du lundi 29 au mardi 30 juillet, l'un de ses fourgons a été attaqué à proximité de Lormarzin (Vaucluse) par plusieurs malfaiteurs : environ 20 millions de francs ont été dérobés. La veille, à Toulon, d'autres malfaiteurs, armés d'un faux bazooka et munis de mines magnétiques factices, avaient tenté, sans succès, de s'emparer d'un fourgon de la même société.

« RECTIFICATIF ». Contrairement à ce que nous affirmions dans le Monde du 23 juillet, Vaucluse n'est pas une région frontalière, mais l'agression contre Protocole a eu lieu à Lormarzin, dans le département de la Haute-Vienne. Les malfaiteurs impliqués dans l'attaque manquée du centre de sécurité de Sécourac à Courbovois n'ont pas été remis en liberté par erreur : accusé par un malfaiteur d'avoir participé à un hold-up, il avait été placé sous mandat de dépôt le 22 décembre 1984. Mais il devait bénéficier des rétroactions de son accusateur, et, faute d'avoir réuni des charges suffisantes contre lui, le juge d'instruction, malgré les réquisitions contraires du parquet, avait ordonné sa mise en liberté le 3 juin dernier.

SCIENCES

Certaines expériences scientifiques de Challenger semblent compromises

Les ennemis continuent pour la navette spatiale américaine Challenger. Après un départ mouvementé, lundi 29 juillet, c'est maintenant un appareil-chef qui ne fonctionne pas correctement à bord. La situation n'est pas jugée désespérée, mais, si elle l'était, une grande part de la mission scientifique serait compromise. Ce serait un échec pour l'Europe spatiale, puisque cet IPS (Instruments Pointing System) a été construit par la société aérospatiale allemande Dornier pour le compte de l'Agence spatiale européenne (ESA).

L'IPS doit permettre à des télescopes de rester alignés sur l'étoile qu'ils observent, avec une précision de l'ordre de la seconde d'arc, très supérieure à ce que permet le système de contrôle des mouvements de

la navette. Les astronautes ont tenté à cinq reprises de l'utiliser pour observer des tâches de la surface solaire. Ils n'ont pu obtenir la précision de pointage désirée.

Selon M. Michel Bignier, directeur des systèmes de transport spatial à l'ESA, il semble que la défaillance doive être imputée au programme informatique qui contrôle l'IPS - programme réalisé aux Etats-Unis - et non à l'instrument lui-même. Ce qui laisse espérer une correction avant la fin de la mission. Quatre expériences de physique solaire sont montées sur l'IPS et dépendent de son fonctionnement. D'autre part, une future mission spatiale, qui doit permettre en mars prochain l'observation de la comète de Halley, doit aussi impérativement utiliser l'IPS.

Lors du lancement de Challenger, un second moteur a donné des signes de surchauffe après l'arrêt, pour cette même raison, du premier. Mais, dans les deux cas, il semble que ce soit un capteur qui ait envoyé des informations erronées, et que la température ait, en réalité, été normale. Ce qui rassure la NASA, qui pense pouvoir maintenir le programme des prochaines missions. La seule conséquence directe de ces incidents est que Challenger décrit actuellement une orbite circulaire à 311 kilomètres d'altitude, et non 393 comme initialement prévu. Ce changement d'altitude affectera légèrement les résultats de deux des expériences embarquées.

L'HOMME ET LES VILLES
MICHEL RAGON
7000 ans d'architecture, de philosophie, de politique et d'ouverture
20 x 28 cm - 250 p. - 250 F - 220 F
Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

FAITS DIVERS

A Marseille

VOL

DE QUINZE MILLE FICHES A L'AGENCE FRANCE-PRESSE

(De notre correspondant.)

Marseille. - Boviraquin quinze mille fiches concernant les affaires de banditisme et les personnalités politiques de la région ont été dérobées dans les locaux de l'Agence France-Presse à Marseille, situés sur la Canebière. C'est en voulant consulter leurs archives relatives à Paul Mondoloni que les journalistes se sont rendus compte de ce vol, probablement commis pendant la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juillet, entre une heure et quatre heures du matin.

Les voleurs se sont introduits sans effraction dans les locaux situés au premier étage. Il semble donc qu'ils étaient en possession de clés, d'autant plus que le meuble fermé qui contenait les dossiers n'a pas été forcé. Aucun des dossiers économiques, pourtant rangés dans le même meuble-classier, n'a disparu.

M. Michel Hermin, directeur du bureau de l'AFP de Marseille, a déposé plainte et une information a été ouverte par le parquet.

Il ne fait pas de doute que les voleurs connaissent parfaitement les lieux. Ils ont ouvert que le placard convoité et ont défilé le matériel technique pourtant fort coûteux que possède l'agence.

Ces fiches et dossiers servent à établir les « synthèses » lorsque éclate une affaire de grand banditisme ou lorsque se prépare une échauffourée électorale ou un conflit politique. Ils contiennent notamment des informations confidentielles non publiées ainsi que des adresses personnelles et des numéros de téléphone. Ils comportent aussi des chronologies remontant quelquefois jusqu'à la dernière guerre : la disparition de ces dossiers cause donc une perte extrêmement préjudiciable aux journalistes de l'agence marseillaise.

J.C.

MÉDECINE

DÉCOUVERTE AUX ETATS-UNIS

Une protéine faciliterait la tolérance immunitaire pendant la grossesse

Deux chercheurs américains, Andrew W. Mochmore et Jean M. Decker (National Cancer Institute, Bethesda), ont réussi à isoler et à purifier, dans l'urine de femmes enceintes, une protéine, l'uromoduline, qui serait en partie responsable des phénomènes de tolérance immunitaire qui surviennent pendant la grossesse (1).

Depuis de nombreuses années, les scientifiques s'interrogent sur cette extraordinaire « amnésie » de la physiologie : comment la mère tolère-t-elle le fœtus - qui, après tout, est pour elle un organe étranger, un greffon en quelque sorte - sans réagir contre lui des anticorps, sans le rejeter immunologiquement ?

On sait que, dans la mise en place d'un tel phénomène, le placenta joue un rôle important en favorisant la synthèse de protéines de défense locale. En schématisant, tout se passe comme si le fœtus, par l'intermédiaire du placenta, signalait à la mère qu'elle devait réagir dans le sens d'une tolérance de ce greffon d'un genre un peu particulier. En réponse, la mère synthétiserait un certain nombre de substances capables d'inhiber localement le système immunitaire.

L'uromoduline serait une de ces substances. Plus précisément, il s'agit d'une glycoprotéine dotée, in

vitro, d'une remarquable activité immunomodulatrice. En effet, elle est capable d'inhiber la prolifération des lymphocytes T - des cellules sanguines qui jouent un rôle fondamental dans les processus de défense immunitaire - lorsque ceux-ci sont mis en présence d'un corps étranger (antigène). L'uromoduline semble également capable de contrebalancer la cytotoxicité des macrophages (autres cellules participant à la défense immunitaire). En revanche, elle n'affecterait pas la fonction des lymphocytes B.

Selon le docteur Gérard Chazout (unifié 255 de l'INSERM), qui a lui-même tenté l'uromoduline, cette protéine pourrait bien être, si son efficacité se confirmait in vivo, une des substances responsables de l'immunosuppression locale se produisant pendant la grossesse. Cela dit, ajoute-t-il, une vingtaine d'autres protéines susceptibles de jouer un rôle semblable ont déjà été isolées. Cette réserve n'est pas partagée par A. Mochmore et J. Decker, qui qualifient leur uromoduline de « glycoprotéine immunosuppressive unique ».

FRANCK NOUHL

(1) Cette étude paraît dans le dernier numéro de l'endocrinologie américaine (septembre 1984, 202).

● **Rock Hudson aux Etats-Unis.** - L'acteur américain Rock Hudson, âgé de cinquante-neuf ans, a quitté Paris pour Los Angeles lundi 29 juillet. Soigné pour un SIDA, Rock Hudson avait été admis le 21 juillet à l'hôpital américain de Neuilly. Il avait déjà été hospitalisé pour la même affection en septembre dernier à l'hôpital militaire de Percy. Son état n'a, semble-t-il, pas permis l'utilisation du HPA-23, médicament expérimenté en France dans le traitement du SIDA. L'acteur américain a été rapatrié par avion spécialement affecté - un Boeing-747 d'Air France - en présence de deux médecins réanimateurs et d'une infirmière. Le coût du transport (2,5 millions de francs) a été pris en charge par les proches du malade.

● **Insémination post mortem britannique.** - Une Britannique, âgée de vingt-trois ans, a demandé à être artificiellement inséminée avec du sperme congelé de son mari décédé le mois dernier d'un cancer. L'hôpital St. Mary de Liverpool examine cette requête et donnera sa réponse en septembre prochain. La commission gouvernementale Warnock, dans un rapport publié l'an dernier, conseillait aux hôpitaux britanniques de « décourager » les demandes d'insémination post mortem. A ce jour, le seul précédent connu est celui d'une Française, M^{me} Corinne Parpalais, qui avait été autorisée par le tribunal de Créteil à être inséminée avec le sperme de son mari décédé. L'insémination, pratiquée en 1984, a été un échec.

LA MORT D'UN TRUAND MARSEILLAIS

Qui a tué « Monsieur Paul » ?

Marseille. - A Marseille, l'histoire du « milieu » ne fait pas que se répéter : elle bégaye. Paul Mondoloni, soixante-huit ans, est mort criblé de balles dans la touffure d'un soir de juillet, à 50 mètres de l'endroit où, le 6 octobre 1983, Gilbert Horeau, trente-neuf ans, dit le « Li-banels », qui sortait de chez « Monsieur Paul » où il était venu « parler affaires », était éliminé de la même façon.

Depuis quelques mois le pavé marseillais retentit à nouveau des fusillades de règlements de comptes. Mais cette fois-ci il s'agit d'une « notoriété » et, comme chaque fois en pareille circonstance, les titres antérieurs : « Marseille a perdu son Parrain ».

On l'avait déjà écrit à chaque élimination d'un des membres du clan Guérini. Ce fut encore vrai au lendemain de la mort de Gaston Zampa, la 19 août 1984. A croire qu'une armée de « parrains » veille sur la face cachée de la ville. Il reste que, à ce niveau, un règlement de comptes annonce, à l'évidence, un changement de règne. Qui sera le prochain « Parrain » de Marseille ? Le corps du vieux truand n'était pas encore refroidi que certains murmuraient : « Francis-la-Balga » : Francis Vanverbergue était en effet l'ennemi déclaré de Zampa. Or Zampa n'était pas en mauvais termes avec Mondoloni, via Horeau. En fait, les « observateurs » n'y croient pas : « Monsieur Paul » était un « trop gros morceau » pour le Belge. « Personne n'était vraiment en mauvais termes avec « Monsieur Paul », expliquent les criminologues de comptoirs dont Marseille abonde. « Monsieur Paul », ajoutent-ils, était un juge de paix qui n'était mêlé à aucune des affaires ayant secoué le « milieu » ces dernières années. On venait simplement le consulter.

De notre correspondant

D'ailleurs, on lui a certainement fait porter plus de chapeaux que sa tête ne pouvait en accueillir.

Il est vrai que la réputation de Paul Mondoloni était sans rapport avec son « pedigree ». Certes, il avait été condamné à dix ans de travaux forcés en 1941 pour avoir trafiqué des tickets de ravitaillement. Mais c'était, en quelque sorte, pendant ses « classes » en banditisme. Il faisait malicieusement remarquer : « C'est un tribunal de Vichy qui m'a condamné ». Par la suite, il montre des dispositions pour l'esquive, dignes d'un grand matador. L'affaire des bijoux de la Béguin, dérobés sur leur propriétaire par un commando en traction avant ? Son nom avait été donné par deux des bandits, mais on n'a jamais pu prouver avec certitude sa participation à l'attaque de la voiture de l'Ag Kahn et de son épouse. Les juges qui n'ont certainement pas voulu prendre le risque de laisser courir un coupable lui ont donné deux ans de prison. Pour 213 millions de francs de l'époque, c'est peu cher payé !

Une seule condamnation

La seule vraie condamnation qu'on lui connaisse est une condamnation par défaut, en 1957, à cinq ans de prison alors que Paul Mondoloni « militait » dans la bande de Tony d'Agostini pour un important trafic de drogue. Depuis, on n'a jamais revu son nom apparaître dans les affaires de grand banditisme. Certes, des accusations ont été formulées, mais elles émanaient surtout des Etats-Unis quand les policiers du Narcotic Bureau désignent Paul Mondoloni comme le principal adjoint de Marcel Francis, PDG du Cercle Hauss-

mann, assassiné à Paris en 1981 et généralement considéré comme l'un des patrons de la French Connection. En janvier 1987, Mondoloni, était arrêté à Orly pour trafic d'héroïne.

Lors de l'assassinat du juge Michel, des policiers étaient venus l'interroger mais il s'agissait pratiquement d'une visite de routine qui n'eut pas de suite.

Qu'a donc fait ce grand diable entre 1970 et 1985 pour continuer, envers et contre tout, de mériter le titre de juge suprême du milieu ? Il serait téméraire de prétendre connaître exactement quelles activités cachait cette vie de « père tranquille » que l'on pouvait voir tous les après-midi dans la salle de la brasserie Les Danaises, au sommet de la Canebière. - elle lui appartenait, - toujours tiré à quatre épingles et d'une exquise courtoisie. On lui prêtait une fortune considérable ; on le savait aussi, à une époque, membre du SAC.

Il se sentait menacé puisque, pour aller de la brasserie à son domicile, à quelques centaines de mètres de là, il était accompagné au moins d'un « portefeuille » : celui-ci a été échangé de nombreuses fois avec les tueurs ambusqués dans une R 9 de couleur claire qui attendait « Monsieur Paul » au moment où il venait d'acheter son journal.

La « père tranquille » a eu une fin de carrière en pleine activité. Mais, à Marseille, on se refuse à croire que le coup vient de la grande famille où les « fileuls » tiennent si volontiers leurs « parrains ». « Pas un truand qui se respecte n'aurait osé s'attaquer à lui. Il était trop respecté ici », affirme-t-on sérieusement. Le coup venait donc d'ailleurs. D'ailleurs on n'a pas respecté pas les vieilles gloires.

JEAN CONTRUCCI

RELIGION

DANS UN DOCUMENT PRÉPARATOIRE AU SYNODE EXTRAORDINAIRE

Les évêques anglais critiquent le « centralisme romain »

Dans un document d'une grande franchise, l'épiscopat catholique d'Angleterre et du Pays de Galles critique la façon - jugée trop centralisée - dont le Saint-Siège gouverne les affaires de l'Eglise universelle. Il répond ainsi à l'invitation, adressée par le Vatican à tous les évêques du monde, de soumettre leur analyse de la situation de l'Eglise vingt ans après le concile Vatican II, en vue du synode extraordinaire convoqué à Rome en novembre par Jean-Paul II pour dresser un bilan. Les évêques anglais expriment, d'emblée, leur désaccord avec le point de vue développé par plusieurs membres de la curie, et notamment par le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, quant à la crise qui résulterait d'une fausse application du concile.

Au contraire, les évêques anglais et gallois estiment que, si le processus de renouveau est encore inachevé, cela s'explique par le fait que l'« autorité est encore beaucoup trop centralisée à Rome », et ils déclarent que l'Eglise en Angleterre et au Pays de Galles a surtout besoin d'entendre « une parole d'encouragement pour tous ceux qui ont travaillé si dur pour renouveler la vie de l'Eglise depuis le concile ». Les évêques affirment que les chances de réaliser l'unité chrétienne sont compromises si « la question de l'inculturation ne se répond dans l'Eglise tout entière ». Or, constatent-ils, pour attirer ceux qui sont dehors, l'Eglise « doit faire preuve d'une plus grande ouverture au monde » : ouverture qui est justement l'une des principales critiques formulées par le cardinal Ratzinger dans son livre *Emretien sur la foi* (le Monde du 19 juin).

Ce document, qui résulte d'une large consultation des catholiques anglais, était rédigé au début du mois par les évêques et il sera définitivement adopté par le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, président de la conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles et président du Conseil des conférences épiscopales européennes. Qualifié par Mgr Vincent

Nichols, secrétaire de la conférence épiscopale, de « vote de confiance par les évêques sur la manière dont l'Eglise dans leur pays a répondu au défi de Vatican II », le document contient des critiques spécifiques des autorités vaticanes :

● Le délai laissé pour préparer le synode extraordinaire était trop court ;

● Trop de décisions sur le plan local - comme l'introduction de la communion sous les deux espèces - doivent être référées à Rome, alors qu'elles pourraient être prises à l'échelon national ;

● Les congrégations romaines font de moins en moins appel, dans leurs méthodes de gouvernement, aux évêques locaux ;

● Les évêques nationaux ne sont pas consultés suffisamment par Rome pour ce qui est de la nomination des nouveaux évêques ;

● La question de la réduction des prêtres à l'état laïc est excessivement centralisée ;

● Les règles et les normes édictées par Rome sont appliquées trop rigoureusement, etc.

En somme, « la consultation entre le Vatican et les conférences épiscopales laisse à désirer ». Et les évêques résumant ainsi leur souhait pour l'avenir : « Une meilleure compréhension de la nature de l'Eglise requiert qu'à chaque niveau on permette l'exercice de la responsabilité entre laïcs et clergé et de la collégialité entre évêques ».

Le document se termine par un appel au synode pour que celui-ci « joue un rôle central pour permettre une expression plus effective de la collégialité, en laissant aux conférences épiscopales nationales une plus grande liberté de décision ». Actuellement, concluent les évêques anglais, lorsque les conférences d'évêques protègent une diversité légitime, elles se trouvent en butte aux critiques et à la mécompréhension.

ALAIN WOODROW

ENVIRONNEMENT

POUR DES LIEUX DE BAINADE MOINS POLLUÉS

Opération « Pavillon bleu » en Vendée

De notre envoyé spécial

La Faut-sur-Mer. — Les vacances commencent. Le langage des vacances, c'est le langage des Français. Vert : bon pour le bain ; orange : attention ; rouge : trempette interdite. Ils verront désormais flotter sur certaines plages un grand pavillon bleu frappé d'un cercle blanc : baignade s'appropriée. M. François Bouchard, ministre de l'environnement, robe blanche et cheveux au vent, a hissé le premier d'entre eux, mardi 30 juillet, sur le sable de La Faut-sur-Mer en Vendée. Fanfare, préfet, élus locaux, discours, les baigneurs éberlués ont appris que ce drapeau récompensait les efforts de la municipalité pour leur assurer des vacances parfaitement hygiéniques.

La Faut-sur-Mer et L'Aiguillon, deux communes voisines, trois mille habitants en hiver, trente mille à la belle saison, possèdent une fenêtre sur le large. Huit kilomètres de plages. Elles ont aussi d'immenses parcs à moulins qui séjournent une centaine de mytiliculteurs. Deux excellentes raisons pour éviter de rejeter en mer leurs eaux polluées. Depuis dix ans, les deux maires associés — l'un de gauche, l'autre de droite — ont mis en route un vaste programme antipollution. L'agglomération de 16 hectares, des kilomètres d'égouts collecteurs, les travaux ont déjà coûté plus de 10 millions de francs. Réaménagés, les eaux sales des résidents et des estivants sont, aujourd'hui, traitées à plus de 50 %. Ce taux, apparemment modeste, constitue presque un exploit lorsqu'on sait qu'en moyenne les communes françaises d'épurent pas plus de 35 % de leurs eaux d'égouts. Et cela, après quinze ans d'efforts et des dizaines de milliards de dépenses. La lutte contre la pollution est une longue, obscure et coûteuse patience.

Croisade européenne

La saison dernière, lorsque les inspecteurs de salubrité de la Vendée sont passés à La Faut-sur-Mer pour faire, comme chaque année, l'analyse des eaux, ils ont constaté que, sur les cinq plages de la station, la mer était bactériologiquement de bonne qualité. Mais comment le faire savoir aux estivants ?

Depuis deux ans, rompant avec une discrétion qui cachait une situation médiocre, le ministère de l'environnement publie, enfin, une carte

de France des plages indiquant pour chacune la qualité des eaux de baignade. Ce n'était pas assez. M. Bouchard, reprenant une idée lancée il y a dix ans par Michel Poniatowski, alors ministre de la santé, a décidé de signaler les municipalités littorales les plus méritantes en leur permettant d'arborer un pavillon bleu. Voilà qui devrait attirer les touristes.

Dès cet été, une douzaine de maires vont recevoir ce label de qualité. C'est encore peu pour cinq cent soixante-deux communes françaises de bord de mer, mais, l'émulation aidant, on espère voir flotter le fameux drapeau sur des dizaines de plages dans les prochaines années.

Une quinzaine de volontaires dont les propriétaires se sont engagés par écrit à ne plus balancer leurs déchets par-dessus bord pourront, eux aussi, hisser en tête de mât un pavillon bleu. Il devrait y en avoir des milliers à l'avenir. D'autant plus que M. Bouchard veut convaincre les pays européens de se joindre à cette croisade des plages plus propres. Les Danois ont dit oui, les Néerlandais et les Belges sont fort intéressés.

Après les injonctions, les incitations financières, les normes, les règlements, voici venu le temps des récompenses. Mais quand décrètera-t-on un pavillon noir aux dizaines de communes littorales dont les égouts se déversent encore sur les plages au mépris de toute hygiène ? Ce serait une plaisante manière, mais assurément efficace, d'associer le bâton à la carotte.

MARC AMBROISE-RENDU.

Cent millions de francs pour sauver l'Allier. — Assaillir Clermont-Ferrand, tel est l'objectif du contrat, dit « d'agglomération », qui a été signé entre le ministère de l'environnement, le maire de la ville, plusieurs syndicats intercommunaux des environs et l'agence de bassin Loire-Bretagne. En cinq ans de travaux (1985-1989) qui coûteront environ 100 millions de francs, Clermont-Ferrand devra réorganiser et étendre son réseau d'égouts, nettoyer les deux cours d'eau — l'Allier et le Bédet — qui traversent la ville, améliorer le fonctionnement de la station d'épuration et éliminer divers rejets non traités. Ce programme devrait améliorer notablement la qualité des eaux de l'Allier.

JEUNESSE

Un toit pour les enfants du monde

Sa foi soulèverait des montagnes. Son idée, pour la moment, n'a pas eu l'enthousiasme. M. Gilbert Vigne, employé à la Caisse du Crédit agricole du marché-gare, n'est pas pour autant résigné. Son projet, qui vise à donner « un toit aux enfants du monde », a jusqu'à 30 septembre pour connaître une esquisse de réalisation.

Père d'une jeune fille, M. Vigne, sensibilisé par la détresse infantile, a donné à Céline, un petit Coréen adopté à l'âge de trois ans, il en a neuf aujourd'hui.

Céline, désintéressée et d'abord recherché un toit pour matérialiser ce qui n'est encore qu'un rêve de vœu pieux. Son idée, il l'a trouvée au domaine des Arbousses, entre Aixe et la Grand-Combe. Depuis deux ans, il est à vendre. Depuis deux ans, son propriétaire (un entrepreneur parisien, M. de Saintemarie) attend que M. Vigne ait rassemblé le million de francs qui le fera changer de mains.

« Mon projet comporte trois étapes, explique l'employé de banque vignonnais : l'achat de la bâtisse (entourée de 25 hectares de terrain), l'aménagement intérieur et la mise en conformité, enfin l'accueil d'enfants privés de vacances. »

Il fallait trouver 5 millions. M. Vigne, au soir du 16 juillet, avait recueilli 50 000 F, édition de petits vêtements émanant de parents adoptants et de l'association des Amis des enfants du monde. M. Vigne attend davantage du colossal porte-à-porte qu'il a entrepris avec l'aide initiale de M. Porquier, directeur de la caisse régionale du Crédit agricole, relayée par l'accueil bienveillant

de la majorité des bureaux de France (1).

Le principe est simple : sur ses fonds propres (plus une aide du comité d'entreprise), il a fait imprimer 450 000 vignettes autocollantes symbolisant un toit (2). L'unité se vend 10 F. Neuf mille carnets de cinquante vignettes sont partis mais mille sept cents sont déjà revendus sans avoir été ouverts ! Quelques regrets néanmoins griffonnés expliquent, à défaut de la justifier, leur retour.

Combien en recevra-t-il encore d'ici au 30 septembre ? Chaque jour qui passe, l'absence de nouvelle est une bonne nouvelle. Il en reste plus de sept mille dans la nature. Presque suffisant avec leur conversion en francs lourds pour amorcer l'achat, la restauration et l'aménagement des lieux. « L'espérance sans trop d'illusion. Toutes les formes de communication sont restées sourdes. La télé n'a jamais répondu. »

Sur les hauteurs cévenoles un mas imposant attend. Vendu, le 30 septembre quand les bureaux de France du Crédit (et des assurances) agricole feront leurs comptes. On saura alors si la course a été gagnée.

PAUL SIGNOUD.

(1) Association Le Toit des enfants du monde. Compte bancaire 2100014. Crédit agricole d'Arles. Responsable : M. Gilbert Vigne, 9, avenue Mézirieu, 84000 Avignon.

(2) Les vignettes sont numérotées. Le comité d'entreprise du Crédit agricole de Vaucluse effectuera, en fin de campagne, un tirage au sort. Le gagnant bénéficiera d'une semaine de vacances à Chamrousse durant l'hiver.

POUR LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Des pièges à soleil au Sénégal

De notre envoyé spécial

Sédhiou (Sénégal). — Les sept caisses sont bien en évidence, au pied de la tribune. Couverture-miroir relevé, elles baignent, allongées, sereines, tandis que ministres et ingénieurs scandent leur discours. Deux heures plus tard, la cérémonie terminée, la vitre qui fermait chaque caisse est ôtée. Le riz et le poisson qu'elles renfermaient défilent, brulants, de main en main. Les « pièges à soleil » ont bien fonctionné. Les four solaires portatifs ont cuit les aliments.

La scène se passe devant la préfecture de Sédhiou, en Casamance, dans le sud du Sénégal. A l'occasion des quinquantièmes Journées de protection de la nature destinées, comme le problème une affiche, à récompenser les braves combattants du feu des régions du Sud, une démonstration de fours domestiques qui captent le « feu du soleil » a été organisée devant la population. Les fours ont été apportés par l'écologiste suisse Franz Weber, à l'invitation tout à fait officielle du gouvernement sénégalais et du directeur des parcs nationaux, M. André-Roger Dupuy.

Mortelle randonnée

Les four solaires contre la désertification ? Le feu, qui mange la forêt quand les arbres brûlent, pourrait-il au contraire la préserver, si les hommes consentaient à décrocher l'énergie du soleil ?

Les paysans sénégalais sont encore trop souvent les propres artisans de leur appauvrissement. La pluie manque. Depuis quarante ans, le déficit hydrique s'accroît dans tout le Sahel. Autour de Kolda, dans le sud du Sénégal, il était tombé plus de 200 mm de pluie l'an dernier, du 23 mai au 15 juin, la terre a reçu moins de 10 mm d'eau cette année, à la même période. Alors, le désert avance. A vieilles machines, on se cachant, par taches, comme la

lèpre, comme des amibes», souligne M. Dupuy. Mais il avance. Et les hommes se font les complices de sa mortelle randonnée. Pour chauffer leurs aliments, ils coupent les arbres. L'utilisation du bois et du charbon, comme sources principales d'énergie, coûte chaque année au Sénégal, l'équivalent d'une forêt de 75 000 hectares (le Monde daté 2-3 septembre 1984). Moins d'arbres, moins de pluie. Moins de pluie, moins d'arbres. Le cercle fatidique s'entretient lui-même.

Autorités politiques et techniques des eaux, et forêts d'emploi à la briser. Dans le tout rassemblée devant la préfecture de Sédhiou, un vieux paysan, ancien combattant médaillé comme un dignitaire de l'armée rouge, murmure : « La pluie, c'est Dieu seulement qui peut la donner. » La ministre de la protection de la nature déclare : « Il faut aider Dieu en luttant contre le défrichement abusif... »

ils luttent. Devant quatre ministres, le gouverneur de la région, préfète et sous-préfète, chargé d'affaires et femme de l'ambassadeur du Canada, autorités religieuses et chefs coutumiers, les « sages de la nature » défilent, les papyrus, coiffant des éloges sans ambiguïté : « La forêt est notre mère à tous. » « Celui qui sème le feu, récolte le désert. » « Un arbre fournit des milliers d'allumettes, une allumette détruit des milliers d'arbres. » Le chant rythme les pas : « Vive Sénégal, nous allons éteindre le feu. Vive le Sénégal, nous allons planter des arbres. » Le Canada, France et la partie la PPFPS, Projet de protection et de promotion des forêts du Sud, mis en place en 1976. Les « combattants » disposent surtout de petits outils. Les camions et les trois gros engins « Trac farmer » équipés de chaînes ne roulent pas

autant qu'il le faudrait, faute d'essence.

Ailleurs, la lutte contre le désert a pris une autre allure. Près de Kébémé, entre Saint-Louis et Dakar, le désert paraît vouloir se précipiter dans l'océan. C'est la région des Ndayes. A mesure que l'on s'approche de la bande côtière, la teinte orange du sable est plus intense. Les babouas se font plus rares, leur tronc se laisse blesser de plaies ouvertes et sèches. Les ndayes, cueilleurs autochtones, s'enferment dans une ceinture de buissons gris. Mais, à la périphérie de Sédhiou, près de Loupoul, une cinquantaine d'hommes et de femmes mettent en pots des graines d'eucalyptus. Un million de plants sont ainsi produits par an. L'eau pour les arroser est puisée dans la nappe phréatique qui baigne de 60 centimètres par an.

Fixer les dunes

Depuis 1975, un plan de fixation des dunes a été arrêté, stoppé parfois, le désertification. Les vents venus de la mer poussent les dunes vers l'intérieur. Une marche de 10 mètres par an. 297 kilomètres de plantation d'eucalyptus jouent désormais les brise-vent. 2000 hectares de dunes ont pu être immobilisés. Et, dans cette

terre où le pâturage des troupeaux est si fréquent, on a vu que la vie avait ensuite quitté, des tomates, des bananiers, des toulous vertes de piment ont réapparu. M. Mamadou Mansour N'Diaye, responsable de ce projet, l'un des vingt-trois à l'œuvre au Sénégal et qui donne du travail à cent vingt-sept personnes, constate : « Ce ne sont pas les solutions techniques qui manquent, mais uniquement les moyens financiers. »

Les septa four solaires apportés de Suisse paraissent quelque peu dérisoires dans cette bataille pour l'environnement. Ca

genre de bataille peut-être, pourtant, se gagner autrement que par l'addition de milliers et de milliers d'actions, même modestes d'apparence ? A Sédhiou, le ministre de la protection de la nature, M. Cheik A. Kadr Sissoko, a rappelé que le Sénégal consomme sept millions de stères de bois par an. Aussi, n'a-t-il guère hésité à accepter la proposition du directeur des parcs nationaux et de M. Franz Weber, d'expérimenter les fours construits par un artisan local, et utilisés déjà à un million d'exemplaires au Pakistan.

En Casamance, comme à l'Institut des technologies alimentaires (ITA) de Dakar, où la démonstration a été renouvelée avec quatorze fours, les objections n'ont pas manqué, pertinentes sous la poussée du soleil. Exemple : la cuisine africaine pour le repas du midi en famille se destine à huit personnes en moyenne. Tels qu'ils sont, les fours paraissent trop petits pour cuire les 2 kilos de riz nécessaires.

Quant au prix de vente, selon M. Alassane Ndiaye, du ministère de la recherche scientifique, il ne devrait pas dépasser celui d'un fourneau au charbon de bois : 2 000 francs CFA (l'équivalent de 40 francs français environ).

Le ministre de la protection de la nature a donné sa conclusion à la démonstration : « Les fours ne sont pas exactement adaptés ; il faudra les améliorer. Mais l'on ne peut pas attendre que les fours, devant les péri, nos mères de faire aussi devront se transformer. »

Le défi ? Il est là : le désert bar les premiers bidonvilles aux franges de Dakar. Ces bidonvilles qu'il contribue à peupler, en chassant les paysans des campagnes stérilisées par manque d'eau, par manque d'arbres, et de vie. De la même façon la natalité du pays galope, augmentant la population de 2,7 % par an. La famine, à l'évidence, menace.

CHARLES VIAL.

SPORTS

FOOTBALL

Le secret de Gérard Houllier à PSG

A l'issue de la quatrième journée du championnat de France de première division, le Paris-Saint-Germain occupe la tête du classement, grâce à sa victoire 1 à 0 sur Bordeaux dans un Parc des princes combles. Tonio, vainqueur de Metz par 2 à 1, est second, à un point. Les Girondins de Bordeaux sont rejoints à la troisième place par Nantes et Lens.

Assis pour la première fois sur le banc de touche du Parc des princes, Gérard Houllier assiste sans surprise à la défaite de son équipe. Nous sommes le 17 mars 1982. Neuf-les-Mines vient d'être éliminé en seizièmes de finale de la Coupe de France par le Paris-Saint-Germain, après avoir battu, au tour précédent, le prestigieux Football-Club de Nantes. L'exploit avait été célébré d'une gloire éphémère le petit club de l'Est-de-Calais. Il a changé plus durablement la vie de son entraîneur.

En quittant le tableau noir de l'école normale d'Arras pour celui du Racing-Club de Lens, avant de se retrouver à Paris-Saint-Germain, le petit prof d'anglais n'a pas perdu le nord. « Je suis toujours le même », estime-t-il en retrouvant, trois ans et demi après, « son » banc de touche du Parc. « Mais avec plus d'expérience, je vois mieux et plus vite les choses. J'anticipe. »

Méthodique

Par anticipation, celui que le public redécouvre, à la faveur de la résurrection de l'équipe parisienne, déclarait avant ce Bordeaux-PSG : « Nous avons tout à gagner. » Par prudence, il nuancait : « Notre équipe est une motte cimentée de frats. C'est le bon vieux béton armé bordelais qui s'est fissuré. Après un quart d'heure d'assauts furieux, Floriger le miraculé, servi par l'international néerlandais Vermeulen le remplaçant, marquait de la tête, le but qui allait donner la victoire au PSG. La quatrième « gloire » de la révolution Houllier. Entraîneur de Lens l'an dernier, il avait déjà été le premier à faire plier les champions de France. Ce diable d'homme a sûrement un secret.

Gérard Houllier, c'est d'abord un copain : celui qui a redonné des jolies

et des jambes de chat à Dominique Rocheteau et à Saïf Sadiq. C'est aussi un pédagogue : il a inculqué des principes de jeu à une équipe hétéroclite qui les a récités contre Bordeaux — surtout dans l'adversité de la seconde mi-temps — avec une application de rentrée des classes. Gérard Houllier, c'est, enfin et surtout, un « patron » capable de rigueur. Il en faut sur le terrain où des formes d'organisation sont indispensables chaque fois qu'on perd ou qu'on gagne un ballon. Elle est nécessaire aussi dans l'entourage des joueurs. L'ancien « homme à tout faire » de l'US. Nice — la légende veut qu'il s'occupait même de l'achat des lacets — est débarrassé à Paris de l'entendement, mais il garde un œil sur tout. Méthodique Houllier ? Je suis méthodique, précise-t-il. Je prends beaucoup de notes. Sur les matches que je vois, sur ce que je lis, sur le comportement du groupe, sur tout.

Adeptes de longue date du magnétoscope, il va étudier ce Bordeaux-PSG en deux actes — Paris conquérant en première mi-temps, Paris résistant en seconde — et, sans doute, remplir des fiches, les classer, les compiler à l'occasion pour « forger un style et une personnalité » à sa nouvelle équipe. Une mentalité d'archiviste suffirait-elle pour devenir l'un des meilleurs entraîneurs du football français ? Non. Gérard Houllier a un secret. Il doit être dans la mallette ou le sac dont l'entraîneur parisien ne se sépare que rarement, pas même sur son banc de touche du Parc.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

RÉSULTATS

(quatrième journée)

| | |
|----------------------|-----|
| Paris-SG b. Bordeaux | 1-0 |
| Toulon b. Metz | 2-1 |
| Lens b. Toulouse | 2-0 |
| Nice et Auxerre | 1-1 |
| Monaco b. «Rennes» | 1-0 |
| Strasbourg b. Lille | 2-1 |
| Nantes b. Bastia | 2-0 |
| Sochaux et Le Havre | 1-1 |
| Nancy b. Laval | 1-0 |
| Brest b. Marseille | 2-1 |

Classement. — 1. Paris-SG, 8 pts ; 2. Toulon, 7 ; 3. Lens, Nantes, Bordeaux, 6 ; 4. Auxerre, Sochaux, Rennes, Lille, Nancy, Monaco, 5 ; 13. Le Havre, Metz, Strasbourg, Laval, 4 ; 17. Brest, Nice ; 19. Marseille, 2 ; 20. Bastia, 0.

Deux alpinistes français sont morts d'épuisement dans l'Himalaya

De notre correspondant

Grenoble. — Deux alpinistes français, Daniel Lacroix, vingt-six ans, et Jean-Pierre Bouygues, trente-trois ans, sont morts d'épuisement en juillet, lors de la redécouverte de deux sommets de plus de 8 000 mètres dans l'Himalaya.

Daniel Lacroix participait à un assaut extrêmement rapide du K 2 (8 611 mètres), seconde cime du monde, en compagnie d'Eric Escoffier. Daniel Lacroix faisait partie de cette génération de jeunes alpinistes qui, avec notamment l'aspirant guide Christian Probst, rêvent vainement de la légende de la traversée en une journée des trois prairies voisines nord des Alpes : Cervin, Eiger, et Grandes Jorasses (le Monde des 27 et 28 juillet), réalisent de véritables courses contre la montre dans les Alpes.

Le second accident a eu pour cadre le Gasherbrum 2 (8 035 mètres). Jean-Pierre Bouygues

quels faisait partie d'un groupe d'une quinzaine de grimpeurs, encadrés par deux guides, Claude Jacquot et Michel Vincent. Conduire autant de clients sur « un plus de 8 000 mètres » (dix personnes avaient atteint le sommet), constituait une « première commerciale » française. Considéré comme l'un des 8 000 mètres les moins difficiles du massif, le Gasherbrum 2 est très fréquenté. Deux Français viennent d'y réaliser des « premières » originales. Guide de haute-montagne à Chamigneux, Jean-Marie Boivin a réussi la descente en aile déployée, le 14 juillet, après une escalade solitaire de seize heures. Quatre jours plus tôt, Pierre Govenex, électricien à Annemasse (Haute-Savoie), avait réalisé le même exploit en parachute ascensionnel.

C. F.

La Corée du Nord propose de partager avec Séoul les Jeux olympiques de 1988

La Corée du Nord a proposé, le mardi 30 juillet, d'organiser chez elle la moitié des compétitions des Jeux olympiques de 1988, prévus à Séoul (Corée du Sud), et de constituer une équipe commune avec la Corée du Sud. « Si notre proposition est retenue, tous les pays, même ceux qui se sont opposés au choix de Séoul et qui envisageaient un boycott, participeront aux Jeux de la vingt-quatrième olympiade, et le mouvement olympique échappera à la crise », a déclaré le vice-premier ministre nord-coréen, M. Chong Jung-Il. « Ces Jeux seront alors les Jeux de Pyongyang et Séoul, Corée », a-t-il ajouté.

« Si les Jeux n'ont lieu qu'à Séoul, cela encouragera la volonté des « séparatistes » de garder une Corée divisée. Jeterai un voile sur le combat des peuples coréens pour retrouver une grande unité nationale et aggraverai les tensions et les antagonismes », a conclu M. Chong Jung-Il.

A Lausanne, Michèle Verdier, porte-parole du Comité international olympique (CIO), a déclaré que cette proposition exigeait une modification de la charte olympique. Celle-ci précise, en effet, que toutes les compétitions doivent avoir lieu sur le territoire du pays dont le comité olympique s'est vu confier l'organisation des Jeux, c'est-à-dire la Corée du Sud. Tout projet de

modification de la charte doit être approuvé par les deux tiers des quatre-vingt-neuf membres du CIO. En visite à Moscou, fin juillet, M. Samaranch, le président du CIO, qui a rencontré le ministre des sports nord-coréen, aurait repoussé ce projet en réaffirmant son attachement au « respect de la charte olympique ». Une réunion entre les responsables sportifs des deux Corées devrait avoir lieu avant la fin de l'année à Lausanne. — (AP, AFP.)

LOTO SPORTIF : REPRISE LE 27 SEPTEMBRE

Selon la Fédération française de football (FFF) et la Ligue nationale du football (LNF), le Loto sportif interrompu après cinq tirages, redémarrera à l'occasion de la seizième journée de championnat de France de football de division 1, disputée le 27 septembre, et de la douzième journée de division 2 prévue le lendemain. Après l'échec de la première formule, le nouveau jeu sera simplifié. Il portera le plus souvent sur seize des matches du Championnat de football, dont il faudra seulement indiquer les vainqueurs ou les résultats nuls.

هكذا من الأصل

051-7111

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Dubuffet

LA PEINTURE A SON RECOMMENCEMENT

DES Métros de 1943 (ou la connaissance de Paris par son sous-sol, avec renouvellement des personnages à chaque station : déjà tout un programme) aux Non-lieux de 1984, la rétrospective Dubuffet, fondation Maeght, réunit cent cinquante œuvres : peintures, gouaches, dessins, le *Mur bleu* de 1967 et son reflet dans l'eau d'un bassin, pour vous brouiller un peu plus la vue, et trois sculptures plus blanches que nature, en époxy, « hourloupées », pour vous accueillir magistralement dès la pelouse.

L'exposition, devenue posthume - Dubuffet, on le sait, est mort en juin, - est une sorte de florilège, où l'on a grand plaisir à découvrir ou redécouvrir des œuvres anciennes, souvent venues des États-Unis ; et où l'on peut suivre les grandes lignes de cette singulière aventure qu'est la peinture de Dubuffet. Une aventure capricieuse, pleine d'humour, riche en rebondissements et images de toutes sortes, dont on n'est pas près d'avoir fait le tour, bien que beaucoup ait déjà été dit sur elles. Et sur différents tons, savant ou non, agacé ou non, fasciné ou non. Dubuffet rêvait d'une peinture dans laquelle « on pourrait lire d'un bout à l'autre dans un vaste grimoire ». Il semble bien qu'il y ait réussi. Côté lecture et côté peinture.

Ca commence au commencement, en dehors de la distinction (dans le miroir), par l'image de la femme, de l'accouchement et, pour faire bon poids, de la vache, à la manière des dessins d'enfants, à la recherche d'une écriture spontanée, innocente, agissante, sans savoir convenu, sauvage. Le

théoricien de l'art brut est à deux pas. Et cela commence très vite à plonger dans le noir, avec une *Notre morte au jambon*, tout à fait fumé, quelques musiciens de jazz, en graffiti, sur fond de cave de Saint-Germain-des-Près. Et cela s'y plait, s'y complait, dans le noir, s'y enfonce, s'y installe. Avec montée de pâte et emploi de matériaux en tout genre (masse, ficelle, poissières, goudron, boue, graviers...), relevant de la rue.

Dubuffet n'est pas le seul à l'époque à s'intéresser aux choses de la matière, mais il est sûrement le seul à en avoir tiré ce qu'il en a tiré (cela vaudra pour la suite). Il récupère, enfouit, triture, écrase, se livre à divers exercices d'incorporation pour donner quelque information à ses *Hautes pites*. Il en sortira notamment cette époustouflante série de portraits d'amis *Plus beaux qu'ils croient* : Lili, sa femme, Paulhan, Tappin (le critique de l'art informel), Ponge, Michaux... des grosses têtes, dont la ressemblance avec les modèles, pourtant longuement bariolée et combattue, saute aux yeux. Cela relève de la grande cuisine, de ces tours de main qui font le bon pain.

De tables, on pourrait parler. Il y en a plein la peinture de Dubuffet : des tables en tout genre - tables de cuisine, de travail, de sacrifices humains - la peinture a ses exigences. Des tables au contour et au contenu incertains. Suivre la table, c'est faire un grand bout de chemin sur les lieux, les traces, dans les pas de Dubuffet, ses jeux de métamorphoses et métaphores, depuis le bout de terrain circonscrit, connu et familier - la vache et le corps de la femme, qui sont des tables à

quatre ou deux pieds, ou des morceaux de sol surélevés et mis à plat ; jusqu'aux contrées incertaines, illimitées jusqu'à l'instable. Là où Dubuffet finit toujours par se loger - ce qui n'est pas confortable du tout, - doutant de tout, de tout ce qui ne saurait être mis en doute, puisque c'est trop familier pour qu'on s'y attache. Compliqué Dubuffet, sous ses dehors faciles. Ça prend pied dans le concret, le physique, et ça dérape, ça part dans le pataphysique et le philosophique.

Pour le physique, il y a bien sûr les *Corps de dames*, de ces Vénus préhistoriques nées de la soudure du nu et du fauteuil (1950), des lieux de rituels sauvages ; il y a une bien cuite, bien grillée, et une bien crue et rose dans l'exposition. Pour le pataphysique, l'absurde comique - il y a les barbes, les têtes en barbe, en menbris (et le poème juteux *La Fleur de barbe*) : un épisode complètement fou, délirant, qui finit en *Table de barbe*, table à raser à l'allure d'une palette nettoyée à grande eau, au torchon. Table rase. On défait tout et on recommence. Sur un autre pied, sur d'autres bases. Quant au philosophique, il est partout.

Mais il faut revenir en arrière, car il s'est passé des choses entre les tables. Après la grande plongée en terre, terre-mère et nourricière, après le voyage en sous-sol, en reconnaissance des choses de la nature, voyage fort égaré, jonché d'ossements, mais drôlement fécond (*Le Voyageur sans bousoie*, le *Géomancien* (1952)), Dubuffet a refait surface, pour plonger cette fois dans les éblouissements solaires.

Le soleil, c'est d'ailleurs celui de Venise, où le peintre s'est ins-

taillé pour être à côté de Lili, soignée au sanatorium. Après avoir chassé les papillons, une idée qui lui est venue de Betancourt (il l'a dit), et les avoir dûment mis en sol, il se lance dans les grands collages qui l'aident à se débarrasser du poids des matériaux. Matrice n'est pas loin (il ne l'a pas dit). Finies les « jublations mystiques du monde physique », c'est le grand décollage, la conquête de l'immatériel.

Dubuffet devient alchimiste, change mauvaises herbes et petits cailloux en merveilleux sois, de ces pavements cosmétiques qu'on trouve dans les églises italiennes d'avant la Renaissance, donc d'un monde qui n'est pas encore réglé, arraisonné.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la *Porte ou échiend* de 1957, tableau-clef, tableau-charnière, on peut le dire, un des plus fascinants de tous. Comme du Klimt, mais oui. Où la porte en vieux bois imité - comme dans les collages cubistes, mais justement pour aller en sens contraire, celui de l'instable - et son mur de crêpi moisi en reposent sur rien de solide, quelque chose qui fait penser aux fonds d'or des mosaïques byzantines ; ou à du champagne. Et le grand projet de « célébration du sol » de s'achever dans la grande fusion du ciel et de la terre, en poutrelles étalées, sur noir et papier d'argent froissé, dans l'indéterminé des trames et des textures (*La Physique du sol*, *Joie de terre*, *Terre-mère*), dans l'apesanteur.

Puis cela tatonne. Retour à l'anecdote, à Paris, aux figures en mauvais état, qui relèvent d'apparitions, entre extopies et fantômes. Mais tout sert. Et cer-

Dubuffet est mort en juin. La Fondation Maeght rend hommage à l'artiste le plus difficile à classer de la peinture française. Une rétrospective qui donne tout son relief au chantre de l'Hourloupe.



« L'Expansion », 1970.

taines de ces formes grincieuses, coléreuses, d'être vite circonscrites, hachurées. Les premières pièces de l'Hourloupe sont jetées. Puis soudées les unes aux autres, jusqu'à englober et recouvrir tout et toute chose, personnages, arbres et paysages, pour la plus grande confusion du regard.

L'Hourloupe - écriture scabreuse, bien nourrie d'irrégularités humaines, sa progression cancéreuse, ses développements impérieux dans l'espace à trois dimensions et le monumental - aura duré douze ans, jusqu'en 1974, Dubuffet l'aura épuisée, au théâtre même (avec le spectacle *Coucou Bazar*). Si on le croyait fini, il avait plus de soixante-dix ans, on s'était bien trompé.

De nouvelles images allaient surgir, sous d'autres espèces. C'est le troisième volet du grand œuvre. En un, il y avait l'étendue et la matière d'abord ; en deux, l'Hourloupe, - il y avait l'écriture, le dessin d'abord ; cette fois, il y aura la couleur d'abord (on peut lire l'œuvre ainsi, comme une métaphore de la peinture). La couleur, aux couleurs d'une pensée vagabonde - qui voit beaucoup de choses en même temps - C'est le patchwork des souvenirs,

des impressions, de la perception du présent, un télescopage de figures et de non-figures en pièces rapportées (collages des *Théâtres de mémoire*), et, une fois de plus, tout cela va se fondre dans le flou, l'indéterminé, et la question de savoir ce qui est le plus réel : de la vie du dehors ou de dedans. Et ce sont les *Mûres*, de 1983, mirages, grands déserts solaires, sans point de repères, sans rien de fixe où s'accrocher, jeu de taches et de graphies spontanées ; et les *Non-lieux* de 1984 (1), dans la nuit, sur fond noir traversé d'amples tracés, qui ne sont rien qu'éclats énergétiques.

Dubuffet finit en somme dans une peinture gestuelle pure, là où d'autres ont commencé. Mais elle est nourrie de toute la somme des expériences vécues dans le tableau. C'est de cela que les dernières œuvres tirent leur force, leur présence, d'années de discipline de l'indiscipliné, de réflexions, d'écrits et d'écritures, de savoirs déssapés. A rebours.

GENEVÈVE BREERETTE.

* Fondation Maeght, Saint-Paul-de-Vence. Jusqu'au 13 octobre.

(1) Les *Non-lieux* sont actuellement présentés au Centre Georges-Pompidou.



Marcel.

Cinémathèque

LE SECOND DÉPART

Cinquante ans après sa création, Constantin Costa-Gavras, l'actuel président, annonce que la Cinémathèque française possède enfin les infrastructures indispensables à son fonctionnement. Elle émigrera dans un lieu idéal où seraient rassemblées toutes ses activités, le palais de Tokyo.

TOUT n'est vraiment remis en marche depuis ce fameux rapport de la Cour des comptes (le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet) qui, de l'aveu même de Costa-Gavras, président de la Cinémathèque, a considérablement aidé à rectifier les erreurs de tir. Le contenu du rapport était connu bien avant sa publication. Les fameuses cinq mille chaises achetées pour la projection de *Napoleon* et jamais utilisées ont été vendues. Une nouvelle grille de salaires a été établie en accord avec les syndicats, explique M. Bernard Latartier, le délégué général : « Nous avons introduit une gestion rigoureuse, établi un budget détaillé par fonction. Fin 1985, pour la première fois dans l'histoire de la Cinémathèque française, les comptes seront équilibrés. »

MM. Costa-Gavras et Latartier nous accueillent dans les nouveaux locaux, provisoires, de la rue du Colisée, qui permettront sur trois ans une économie de 600 millions de francs. Un étage a été loué dans un immeuble moderne, fonctionnel, bien différent de l'hôtel particulier de l'avenue d'Iéna qui hébergeait précédemment la Cinémathèque. Tout

le monde semble mis sur un pied d'égalité, une multitude de bureaux permettant à chacun de trouver sa place, l'activité est déjà bien centralisée.

« Mais la cinéma ne doit jamais se normaliser, précise d'emblée Costa-Gavras. Jusqu'en août 1981, le budget était dérisoire, 6 millions de francs. Tout change avec l'arrivée de Jack Lang au ministère de la culture, la subvention passe à 12 millions en 1982, à 20 millions en 1983, à 25 millions en 1984. La Cinémathèque n'était pas préparée à ça, d'où un certain nombre de maudissements commises les deux ou trois premières années. Il n'y avait pas de véritable équipe de gestion. A mon retour d'Ieraci, fin 1983, après le tournage de *Hanna K*, j'ai changé complètement l'équipe de direction, quatre personnes sont parties. J'ai assumé seul la direction pendant plus de quatre mois, jusqu'en 1^{er} mai 1984, à l'arrivée de Bernard Latartier. »

Un rapport couvrant les périodes 1982-1983-1984-1985 a été publié à l'occasion de l'assemblée générale du 22 mai. Il contient toutes les activités de la

Cinémathèque, qu'il répartit en six chapitres. Nous y apprenons, secret jusqu'alors préservé, que « la collection de la Cinémathèque française comprend 130 000 boîtes correspondant à (environ) 17 000 titres. Les films sur nitrate représentent 50 000 boîtes ». L'ensemble du matériel nitrate, le plus exposé, aisément inflammable à mesure qu'il se détériore, est entreposé à Bois-d'Arcy, ainsi que le matériel de tirage dit *Safety* (sécurité). Le fort de Saint-Cyr abrite les copies d'exploitation, il va être agrandi. Le sauvetage des films comprend la restauration de films muets et sonores, voire, cas limite, la post-

production, comme ce fut le cas avec *L'Hirondelle* et *la Mésange*, d'André Antoine, monté soixante ans après la fin du tournage par Henri Colpi.

La grande nouveauté est l'introduction de l'informatisation comme moyen de travail pour l'établissement du catalogue, les finances et la programmation. On est en train d'engranger, pour l'histoire du cinéma proprement dite, de trente à cinquante éléments par film, cinq mille titres ont été déjà classés et mis sur fiches. Après ce bilan, unique dans l'histoire de la maison, se pose un problème non moins capi-

tal. Pour Costa-Gavras, il fallait trouver un lieu où réunir les différentes activités de la Cinémathèque, on le cherchait depuis 1982. On avait parlé du Grand Palais, retenu pour d'autres fins, du Grand Louvre, trop cher. La libération du palais de Tokyo, déjà commencée, si elle est entérinée par les autorités de tutelle, et d'abord Matignon et les finances, serait le solution idéale (le Monde du 5 juillet).

Il réunirait tous les bureaux, la photothèque, trois salles de projection : une où on projetterait chaque année trois ou quatre cents films du répertoire ; une pour les courts classiques du cinéma mondial, montrés en permanence, et une troisième réservée aux apports récents, à tous ces films « morts » qui n'ont connu qu'une brève sortie ou pas de sortie du tout après leur passage dans un festival. La bibliothèque de l'IDHEC, la Fonds Sedou, l'iconothèque (affiches, objets divers) y seraient également intégrés. Un grand musée du cinéma, « qui ne pourrait s'appeler que Musée Henri-Langlois », ajoute Costa-Gavras, serait ouvert. Les études de programmation sont déjà terminées,

avec l'exacte répartition des locaux et salles. Le palais de Tokyo est l'endroit idéal pour la Cinémathèque, il correspond tout à fait à nos besoins. La surface ainsi libérée couvrait 30 000 mètres carrés, sous-sol inclus. Si les travaux commencent dans un mois, avec un budget étalé sur trois ans, nous pourrions d'ici deux ans accueillir spectateurs et visiteurs. »

Tokyo serait partagé entre la Cinémathèque française, qui occuperait 18 000 mètres carrés, le Centre national de la photographie (un peu plus de 1 000 mètres carrés) et l'IDHEC (cours, projections, bibliothèque). On a déjà antcipé l'évacuation des diverses collections de peinture entreposées un peu partout dans l'immeuble. « Le palais de Tokyo, conclut Costa-Gavras, est en mauvais état, il faudra beaucoup d'argent pour l'aménager. Mais, pour la première fois dans un pays d'Occident, la mémoire du cinéma sera réunie en un seul lieu. Nous devons réconcilier la folie des collectionneurs et la sagesse des conservateurs. Avec, si possible, plus de folie que de sagesse. »

LOUIS MARCORELLES.

Le Grand Palais, à partir d'octobre, accueille le dix-huitième siècle anglais : Joshua Reynolds. Mais avant d'aller au musée, retrouvons au château le peintre et ses tableaux.

LE RIVAL DE GAINSBOROUGH

LA France et l'Angleterre échangeaient leurs voyageurs. Un échange inégal : les Anglais sont, par nature, plus intrépides et sont capables d'aller là même où les Allemands abandonnent, pour découvrir un patrimoine qui leur restera souvent inaccessible. Les Français outre-Manche ne courent pas le même risque. Ils ont, en outre, le choix, dans un pays tout exprès organisé pour accueillir les chercheurs de châteaux et les amateurs de jardins.

La peinture anglaise est d'un accès plus difficile, au propre comme au figuré. Mis à part Van Dyck, d'ailleurs hollandais, et Gainsborough, auquel le Grand Palais a prêté ses murs voilà quatre ans, les artistes les plus chers au cœur des Britanniques sont peu présents dans les faveurs ou sur les cimaises françaises. En Angleterre même, il n'est pas facile d'avoir une vue d'ensemble, car les tableaux sont en général restés attachés à leurs domiciles d'origine. Ils n'ont pas eu, comme ici, cette grâce des confiscations, pillages et restitutions, qui a tant servi les musées.

La peinture anglaise va nous revenir en automne, au Grand Palais encore, sous les pièces de Sir Joshua Reynolds. Le grand rival de Gainsborough, précisément, et son admirateur, Sir Walter, au fond, même si Reynolds se révèle plus libre et moins académique que prévu dans cette exposition.

Reynolds, il aura fallu aller le chercher dans les musées bien sûr, mais surtout dans les châteaux. Les châteaux ? Le British Council, la Royal Academy of Arts et la British Tourist Authority invitaient récemment quelques journalistes à un voyage en Angleterre sur les traces du peintre. Excellent, sans doute, pour le voir *in situ*, dans des théories plus ou moins respectables de portraits de famille, dont nombre de toiles qui ne viendront pas à Paris. Excellent aussi pour mesurer la manière dont les Anglais font vivre le plus prestigieux de leur patrimoine privé.



KENWOOD HOUSE. - Sur les hauteurs, au nord de Londres. Le bâtiment a perdu, à l'extérieur, l'essentiel de ses toits. Il n'en reste pas moins l'œuvre de

Robert Adams, architecte écossais dont le néoclassicisme déchaîné frappa de plein fouet le dix-huitième siècle anglais. Et puis, il n'a pas perdu son parc, plus de 30 hectares qui s'ajoutent aux 40 autres du domaine, et qu'entreprend de protéger dès le début du siècle un conseil pour la préservation de Kenwood. Au contraire de ce qui se passait en France, où la pierre semblait seule importer, les Anglais n'ont jamais dissocié le patrimoine bâti de son site, de ses parcs et jardins, vénéralisés autant, sinon plus, que l'architecture.

Sauvé du lotissement, Kenwood House ne l'a pas été de la « nationalisation », puisque son dernier propriétaire, Edward C. Guinness, plus tard lord Iveagh, le légua à la nation. On lui chercha des gestionnaires privés, puis le London County Council dut se décider à l'administrer. D'où un petit arrière-goût de musée. La bibliothèque, chef-d'œuvre de l'art néoclassique, et sidérant révélateur du goût anglais pour la porcelaine, n'a plus guère de vie ni de fantômes à vendre.

Les fantômes et la vie, ce sont donc les portraits : Rembrandt (par lui-même, comme toujours), Vermeer (la *Jeune fille au miroir*), et le triumvirat Gainsborough, Reynolds et Romney. Romney, le troisième larron du portrait anglais, dont on regrettera qu'il n'ait pas été associé à Reynolds pour l'exposition de Paris : qualités et défauts de l'un et de l'autre se seraient équilibrés.

Sir Joshua Reynolds est présent à Kenwood à travers douze tableaux et demi (car le treizième est partiellement dû à un aide) :

Kitty Fisher en *Cléopâtre* faisant dissoudre la perle est une des œuvres au titre et à l'inspiration inhabituels ont fait qualifier de baroque cette expression tardive du classicisme, profondément liée aux nécessités du paysage, ou à ses possibilités : Wren fit ainsi modifier le cours du fleuve pour que les vues soient conformes à ses vœux. Une visite convenable rend hommage au réfectoire et aux peintures de Sir James Thornhill, vaticanesques déjà par la

GREENWICH. - La traversée de Londres est toujours aussi difficile. La chose, d'est en ouest,



Greenwich.

est simplifiée par la Tamise, qui vous conduit à Greenwich, un des parcs les plus beaux du monde pour se rendre au centre géographique de l'univers. On glisse une fois de plus au passage la certitude que l'architecture portuaire, si éclatante, schizophrénique, lorsqu'elle est perdue à travers les photos, les films, ou même des « traversées », mériterait d'être stabilisée et montrée dans une large exposition.

Greenwich, c'est le méridien, c'est aussi l'étonnante école navale dessinée par Christopher

Wren en 1695 (pour servir à l'origine d'hôpital). Une construction pleine de vie : quelques motifs inhabituels ont fait qualifier de baroque cette expression tardive du classicisme, profondément liée aux nécessités du paysage, ou à ses possibilités : Wren fit ainsi modifier le cours du fleuve pour que les vues soient conformes à ses vœux. Une visite convenable rend hommage au réfectoire et aux peintures de Sir James Thornhill, vaticanesques déjà par la

ce qu'ils veulent chez eux, échangeant des invitations entre collèges, et rentrent en longues files de bicyclettes à 11 heures au plus tard. On se croirait en Chine.

Le conservateur de l'Ashmolean Museum, musée le plus ancien d'Angleterre (1683) et sans doute le plus respectueux du monde, sera venu vous chercher à l'hôtel, exactement au face, de l'autre côté de la rue. Il est assez britannique, d'une extrême politesse, et il parle avec cette qualité suprême de l'accent oxfordien qui est de basculer, bégayer avec une sourde d'autant plus comique que l'interlocuteur comprend moins et prend l'air bébété. Il y a quelques Reynolds, perdus souvent au milieu de bien plus grands chefs-d'œuvre. Il faut, ce plus, tricher sur l'attention.

BLEINHEIM PALACE. - L'architecture la plus théâtrale et la plus guerrière, la plus terrifiante de prétention mais la meilleure pour le rapport moyens/effets. Un paysage plus vert que nature, au point que les cartes postales doivent en diminuer l'intensité pour rester crédibles. Le château à quatre façades différentes et quatre vues. Il a été construit par John Vanbrugh pour le duc de Marlborough et payé par la reine Anne, qui récompensait ainsi le duc de victoires désastreuses de ce côté-ci de la Manche. Indescriptible, comme l'est Versailles.

Un descendant ducal nous met entre les mains d'une guide davantage intéressée par la vie de Sir Winston Churchill que par les mérites respectifs de Reynolds et de Gainsborough. Mais il est vrai que c'est un château familial, on

Visite à André Masson

LE SURREALISTE VAGABOND

(Suite de la première page.)

- En ce moment, vous lisez le Nietzsche de Heidegger. Heidegger, vous l'avez rencontré ?

- Il est venu me voir à Aix. Il parlait très bien le français, plus purement que les Français. Nous avons parlé de Sartre, de l'Être et le Néant. Il m'a dit : « Vous savez, l'Être et le Néant, il en a trop mis. Il y a plus d'être que de néant. » Et là-dessus, il m'a fait l'éloge de Merleau-Ponty. « Le néant, il en a trop mis... », c'est une belle formule. Nous avons aussi parlé de la correspondance de Cézanne et de celle de Van Gogh. Il trouvait que dans la correspondance de Cézanne il y avait peu de chose, mais que c'était beaucoup, comme dans cette dernière lettre à son fils où il écrit : « C'est effrayant la vie. » Il trouvait aussi qu'il y avait plus que Van Gogh dans la correspondance de Van Gogh. Enfin nous avons eu une conversation très intéressante. Il regretterait de s'être intéressé trop tard à la peinture. Mais votre très beau texte sur les souvenirs de Van Gogh ? Lui ai-je rappelé. Pour lui, c'était « peu de chose ».

- Quelles sont les peintures qui vous ont le plus marqué ?

- Sans doute le Déluge, d'Uccello, à Florence, quand j'ai eu une bourse de voyage pour l'Italie. Mais j'avais repéré aussi un très beau Rembrandt à la galerie des portraits, et le Printemps, de Botticelli, naturellement. J'avais déjà un jugement très disparate, ce peintre comme on lit littérature. C'est presque une

méthode chez moi. J'aime la diversité. Mais c'est évident que, dans le passé, la fresque d'Uccello est une des œuvres qui m'ont le plus impressionné.

- Elle vous a influencé ?

- Je n'en étais pas digne. La peinture à la fresque, que j'ai étudiée aux Beaux-Arts, m'a toujours marqué par sa matité, sa matité très légèrement brillante. J'ai fait du mortier... Le problème de la matité m'a toujours poursuivi. Matisse avait remarqué cette matité de ma peinture, et quand il disait « matité », il ne disait pas seulement la matière, Matité, c'est une sorte de qualité qu'il y a chez Piero Della Francesca, et pas chez Monticelli. J'emploie le mot « matité » d'une manière un peu abusive.

- Vos peintures au sable viennent-elles de là ?

- Je ne sais pas trop comment c'est venu, la peinture au sable. Est-ce parce qu'à un moment donné j'étais privé de couleurs ? C'était en regardant le sable, à Juan-les-Pins. On commençait à construire le casino. Le sable m'est apparu comme une matière merveilleuse. J'ai vu qu'il avait une diversité de matières et de couleurs, extraordinaire. C'est beau, la couleur du sable. Ce n'est pas inerte et monotone. Alors j'interrogeais le sable. J'en avais de toutes les régions, j'avais une gamme de sables et un crible pour en avoir de différentes qualités. Quand j'ai envoyé mes premiers tableaux de sable à Kahawell, je lui ai dit que je n'étais pas sûr que cela se vendrait. Il m'a répondu : tout se vend ! Ce qui est

vrai, d'ailleurs. Mais mon emballeur, lui, m'a demandé ce que cela représentait. Riez ! alors, il n'y a pas de beaux coins par ici ?

- Quelle a été, selon vous, votre période d'activité la plus intense ?

- Je crois que c'est pendant mon séjour aux États-Unis. C'est une question d'âge. J'avais passé quarante ans, l'âge auquel un artiste se forme pleinement. Et puis la lumière était magnétique. La lumière du Conocetec où j'habitais, elle a l'air de pénétrer les objets. On a l'impression que le regard va à l'intérieur des choses. Je crois que cela a eu une grande influence sur ma peinture.

- Un autre moment fort, ce fut aux débuts du surréalisme, avec des tableaux comme les Constellations ou les Quatre Éléments, celui asepté par André Breton, avant la naissance du groupe.

- Pendant votre séjour aux États-Unis, vous avez rencontré les artistes américains ?

- Je n'en ai pas connu beaucoup. J'allais rarement à New-York. Je voyageais très peu. J'ai connu Arshile Gorky. C'est le seul de l'école de New-York avec lequel j'ai eu des rapports amicaux. Nous étions voisins. Il habitait à 30 kilomètres - là-bas, c'est être voisins. Nous parlions ensemble de Manet. Il comprenait très bien la peinture de Manet.

- On a souvent rapproché la peinture de Pollock de la votre. Vous ne l'avez jamais rencontré ?

- Non. Je n'ai eu aucun rapport avec Pollock. De Kooning m'a dit plus tard que ce n'est pas

seulement sur Pollock que j'ai eu de l'influence, mais sur toute la peinture de l'école de New-York. Sur tous.

- Votre rétrospective de Nîmes met en relief les mythes, la mythologie dans votre peinture, alors qu'avant on relevait plutôt l'écriture automatique...

- Je me suis toujours intéressé à la mythologie. J'ai été mythologue, c'est certain. Je m'y suis toujours intéressé, mais, dans ma mythologie, il y avait des choses comme les Halles de Paris et la mythologie grecque. Qui s'en passe de la mythologie grecque ? Matisse, Braque, Picasso s'en sont inspirés. Ça m'a l'air d'être une chose permanente, on dirait... Et la psychanalyse qui s'appuie entièrement sur la mythologie grecque ou latine...

- Breton a dit que la clef de voûte de votre peinture, c'est l'érotisme. Êtes-vous d'accord avec cette lecture ?

- J'ai toujours eu des ennuis avec l'érotisme et la censure. L'érotisme, il s'agit d'une chose primordiale. Sans Eros, il n'y a pas de vie possible. Ce qui est insupportable, c'est l'érotisme vulgaire. Ça, c'est une horreur.

- Mais j'ai fait une œuvre très disparate. Parce que c'est dans mon caractère. Quand j'ai touché à peu près à un point que je désirais, je veux faire autre chose, et autant que possible le contraire. Ce à quoi je ne suis jamais parvenu, d'ailleurs.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BRENETTE.



Portrait imaginaire de Goethe (1939).

PARIS-NÎMES

ANDRÉ MASSON a quatre-vingt-dix ans, mais il ne les fait pas. Si s'est arrêté de peindre, il y a trois ans, il a continué à dessiner, à graver, jusqu'à ces derniers mois. Mais, surtout, il lit. Il vit à Paris, avec Rose, sa femme, dans son appartement du Marais, qu'il ne quitte plus beaucoup. Il est quand même allé voir l'exposition Renoir, un peintre pour lequel il reconnaît avoir toujours eu un faible : c'est un peintre « d'accès amiable », alors que, lui, il peint « des choses qui ne le sont pas ».

Cela, on peut le mesurer dans la rétrospective du musée des beaux-arts de Nîmes (1), qui met l'accent sur le Masson houleux, divisé, des grands mythes, de la peinture et des dessins des Massacres, du minotaure, du labyrinthe, d'Adèle et de l'Eros noir, dans l'entre-deux-guerres.

Surréaliste plus proche de ses amis de la rue Blomet,

Georges Bataille et Michel Leiris - le seul de ses contemporains qui ne soit pas mort - que d'André Breton, André Masson est un artiste anticonformiste, voire anarchiste, qui s'est engagé dans les débats intellectuels et politiques d'avant et d'après guerre. C'est un homme de grande culture, érudite, lecteur attentif de Nietzsche, mais aussi de la philosophie zen.

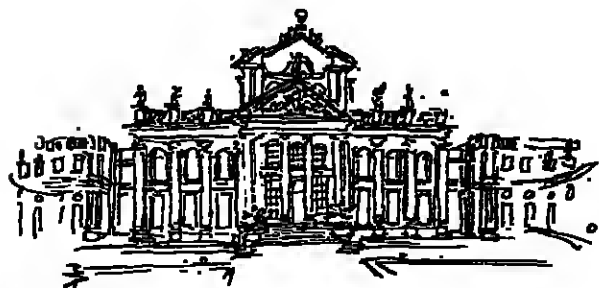
En vieillissant, il dit être devenu plus « raisonnable », plus cartésien, s'être aperçu qu'il était un peu « entier ». Sa peinture de gestes, quoique plus calligraphiée après 1945, n'en est pas moins toujours restée le signe de grandes tempêtes intérieures.

G. B.

(1) André Masson, Musée des beaux-arts de Nîmes. Tous les jours de 9 à 19 heures. Le dimanche de 14 à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre.

هكذا من الأصل

dans les châteaux anglais



Blenheim

s'intéresse au dernier rejeton, même s'il n'a pas toujours été vu d'un aussi bon œil. Les boucles de Winston étaient d'un roux terrible.

Leurs appartements privés, les descendants Marlborough les ont repliés dans une aile qui fait en soi, malgré tout, la taille d'un honorable palais. Quand les visiteurs sont partis et qu'ils veulent faire une fête, alors ils envahissent leurs anciens domaines. Des canapés énormes, copiés sur les dernières acquisitions de la famille royale (avec, comme on en retrouvera dans les autres demeures, de gigantesques motifs floraux, bien vifs), sont rangés contre les murs, au milieu du mobilier d'époque. Un mobilier qui ne risque pas la dispersion : les touristes viennent ici par centaines de milliers, anglais en majorité, pour voir comment vivaient les ducs. Tous les portraits de famille sont aux murs, exécutés par les plus grands peintres, et, parmi eux, des tableaux de premier plan. Reynolds, bien sûr, dont on voit ici l'œuvre la mieux remplie : toute la famille du quatrième duc, chiens compris. Un Français, Louis Laguerre, le mal nommé, remplace dans le cœur de Louis XIV par Le Brun, a couvert murs et

plafonds des salles d'apparat de fresques formidables. La bibliothèque, longue comme une cathédrale, et qui contient d'ailleurs un orgue, s'est donnée les couleurs suaves du plus grand salon de thé du monde.

CHATSWORTH. - Au cœur d'un parc national, près de Sheffield, résidence du duc et de la duchesse de Devonshire. Au cœur d'un parc national, au milieu d'un gigantesque parc de moutons, cerné par les jardins botaniques et les arboretums. Splendide et puissant, Chatsworth a pourtant la pierre triste. Il inspire une vague crainte de roman noir, il a une odeur d'hiver glacial en plein été. Pas moins de luxe ni de trésors qu'à Blenheim, choisis avec peut-être plus de passion personnelle, moins de souci de prestige. Mais le château est plus « pauvre ». Géré par des « trustees » comme le précédent, il reste à la disposition de ses propriétaires d'origine, qui en ont comme un usufruit à perpétuité, sous réserve qu'il soit « rentabilisé » au mieux par les visites du public. Pourtant, il a fallu vendre récemment deux toiles de maîtres italiens pour faire face aux dépenses.

Chatsworth apparaît comme l'assemblage successif des intérêts

d'amateurs éclairés. Une bibliothèque laramineuse des collections de peintures et d'objets en nombre inquiétant, où l'on reconnaît aussi bien Rembrandt que Franz Hals, le Tintoret ou Simon Vouet, sans compter nos fameux anglais. Une salle saisissante est la galerie des sculptures où Canova laisse loin derrière lui les antiques dans le jeu de l'ambiguïté virile.

De Chatsworth viendront trois Reynolds. Mais on apprend, à cette occasion, que Reynolds se trouvera à la même époque partagé entre la France et l'Amérique. L'Amérique, où une exposition sur les trésors des châteaux anglais aura lieu en même temps que celle du Grand Palais. Dans une des cours du palais, un camion de déménagement laisse planer un doute sur sa fonction : le tournage d'un film (c'est aussi un moyen de faire vivre les châteaux), le départ vers les États-Unis, une nouvelle vente...

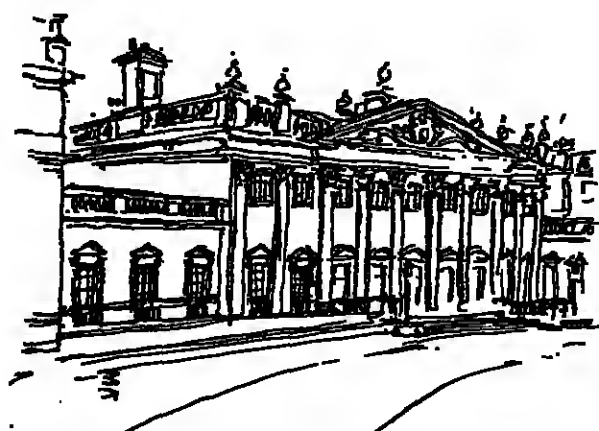
CASTLE HOWARD. - Du côté d'York, perdu dans une mer d'herbes et de moutonnements, de vagues d'érbes dans l'échancrure desquels on taille des perspectives sans fin. Tous les paysages des

parcs anglais sont imaginés pour faire oublier leurs dimensions et les repères ordinaires de la vie : les villes, les villages, etc. Castle Howard a été construit par Vanbrugh, comme Blenheim. Mais avec une moindre mégalomanie, le charme de l'architecture trouve son écho dans les « febriles » du parc, petites merveilles de l'équerre et du compas, exercices d'école parfaits plantés sur le gazon aux points cruciaux du paysage.

La taille de Castle Howard, toujours entre les mains des comtes de Carlisle, paraît lui donner certaines facilités d'entretien. Pour arrondir les angles, on vient d'y tourner l'intégralité d'un feuilleton télévisé. Les « stocks » de peinture, de toute manière, sont considérables. Deux tableaux célèbres de Holbein : le portrait d'Henri VIII et celui du duc de Norfolk. Le Tintoret, Véronèse, Poussin, *Hérodiade* et *Salomé* de Rubens, qui appartient à Joshua Reynolds. Reynolds est omniprésent. *Omai le gentil sauvage* arriva seul en France, sans le merveilleux portrait du cinquième et célèbre comte Carlisle.



Chatsworth



Harewood

RETOUR EN FRANCE

Castle Howard, Harewood House (qui vit aussi grâce à son zoo, son restaurant, sa crèche, que par son architecture, due elle aussi à Adam), sa décoration de bonbonnière et ses peintures) ou le beaucoup plus modeste Elton Hall (entrouvert au public), autant de façons de survivre dans un contexte de crise, où même les grandes fortunes sont paradoxalement débordées par leurs trésors. Le droit britannique empêche la division du patrimoine entre les enfants. Une injustice dont la contrepartie est finalement la possibilité pour davantage d'Anglais d'y avoir accès, au moins spirituellement.

La France se trouve aujourd'hui dans la situation exacte inverse : un patrimoine qui se disperse par subdivision ; des châteaux de plus en plus difficiles à « exploiter » puisque les œuvres,

le mobilier d'origine, et même souvent les parcs ou jardins en ont été partiellement ou totalement amputés. Aussi la face la plus visible du patrimoine français - excepté les musées - tourne-t-elle au gré des ventes, finalement cabécée au public.

En ce sens, il n'est pas étonnant que ce soit un ministre socialiste qui ait obtenu la première timide mesure de « conservation » : les mobiliers cédés en dation à l'État pour le paiement des droits de succession pourront être conservés par leurs anciens propriétaires si un certain accès en est laissé au public. Un petit pas vers le système anglais. Mais ce n'est pas, ce n'est plus demain, qu'un voyage sur les traces de Watteau dans les demeures françaises se révélera possible.

FREDERIC EDELMANN.

Eveil d'un musée

ARTS AFRICAINS ET OCÉANIENS

Le Musée des arts africains et océaniques et son aquarium sont restés longtemps dans un demi-sommeil. L'actualité néo-calédonienne, l'exposition de dix-neuf peintres marocains, cet été, attirent l'attention sur ce monument de la porte Dorée dont l'architecture et les collections valent mieux qu'un détour.

européennes (Mohamed Melehi ou Jilali Gharboul). Ces expositions venues de l'extérieur attirent beaucoup de monde : la vente des billets a doublé au mois de juin pendant l'exposition néo-calédonienne.



Masque de Do, sénoufo (Côte-d'Ivoire).

Une telle politique d'accueil ne signifie pas qu'on néglige pour autant le fonds d'œuvres déjà existant : écorces peintes d'Australie, statues africaines et océaniques, bijoux du Maghreb... Beaucoup de pièces exceptionnelles disposées sur trois étages autour de la grande salle centrale. Sans oublier l'aquarium tropical, au sous-sol, qui attire une large part des visiteurs. Son nouveau responsable a renforcé l'aspect spectaculaire déjà assuré par les tortues et les crocodiles, avec notamment la gymnote, ce poisson électrique dont l'énergie est captée et fait fonctionner une pendule pour la plus grande joie des enfants qui retiennent leurs parents devant le cadran.

Si l'aquarium est populaire, son entretien coûte cher : 300 000 francs par an, prélevés sur un budget de fonctionnement courant d'environ 1 million de francs. Il faut aussi songer à enrichir les collections, dont un sixième est présenté au public. Certaines pièces en réserve mériteraient d'être exposées, d'autres sont prêtées régulièrement à des musées étrangers (en ce moment à Zurich et à Cologne). D'autres enfin ne sont utilisables qu'à des

fins documentaires par des spécialistes. De 1960 à 1975, le fonds a doublé. Actuellement, deux ou trois acquisitions de valeur franchissent chaque année les portes du musée. La dernière en date : deux poteaux sculptés provenant d'un hangar à pirogues des îles Salomon. Mais les prix montent sur le marché, et la lutte est de plus en plus serrée avec les marchands ou les collectionneurs européens, américains, et même australiens qui semblent vouloir récupérer leur patrimoine disparu.

Pour permettre d'exposer plus de pièces, la salle centrale doit être renouvelée l'année prochaine. Elle pourra aussi abriter des rencontres internationales. D'autant plus que le musée prend le pas sur la musée de l'Homme en ce qui concerne l'étude de l'Afrique et de l'Océanie. André-Maireux les avait distingués : au premier il avait attribué une vocation esthétique, au second, plus ancienne, une vocation ethnologique. Une distinction qui s'est vite révélée artificielle. Le Musée de l'Homme, qui dépend du ministère de l'éducation nationale, n'a pas les moyens d'enrichir un fonds considérable amassé depuis sa création : c'est donc le musée d'Henri Marchal qui doit assurer le renouvellement des pièces. Les deux établissements collaborent d'ailleurs fréquemment à l'occasion d'expositions temporaires.

M. Marchal reconnaît que son musée est « de mieux en mieux entretenu », même si les travaux de rénovation se font au coup par coup. Se pose encore le problème du gardiennage. Sur les quelques soixante employés, plus de la moitié sont affectés à des postes de surveillance. C'est trop peu pour permettre l'ouverture quotidienne de toutes les salles. « Il est



Figure de reliquaire-ossuaire, Kota (Gabon).

de plus en plus rare que des salles soient fermées le week-end », affirme M. Marchal. Mais cela arrive, au grand dam de certaines personnes venues spécialement aux confins du douzième arrondissement pour visiter une partie précise. L'autre problème préoccupant du musée : le vandalisme.

Une superbe corne de gazelle qui faisait office de poignée à la porte du salon Paul-Reynaud a disparu. Et des graffitis apparaissent aux quatre coins du bâtiment, le plus souvent au gré des visites de groupe : difficile de surprendre les coupables. Selon M. Marchal, un plus grand nombre de gardiens n'aurait pas un effet dissuasif sur les vandales : « C'est un problème bien de chez nous », explique-t-il. *Voyez à Versailles : les gens dérobent les glands des rideaux ! Les Français aiment toucher : je crois que c'est un mal incurable.*

S. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Le Musée des colonies a été dessiné par l'architecte Albert Laprade, qui avait également tracé les plans des pavillons de Tunisie et du Maroc, détruits après les festivités. Le fronton sculpté de 1 300 m est dû à Alfred Janniot. Amateur d'architectures orientales, Laprade construisa plus tard le pavillon de l'Irak pour l'exposition de 1937.

75012 Paris. « Peintures marocaines » : jusqu'au 26 août.



Cristal de coiffe de Tyi Wana, hambara (Mali).

LEVÉ en bordure du bois de Vincennes pour l'Exposition coloniale de 1931, le Musée des colonies ne s'appellera ainsi que pendant les cinq années qui suivent son inauguration (1). Rebaptisé Musée de la France d'outre-mer, rattaché au ministère du même nom, il ne devient le Musée des arts africains et océaniques qu'en 1980, à l'initiative d'André Maireux, qui le place alors sous le tutelle de son nouveau ministère de la culture (il limite à cette occasion le champ des collections à l'Afrique et à l'Océanie). Mesures salutaires, car son collègue chargé de la France d'outre-mer ne faisait que peu de cas de l'entretien du bâtiment.

Pourtant, l'étiquette continue de coller à ce monument aux allures de temple païen. L'actualité e tendance à en faire un symbole du colonialisme français. Ainsi en juin 1983, l'explosion d'une bombe endommagea le bas-relief sculpté en hommage au commandant Marchand : des explorateurs blancs encastrant des porteurs noirs en marche vers Fachoda. La statue du commandant, isolée du groupe, a fait seule les frais de l'attentat revendiqué par l'Alliance Caraïbes révolutionnaire. L'autre partie a été remise en état par la Ville de Paris, chargée de l'entretien du monument.

Sélection

CINÉMA

Comencini et Lollobrigida

Reprise de deux films italiens qui marquent la transition du néo-réalisme à la comédie italienne. *Pain, amour et fantaisie* de *Pain, amour et jalousie*, le numéro deux étant déjà moins drôle que le premier. Le metteur en scène qui semble d'abord préoccupé de donner le maximum de liberté à sa vedette, Gina Lollobrigida, raconte moi-même une histoire qu'il laisse explorer le tempérament de celle qui fut, avant l'arrivée de Sophia Loren, la star numéro un du cinéma italien et que *Fantasia* le turpe, tourné aux côtés de Gérard Philipe, rendit mondialement célèbre. — L. M.

ET AUSSI : *Qu'est-il arrivé à Baby Jane ?*, de Robert Aldrich (le face-à-face Joan Crawford-Bette Davis) ; *David, Thomas et les autres*, de László Szabo (les enfants nous regardent) ; *Pink Floyd, the Wall*, d'Alan Parker (showshow rock) ; *2001 Odyssée de l'espace*, de Stanley Kubrick (science-fiction adulte) ; *Dersou Ouzala*, d'Akira Kurosawa (l'Orient soviétique vu du Japon).

THÉÂTRE

« Mort d'un supporter » au La Bruyère

José Ribeiro, meçon, victime de sa passion : son cœur battait trop fort. Devant son mur, au quatuor d'opéra d'un immeuble en construction, à São Paulo, l'œil et le ventre rond, José attend le coup de sifflet : la demi-finale de la Coupe du monde va commencer, tout peut advenir. D'euphorie en désespoir, sa nervosité augmente de minute en minute. Tous les supporters du foot se reconnaîtront dans l'interprétation de Jean-Paul Muel. — C. B.

MUSIQUE

Gluck redécouvert

Da Gluck, on ne connaît que les cinq derniers opéras, et encore, parfois seulement de nom ; on ignore qu'il en a écrit une trentaine en italien, auxquels s'ajoutent encore huit opéras-comiques français destinés au Théâtre impérial de Vienne. Le dernier de ceux-ci, le *Rancore improvviso* ou les *Pléniers de La Mequie* (1764), est contemporain de la version d'*Orphée*. Rien qu'au titre, on devine

qu'il s'agit d'une turquerie, et l'on a dit que l'ouverture préfigurait celle de *l'Enlèvement au sérail* ; à en juger par les quelques airs que l'on en chante parfois, cette partition valait la peine d'être redécouverte. Le mérite en revient au Festival de Carpentras et à l'Opéra de chambre qui ont réuni une solide équipe de jeunes chanteurs et confié la mise en scène de Jean-Louis Thamin (les 1^{er}, 3 et 5 août, Cour de la Charité. Rens. : (90) 63-15-45). — G. C.

ET AUSSI : *L'Amant-statue* et *Maison à vendre*, de Delaunay (deux charmants opéras-comiques (les 6 et 8 août, au château de Montal, près de Saint-Céré). Rens. : (65) 39-29-08.

JAZZ

Le Petit Opportun

C'est au cœur de Paris branché. On y descend par un escalier étroit. Les pierres sont d'époque. L'ambiance est parfaitement mythique. Et de plus, le Petit Opportun (15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1^{er}) propose semaine après semaine un programme qui ne doit rien aux routines du jazz ou à ses images conventionnelles. Les plus grands s'y succèdent. L'endroit n'est pas vaste. La musique y vient souvent. Monty Alexander s'y produit avec Patricia Carlini du 31 juillet au 6 août. Johnny Griffin, un habitué des lieux, Randy Weston, Claude Tinsnyder, et des autres, 50, du début du siècle, de modes futuristes ou disparus, tels que l'imagination des artistes de la bande dessinée à sa les récrée (6, rue de Tournon, jusqu'au 12 octobre). — F. E.

DANSE

Nuits de l'Estel

Dans ce festival des bords de mer, destiné à attirer un public de touristes peu au fait de la danse, Pierre-Jean de San Bartolomé a joué les titres d'affiche (Béart, Roland Petit, Dupond et ses stars...) mais il s'est offert un petit plaisir et a pris le risque de programmer François Raffinot. Dans les beaux jardins du château de La Napoule, les spectateurs aventureux découvriront un spectacle qui mêle la précision des gestes baroques, la somptuosité d'un rituel de cour et l'imaginaire de trois chorégraphes bien actuels, Dominique Bagouet, Andy Degroot, Robert Kovach. La musique de Martin Maires est garantie d'époque (le 3 août à 21 h 15). — M. M.

EXPOSITIONS

« Attention travaux »

« Attention travaux », tel est le titre d'une exposition que l'Institut français d'architecture consacre aux architectures de bande dessinée. A travers mille cinq cents vignettes de plus de cent auteurs différents, l'exposition évoque les constructions futuristes ou disparus, tels que l'imagination des artistes de la bande dessinée à sa les récrée (6, rue de Tournon, jusqu'au 12 octobre). — F. E.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-28-29 août).

REOUVERTURE PARTIELLE DES COLLECTIONS PERMANENTES

Musée national d'art moderne.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET

Non-Lieux, jusqu'au 30 septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND

David Tremlett, Dessins, Palermo, rétrospective, une autre collection pour le musée, atelier polaroïd, jusqu'au 19 août. Galerie contemporaine.

LIMIERES. Je pense à vous

5 août. La Mode en Direct, jusqu'au 30 septembre. CCL.

LIVRES D'ARTISTES

Jusqu'au 7 octobre. — PARIS AUTREMENT, jusqu'au 1 septembre. RPT.

L'ARCHITECTURE EST UN JEU

MAGNIFIQUE, jusqu'au 26 août. Atelier des enfants.

LECO EN LIBERTÉ

Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

Musées

RENOIR

Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 2 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 22 septembre.

LE PASSÉ COMPOSÉ

Les 6 x 13 de J.-H. Lévêque. Grand Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse

et monumentale. Petit Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES

Fêtes des jumeaux antiques. — LE DESSEN A GENES DE XVII^e et XVIII^e siècles. Pastels français du XVIII^e siècle. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (203-39-20). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

RETROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIORGIO ANSELMO - ANGE LECCIA - STANIS - LAWRENCE WELNER

Sculpture. ARC, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co. Cent mille et ses boules

Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY

L'œuvre de TROY. 1822-1885. Affiches récentes de MUSEES. — WILLY RONIS PAR WILLY RONIS. — METROPOLIS. Photographie d'œuvre. — BIENNALE DE LA JEUNE PHOTOGRAPHIE EN FRANCE. Musée des arts, 1985. Prix Niépce. Musée d'art et d'histoire de Tokyo, 19, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

RONARD. Bibliothèque nationale

58, rue de Richelieu (261-42-83). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 sep-

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-28-29 août).

REOUVERTURE PARTIELLE DES COLLECTIONS PERMANENTES

Musée national d'art moderne.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET

Non-Lieux, jusqu'au 30 septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND

David Tremlett, Dessins, Palermo, rétrospective, une autre collection pour le musée, atelier polaroïd, jusqu'au 19 août. Galerie contemporaine.

LIMIERES. Je pense à vous

5 août. La Mode en Direct, jusqu'au 30 septembre. CCL.

LIVRES D'ARTISTES

Jusqu'au 7 octobre. — PARIS AUTREMENT, jusqu'au 1 septembre. RPT.

L'ARCHITECTURE EST UN JEU

MAGNIFIQUE, jusqu'au 26 août. Atelier des enfants.

LECO EN LIBERTÉ

Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

Musées

RENOIR

Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 2 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 22 septembre.

LE PASSÉ COMPOSÉ

Les 6 x 13 de J.-H. Lévêque. Grand Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse

et monumentale. Petit Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES

Fêtes des jumeaux antiques. — LE DESSEN A GENES DE XVII^e et XVIII^e siècles. Pastels français du XVIII^e siècle. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (203-39-20). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

RETROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIORGIO ANSELMO - ANGE LECCIA - STANIS - LAWRENCE WELNER

Sculpture. ARC, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co. Cent mille et ses boules

Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY

L'œuvre de TROY. 1822-1885. Affiches récentes de MUSEES. — WILLY RONIS PAR WILLY RONIS. — METROPOLIS. Photographie d'œuvre. — BIENNALE DE LA JEUNE PHOTOGRAPHIE EN FRANCE. Musée des arts, 1985. Prix Niépce. Musée d'art et d'histoire de Tokyo, 19, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

RONARD. Bibliothèque nationale

58, rue de Richelieu (261-42-83). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 sep-

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-28-29 août).

REOUVERTURE PARTIELLE DES COLLECTIONS PERMANENTES

Musée national d'art moderne.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET

Non-Lieux, jusqu'au 30 septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND

David Tremlett, Dessins, Palermo, rétrospective, une autre collection pour le musée, atelier polaroïd, jusqu'au 19 août. Galerie contemporaine.

LIMIERES. Je pense à vous

5 août. La Mode en Direct, jusqu'au 30 septembre. CCL.

LIVRES D'ARTISTES

Jusqu'au 7 octobre. — PARIS AUTREMENT, jusqu'au 1 septembre. RPT.

L'ARCHITECTURE EST UN JEU

MAGNIFIQUE, jusqu'au 26 août. Atelier des enfants.

LECO EN LIBERTÉ

Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

Musées

RENOIR

Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 2 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 22 septembre.

LE PASSÉ COMPOSÉ

Les 6 x 13 de J.-H. Lévêque. Grand Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse

et monumentale. Petit Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES

Fêtes des jumeaux antiques. — LE DESSEN A GENES DE XVII^e et XVIII^e siècles. Pastels français du XVIII^e siècle. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (203-39-20). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

RETROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIORGIO ANSELMO - ANGE LECCIA - STANIS - LAWRENCE WELNER

Sculpture. ARC, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co. Cent mille et ses boules

Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY

L'œuvre de TROY. 1822-1885. Affiches récentes de MUSEES. — WILLY RONIS PAR WILLY RONIS. — METROPOLIS. Photographie d'œuvre. — BIENNALE DE LA JEUNE PHOTOGRAPHIE EN FRANCE. Musée des arts, 1985. Prix Niépce. Musée d'art et d'histoire de Tokyo, 19, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

RONARD. Bibliothèque nationale

58, rue de Richelieu (261-42-83). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 sep-

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-28-29 août).

REOUVERTURE PARTIELLE DES COLLECTIONS PERMANENTES

Musée national d'art moderne.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET

Non-Lieux, jusqu'au 30 septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND

David Tremlett, Dessins, Palermo, rétrospective, une autre collection pour le musée, atelier polaroïd, jusqu'au 19 août. Galerie contemporaine.

LIMIERES. Je pense à vous

5 août. La Mode en Direct, jusqu'au 30 septembre. CCL.

LIVRES D'ARTISTES

Jusqu'au 7 octobre. — PARIS AUTREMENT, jusqu'au 1 septembre. RPT.

L'ARCHITECTURE EST UN JEU

MAGNIFIQUE, jusqu'au 26 août. Atelier des enfants.

LECO EN LIBERTÉ

Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

Musées

RENOIR

Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 2 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 22 septembre.

LE PASSÉ COMPOSÉ

Les 6 x 13 de J.-H. Lévêque. Grand Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse

et monumentale. Petit Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES

Fêtes des jumeaux antiques. — LE DESSEN A GENES DE XVII^e et XVIII^e siècles. Pastels français du XVIII^e siècle. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (203-39-20). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

RETROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIORGIO ANSELMO - ANGE LECCIA - STANIS - LAWRENCE WELNER

Sculpture. ARC, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co. Cent mille et ses boules

Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY

L'œuvre de TROY. 1822-1885. Affiches récentes de MUSEES. — WILLY RONIS PAR WILLY RONIS. — METROPOLIS. Photographie d'œuvre. — BIENNALE DE LA JEUNE PHOTOGRAPHIE EN FRANCE. Musée des arts, 1985. Prix Niépce. Musée d'art et d'histoire de Tokyo, 19, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

RONARD. Bibliothèque nationale

58, rue de Richelieu (261-42-83). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 sep-

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-28-29 août).

REOUVERTURE PARTIELLE DES COLLECTIONS PERMANENTES

Musée national d'art moderne.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET

Non-Lieux, jusqu'au 30 septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND

David Tremlett, Dessins, Palermo, rétrospective, une autre collection pour le musée, atelier polaroïd, jusqu'au 19 août. Galerie contemporaine.

LIMIERES. Je pense à vous

5 août. La Mode en Direct, jusqu'au 30 septembre. CCL.

LIVRES D'ARTISTES

Jusqu'au 7 octobre. — PARIS AUTREMENT, jusqu'au 1 septembre. RPT.

L'ARCHITECTURE EST UN JEU

MAGNIFIQUE, jusqu'au 26 août. Atelier des enfants.

LECO EN LIBERTÉ

Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

Musées

RENOIR

Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 2 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 22 septembre.

LE PASSÉ COMPOSÉ

Les 6 x 13 de J.-H. Lévêque. Grand Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse

et monumentale. Petit Palais, avenue Winston Churchill (742-02-07). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES

Fêtes des jumeaux antiques. — LE DESSEN A GENES DE XVII^e et XVIII^e siècles. Pastels français du XVIII^e siècle. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par le jardin (203-39-20). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

RETROSPECTIVE

FESTIVALS

XX^e Festival estival
de Paris

(354-84-96)

BATEAUX-MOUCHES, le 3 à 15 h 30 : Orchestre Classico Italiano (Cartellieri, Mozart, Rossini).

MAIRIE DU V^e, le 2 à 18 h 30 : F. Piere, I. Honeyman, C. Villavicencio (Berio, Clementi, Constant).

EGLESE SAINT-MERRE, le 1^{er} à 20 h 30 : Trio Musica Viva et Antiqua (Haendel).

EGLESE SAINT-SEVERIN, le 4 à 18 h : Camille 94 de J.-S. Bach le 5 à 20 h 30 : la Grande Eglise et la Chambre du roy, dir. : P. Secher (Bach).

STATION AUBER/RER, le 3 à 16 h 30 : Orchestre Classico Italiano (Rossini, Salieri, Mozart).

SORBONNE, Amph. Richelieu, le 6 à 18 h 30 : Ch. Valdi, N. Lee (Debussy, Stravinsky).

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, le 31 à 20 h 30 : J. Guillon (Bach).

XVII^e Festival de l'Orange
rie de Secaux

(660-07-79)

ORANGERIE, le 3 à 17 h 30 : J.-L. Sureau (Bach) ; le 4 à 17 h 30 : Ensemble instrumental J.-W. Audouin (Vivaldi, Haendel, Bach).

En région parisienne

FETES ET FORTS, BANLIEUE 89.

AUBERVILLIERS, Fort, le 3 à 21 h 30 : A. Dreyfus ; le 4 à 21 h 30 : P. Personne, Ch. Nougay, M. Vander, P. Michelot, B. Labat.

CLAMPIGNY, Fort, le 3 à 21 h 30 : Ch. Gérard, O. Cogoué, D. Bagouet, danse.

ISSY, Fort, le 1^{er} à 22 h : Lola Montes.

SURESNES, Fort, le 3 à 21 h : De la chanson dans l'air.

En province

ALSACE

RELFORT, Rencontre internationale de musique ancienne, Château, le 31 à 20 h 30 : B. Van Espen, M. Miesse ; Eglise Saint-Omer, le 1^{er} à 20 h 30 : S. Varolo ; Chapelle Saint-Barthe, le 2 à 20 h 30 : W. Praxmarer, P. Ros ; Temple Saint-Jean, le 3 à 20 h 30 : J.C. Abtizer, J.P. Chagot.

MASEVAUX, 3^e Festival d'Orgue (89) 45-00-58, Eglise Saint-Martin, le 4 à 17 h 30 : J.-F. Vacher (Bach).

Aquitaine

Musique en Périgord vert

BRANTOME, Eglise, le 2 à 21 h : Y. Darnis ; Grotte, le 3 à 21 h : Folklore polonais.

PIEGUT-PLUVIERS, Gymnase, le 31 à 21 h : Harmonie Junior de la colonie des sociétés musicales de Limousin.

Musiques en Aquitaine

Semaine musicale de CLAIRAC (53) 66-16-99 ; Eglise de Prayssas, le 31 à 21 h : M. Kaneda (Mozart) ; Eglise de Clairac, le 2 à 21 h : Chœur et instrumentistes de la Semaine musicale ; le 4 à 21 h : Les baladins en Aquitaine.

Prieuré de Moirax, le 6 à 21 h, Eglise de Clairac, le 7 à 21 h : Concert de fin de stage.

Semaines musicales du Pyla (56) 22-73-45, Chapelle du Saint-Esprit, le 4 à 21 h : A. Postec (Mozart, Brahms, Schumann).

Saison musicale de Soules (56) 09-71-25, Basilique Notre-Dame, le 6 à 21 h 30 : L. Haquart, E. de Hultier.

Festival du Périgord noir (53) 51-82-87, Eglise de Saint-Léon-sur-Vézère, le 3 à 21 h : Trio Cooperin (Marais, Haendel, Lécoul).

PERIGUEUX, Festival international du mime, Palais des Fêtes, le 1^{er} à 21 h 30 : La Clown Kompanie ; le 3 à 21 h 30 : J.-M. Laro, le 6 à 21 h 30 : Mimothéâtre.

SARLAT, 34^e Festival de théâtre (53) 29-68-89, Place de la Liberté, le 2 à 21 h : Le Cid ; le 6 à 21 h 30 : L'impromptu de Sarlat, les Fourberies de Scapin.

BOURGOGNE

DIJON, L'Estivade 180) 67-17-71/67-51-51, Hôtel de Vagère, le 3 à 21 h 30 : Ensemble baroque de Franche-Comté (dern. le 2) ; les 31, 1^{er}, 2 et 3 : Entre chien et loup.

BRETAGNE

LORIENT (97) 21-51-51, Centre dramatique régional, les 31, 1^{er}, 2, 3 à 22 h : « Don Quichotte ».

SUSCINIO 1971 41-82-37, Château, le 4 à 22 h 30 : la Fille des eaux ; le 5 à 21 h : L. Lovano, D. Megvrad, A. Halim (Mozart, Pleyel, Megvrad) ; le 7 à 21 h : J. Vandewille, G. Rabot (Bach, Handel, Schumann).

QUIMPER, Semaines musicales, Auditoir, le 3 à 21 h : Pro Cantione Antiqua, Chœur des Cantos-Corona, le 5 à 21 h : Yorkshire Bach Choir, Orchestre musical transalpin de Hollande (Bach).

Eglise de Plomelin, le 6 à 21 h : J.A. Ploez, M. Dibbern (Purcell, Schubert, Strauss).

Eglise de Locmaria, le 7 à 21 h : Pro Cantione Antiqua de Londres, orchestre musical transalpin de Hollande (Purcell).

CENTRE

BOUCARD, XIX^e Festival (48) 58-70-06, Grand, le 3 à 21 h : V. Clavier, J. Favreau.

BOURGES (48) 24-75-33, Salle du duc de Berry, le 3 à 21 h 15 : Ensemble Carl Stamitz (Brahms, Weber, Prokofiev).

Salle du duc de Berry, le 6 à 21 h 15 : spectacle Courtois.

TOURS, XI^e Semaines musicales (47) 05-58-08, Salle des Fêtes, le 31 à 21 h : orchestre Northern Synfonis of England, dir. V. Spivakov.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

MARSAILLARGUES, Festival (67) (b2-16-89), Cour du Château, le 1^{er} à 22 h : Ovidi Tabit.

MONTPELLIER (67) (66-00-92), Salle Méditerranée, le 31 à 18 h 30 : S. Kudo, F. Agnèsy (Poulenc, Tchaïkovski, Schubert) ; le 1^{er} à 18 h 30 : F. Agnèsy (Beethoven, Liszt, Wagner) ; le 2 à 18 h 30 : J.-L. Agnèsy (Brahms, Schumann, Sagan) ; le 4 à 11 h : B. Marcinkowska, J.-L. Huguenauer (Brahms, Chostakovich) ; Château de Fumades, le 31 à 21 h 30 : Orchestre de Chambre de Norvège, dir. : T. Tonnese (Bach) ; le 1^{er} à 21 h 15 : Grand Orchestre Vent du Sud ; le 2 à 21 h 15 : Orchestre de Chambre de Norvège, dir. : T. Tonnese (Haendel, Bach, Roccia, Rimski) ; le 3 à 21 h 30 : I. Solisti Veneti, dir. : Cl. Scimone (Albinoni, Rostini, Vivaldi) ; Grande Motte, Palais de l'Eglise, le 31 à 21 h 30 : G. Wanne, C. Jacques-Cour, le 1^{er} à 21 h 15 : Orchestre national de France, dir. : T. Fulton (Daparte, Berlioz, Schmitt) ; le 2 à 21 h 15 : M. Olsanga ; le 4 à 21 h 15 : Orchestre Philharmonique de Montpellier, dir. : C. Diederich (Schiller, Tchaïkovski) ; Grammont, Salle R. Lapostolle, le 2 à 21 h 30 : La Baroque rouge ; le 3 à 21 h 30 : Opéra, le 3 à 21 h 15 : A. Brandel (Haydn, Mozart, Liszt) ; Saint-Guilhem, le 3 à 21 h 15 : Chœur national bulgare de Sofia ; Château de Villavieille, le 4 à 21 h 15 : Quatuor Tallich, C. Huvé (Janacek, Dvorak, Smetana) ; le 5 à 21 h 15 : B. L. Geller (Beethoven, Schumann) ; le 6 à 21 h 15 : F. R. Duval, G. Cause (Berlioz, Schumann, Brahms) ; le 7 à 21 h 15 : Northern Symphony Orchestra (Mozart, Beethoven, Tchaïkovski).

LUBERON (90) (75-63-28), Eglise de Goult, le 4 à 21 h : Trio Henry (Smetana, Dvorak, Saint-Saëns) ; le 5 à 21 h :

Y. Henry (Liszt, Pauré, Emmanuel) ; le 7 à 21 h : Trio Henry, L. Varney (Schubert, Brahms).

LE VIGAN (67) (81-12-38), Eglise Saint-Pierre, le 3 à 21 h 30 : V. Cortez (Vivaldi, Rostini, Mozart) ; le 7 à 21 h 30 : R. Sour.

SÈTE, Festival de la Mer (67) (74-13-52), D'Arcaule St-Louis, le 5 à 21 h 30 : F. Julien-Gouzes, A. Ponce (de Falla).

MIDI-PYRÉNÉES

SAINT-CERE, Festival (65) (38-29-08), Cabaret, Ciotre, le 1^{er} à 21 h : H. du Plessis (Mozart, Fauré, Chopin) ; Château de Montal, le 6 à 21 h : Maison à vendre, l'Aman-Saint ; Saint-Céré, Eglise Ste-Séprie, le 5 à 21 h : Orchestre des Jeunes (Stravinski, Ravel, Moussorgsky).

NORMANDIE

Heures Musicales du Mont St-Michel (75) (90-63-24), Eglise de Genes, le 4 à 21 h : R. Paquier, A. Quétier (Beethoven, Debussy, Franck).

PROVENCE COTE D'AZUR

AX-EN-PROVENCE, Festival (42) (23-37-41), Archéodé, le 31 à 21 h 15 : Les Noctes de Figue.

AVIGNON, XXXIX^e Festival (90) (86-24-43), Cour d'honneur du Palais des papes, le 31 à 22 h : « Lucrèce Borgia » ; Carrière Caillat, le 31 à 19 h : « Nuit du Mahabharata » ; Théâtre municipal, le 31 à 21 h 30 : « Le Nuis de Madame Loconte » ; Métropole de Dams, le 31 à 18 h : Cycle d'orgue.

GORGES, 1^{er} Festival, Terrasses, le 5 à 22 h : H. Vecchi ; le 6 à 22 h : Bekomment ; le 7 à 22 h : Pour Thomas.

LES NUITS DE LERINS (93) 99-04-04, les 2, 3, 4, 5 à 21 h : Il était une fois le Canton Club ; le 7 à 21 h : la Baroque rouge.

LES NUITS DE L'ESTEREL (93) 49-28-28, Château de la Negrelle, le 3 à 21 h 15 : C. de R. et Dancois.

MENTON, 36^e Festival de musique, Parvis Saint-Michel, le 31 à 21 h 30 : Orchestre F. Liza de Budapest (Bach, Haydn, Mendelssohn).

NICE (93) 67-03-30, Monastère de Cimiez, le 2 à 21 h : J.-M. Londe, A. Lagoya (Rossi, Villa-Lobos, Carissimi).

NIMES, Août Musical (66) 67-25-38, Temple de Diane, le 31 à 21 h 30 : Quintette Ysaye (Schubert, Stravinsky, Brahms).

Hôtel de Bernis, le 1^{er} à 21 h 30 : O. Charrier (Tchaïkovski, Bach, Vivaldi).

MUSIQUE

Les concerts

(voir également la rubrique « Festival »)

MERCREDI 31 JUILLET

Saint-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : H. Takahashi (Copertini, Rameau, Bach).

La Table Verte, 22 h : Cl. Chancel (Dowland, Bach, Villa-Lobos).

JEUDI 1^{er} AOUT

La Table Verte, 22 h : voir le 31.

Lacourne, 20 h : J. Jannay (Schubert, Beethoven, Chopin).

VENREDI 2 AOUT

La Table Verte, 22 h : voir le 31.

Saint-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 31.

Eglise Saint-Médard, 21 h : G. Funet, R. Siegel (Vivaldi).

Temple de Diane, le 5 à 21 h 30 : Trio Millet (Monteverdi, Ravel, Beethoven).

Rue de Bernis, le 6 à 21 h 30 : Quatuor Vioti, S. Alberson (Schubert, Ravel).

Temple de Diane, le 7 à 21 h 30 : Trio Millet (Mozart, Chostakovich, Brahms).

ORANGE, Chorégies (90) 51-83-83, Cour Saint-Louis, le 3 à 18 h : K. Ricciardi, L. Valentini-Terroni (Donizetti, Rossini, Bellini).

Th. Antique, le 3 à 21 h 30 : version chorégraphique du Requiem de Verdi.

LA ROQUE D'ANTHERON (42) 28-52-52, le 3 à 21 h : T. Nikolaeva, V. Spivakov, Y. Bashmet (Bach, Mozart) ; le 4 à 21 h : S. Richter, Y. Bashmet (Hindemith, Britten, Chostakovich) ; le 5 à 21 h : J. Villa, A. Dussolier (Liszt).

SOPHIA-ANTIPOLIS (93) 85-30-00, Th. de la Garigue, le 31 à 21 h : A. de Caillio, M. Vargas ; le 3 à 21 h : R. Yalkar, Orchestre régional Cannes-Provence-Côte-d'Azur, dir. : Ph. Bender.

Eglise de Vahonne, le 2 à 21 h : D. Gelsen (Bach, Brahms, Schumann) ; le 3 à 21 h : Orchestre de chambre de la Jeune Philharmonie de Cologne, dir. : E. Kluge.

VAISON-LA-ROMAINE, 33^e Festival (90) 36-24-79, le 31 à 21 h : Quatuor Vingt-Trois ; le 3 à 21 h : Nos premiers aïeux.

RHÔNE-ALPES

ÉTÉ MUSICAL DE LOIRE-FOREZ (77) 33-42-45, Abbaye de Charleville, le 3 à 21 h : Ensemble Fuzellier.

SAINT-DONAT, XXIV^e Festival (75) 45-10-29, le 1^{er} à 21 h : I. Solisti Veneti, dir. : Cl. Scimone (Haendel, Bach, Vivaldi) ; le 2 à 21 h : I. Solisti Veneti (Vivaldi, Albinoni) ; le 3 à 21 h : C. Leonhardt (Bach, Kuhnau) ; le 4 à 21 h : G. Leonhardt, Kujiken (Tchaïkovski, Couperin, Bach) ; le 6 à 21 h : Wiener Blockflötenensemble (Fälid, Telemann, Bach).

VIENNE, Festival d'été (74) 85-00-05, Cathédrale, le 26 à 21 h 15 : Ensemble vocal Oratorio Alpes-Annes, Orchestre Sinfonietta de Varsovie, dir. : R. Silva (Haendel).

FRANCHE-COMTÉ

FLAGY, Festival (85) 59-47-09, le 31 à 21 h : M. Hermon ; le 1^{er} à 21 h : Le Dernier Silece ; les 2, 3, 4 à 21 h : Rieux ; le 4 à 21 h : M. Hermon, E. Stephenson (Beethoven, Schumann) ; le 7 à 21 h : Trio des lyres (Faber, Boccherini, Beethoven).

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

PICARDIE

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S. Gruppelli ; le 5 à 20 h 45 : Ensemble de cuivres De Camera.

SAINT-GERMER DE FLY, Abbaye bénédictine, le 3 à 20 h 45 : S.

La culture arabe aujourd'hui

III. - Exils

par TAHAR BEN JELLOUN

Tahar Ben Jelloun constate que la culture arabe est aujourd'hui bien mal en point (le Monde du 30 juillet). Dans un second article (le Monde du 31 juillet), il passe en revue les différentes formes d'expression auxquelles ont recourus les créateurs : si la littérature est encore assez pauvre et ne brille guère que dans des domaines comme la nouvelle et la poésie, la musique et la peinture ont déjà produit, en revanche, des fruits assez remarquables. Mais la diffusion de la culture et la liberté de l'artiste sont des problèmes qui, dans le monde arabe, sont loin d'être résolus.

Malgré les bonnes intentions affichées de la Ligue arabe, il y a peu d'échanges culturels interarabes en dehors de quelques manifestations officielles sans grand intérêt et qui viennent couronner des alliances politiques. Ainsi un livre ou un film arabe rencontrera les plus grandes difficultés du monde à passer une douane arabe. La méfiance est de règle. La vigilance névrotique de la censure - la peur de l'écrit et de l'image - les conflits ouverts ou latents entre deux États, la maladie bureaucratique et le mépris du politique pour la création, sont autant d'entraves quotidiennes qui barrent la route à l'échange et au développement culturel.

Pour qu'un livre - même anodin - sorte d'Égypte, il faut qu'il obtienne deux visas, l'un délivré par le bureau traditionnel de la censure, l'autre par l'université d'Al Azhar, autorité islamique qui veille sur la « moralité » de tout message. Ajouter à ces deux barrières les pesanteurs administratives. En supposant que ce livre a passé ces barrières, il n'entrera pas pour autant facilement dans un autre pays arabe. Tout dépendra alors de l'état des relations entre les deux régimes. Ce qu'on peut constater aujourd'hui c'est qu'un livre irakien n'entrera pas en Syrie ni en Libye et vice-versa ; qu'un livre édité à Beyrouth aura bien du mal à passer la frontière de beaucoup de pays arabes.

L'État algérien ayant le monopole de l'importation et de la diffusion du livre fera son choix selon ses critères idéologiques et politiques. La censure n'est pas officielle, elle s'applique de manière sournoise. Seule la Librairie du Parti (FLN) jouit d'une liberté d'import et de vente des livres. Le Maroc et la Tunisie sont dans ce domaine plus libéraux. Certes la censure existe, mais les librairies et autres sociétés de distribution ont la liberté d'importer et de vendre la plupart des livres. C'est pour cette raison que le Maroc est le troisième consommateur du livre arabe après l'Égypte et le Liban.

Ces difficultés ne sont pas seulement empoisonnées la vie culturelle arabe mais bouleversent le système de l'édition, n'assurent pas aux écrivains leurs droits d'auteur et encouragent le désordre, le complot d'auteur et la piraterie. L'édition arabe, quand elle dépend de l'État, comme en Syrie, en Irak ou en Algérie, perd toute crédibilité. Laisse au secteur privé, elle est souvent sauvage et sans cohérence (la Syrie et le Liban n'ont pas signé la convention de Berlin relative aux droits d'auteur).

Le romancier marocain Mohamed Zafar, dans le numéro du 3 février 1985 d'Al Wasat d'Amman, a accusé son éditeur libanais d'« être un voleur ». Il avoue : « J'ai tout sacrifié durant vingt ans, et j'ai sur moi à peine de quoi manger ! » Cet auteur n'est pas le seul dans ce cas.

Quelques titres disponibles en français

- POÉSIE
- Mahmoud Darwish : « Rien qu'une autre année », traduit par Abdelatif Laïbi, Minuit, 1983.
 - Adonis : « Chants de Mihyar le Damascène », traduit par Anna Wode Minkowski, Sindbad, 1983.
 - Ahmad A.M. Hagez : « Terre éternelle », traduit par J.E. Bancheikh, Le Sycomore, 1980.
 - Abdelwahab Bayati : « Poèmes d'amour des sept portails du monde », traduits par J.-F. Dionnot, Sindbad, 1981.
 - Chaker Es Sayeb : « Le Grief et le Fleuve », traduit par André Michel, Sindbad, 1980 ; « Les Poèmes de Djalal », traduit par Salah Stouhi et Karam Jhadi, Le Calligraphe, 1983.
- ROMAN
- Gamal Ghazany : « Zayn Barakat », traduit par J.-F. Fourcade, Le Seuil, 1985.
 - Fouad Al-Takriti : « Les Voies de l'aube », traduit par Maritina Faidouzi et Rachida Turki, J.-C. Lattes, 1982.
 - Naguib Mahfouz : « Passage des miracles », traduit par Antoine Cottin, Sindbad, 1973.
 - Tayeb Salih : « Saison d'une migration vers le Nord », tra-

duit par A. Meddeb, Sindbad, 1984.

● Tahar Ben Jelloun : « Le Livre des Juifs » (autobiographie), traduit par Jean Loeuf et Gaston Wiet, L'Économique, Gallimard, 1983.

● Tewfik El Hakim : « Un substitut du camp », traduit par Gaston Wiet et Zaki M. Hassan, « Terre humaine », Plon, 1974.

● Tahar Ouertat : « Noces de miel », traduit par Marcel Boie et B. Guichard, Tempus actus.

● Anthologie de la littérature arabe contemporaine, trois tomes, Le Seuil, 1987.

● Slimane Zeghidour : La Poésie arabe moderne entre l'islam et l'Occident, Karthala, 1981.

● Salah Stouhi : « Les Porteurs de feu et autres essais », Gallimard, 1972.

LIBRAIRIES ARABES A PARIS

AVICENNE, 25, rue Jussieu, 75005 Paris ; AL-MANAR, 220, rue Saint-Jacques, 75005 Paris ; ABENECERAGE (livres anciens et modernes), 80, bd Barbès, 75018 Paris ; ASFAH (livres, édition, galeries), 177, rue Jeanne d'Arc, 75013 Paris.

FIN

Malgré les ligues, associations, académies, unions interarabes promues officiellement ou officieusement, on se retrouve des éléments brillants (intellectuels, savants, théologiens...), on remarque que la langue arabe classique, si vénérée, est délaissée. Il n'existe pas de dictionnaire arabo-arabe du niveau du Littré par exemple. Il y a certes le Dictionnaire de la langue arabe classique, du Libanais Ali Ali, et qui date des années 40. C'est un dictionnaire allemand, Manfred Ullmann, berriter des fiches du grand orientaliste Theodor Nöldeke (1836-1930), qui est en train avec son équipe de travailler à un grand dictionnaire arabe. Il en est à la lettre « Lam ».

Il n'existe pas d'encyclopédie arabe aussi sérieuse et complète que celle que des orientalistes et des arabistes ont consacré à l'islam. Pourtant, nous dit Maxime Rodinson, « la traduction en arabe de l'Encyclopédie de l'islam n'est pas toujours fidèle. Des modifications ou même des suppressions ont été effectuées dans certains articles ». On attend pour l'ouvrage de l'ensemble des activités culturelles arabes de ces vingt dernières années. C'est un travail qui est entravé par le régime de l'ALESCO (UNESCO arabe).

On attend le dictionnaire français-arabe qui prépare depuis quelques années une équipe de linguistes arabes, très sérieuse, pour une maison d'édition à Beyrouth (2). Cette même équipe a le projet d'élaborer un dictionnaire arabo-français. Disons enfin qu'un travail considérable a été fait pour donner à l'arabe une terminologie scientifique précise. C'est ce qui permet l'enseignement de la médecine, entre autres, dans l'université de Damas.

La montée de l'intégrisme islamique, l'absence de démocratie dans la plupart des États arabes, le monolinguisme, poussent certains pays arabes au repli sur eux-mêmes. Si au moins cette société profite de ce repli pour se regarder en face et se remettre en question ! « Hélas, dit Bencheikh, elle regarde tout d'un côté : jamais elle-même ! ». Et puis il y a l'islam dans son état cumuleux. En tant que culture et civilisation, quand l'islam est trop étroitement lié à la création, il devient le censeur de la culture arabe, ou bien on l'utilise comme référence pour interdire l'exercice de la pensée libre. Les grands poètes mystiques comme Al Ghazali ou Ibn Arabi sont retirés aujourd'hui de certaines bibliothèques dans les pays arabes.

Plus que jamais on constate que le marasme de la culture arabe vient du fait que la politique d'immense dans la culture, étouffe les potentialités créatrices et détourne les énergies de l'imagination vers la répétition, la parodie, l'autosatisfaction et l'uniformité. On sait que la société arabe, de par son caractère à l'égard du développement scientifique et technologique rejette de plus en plus l'« art pur », néglige ses musées et consomme, quand elle en a les moyens, des quantités d'images vidéo.

Le retour à la culture populaire orale ou artisanale, dans sa spontanéité, dans son authenticité, est de plus en plus souhaité par les jeunes qui font des pèlerinages aux sources, notamment en musique. C'est peut-être dans ces secteurs, si mal connus, que la culture arabe aujourd'hui a le plus de chances de retrouver sa dimension universelle.

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU GROUPE BRUXELLES-LAMBERT

« Nous sommes prêts à investir pour faire de la CLT un puissant groupe européen »

Dans la bataille pour le contrôle des éditions Dupuis, on trouve, aux côtés de Hachette, le groupe Bruxelles-Lambert. Derrière les luttes de pouvoir qui agitent la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), il y a encore Bruxelles-Lambert, actionnaire majoritaire par l'intermédiaire d'Audiophon. Ce groupe belge, qui possède d'importantes participations dans les domaines financier et

pétrolier tant aux États-Unis qu'en Europe, se résume que 6 % de son chiffre d'affaires dans le secteur de la communication. Mais devant les bouleversements rapides de l'audiovisuel européen, M. Albert Frère, président du comité exécutif, qui répond aux questions du Monde, semble aujourd'hui déterminé à intensifier ses investissements.

« Il y a deux mois, la CLT a été secouée par un sérieux conflit de pouvoir au sujet de la succession de son président, M. Moïse Felten. Après une difficile négociation, M. Pierre Werner, soutenu par le gouvernement luxembourgeois, a obtenu la présidence. Vous candididez-vous à la présidence ?

« Nous sommes des hommes de dialogue. Nous sommes donc avant tout satisfaits d'avoir trouvé une solution qui évite les affrontements, même si nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions. Nous avons officiellement imaginé une solution un peu différente. La personnalité de M. Werner, homme de grande expérience, n'a été mise en cause à aucun moment. Nous pensions simplement que l'âge faisait nécessairement de lui un président de transition, ce qui est dommageable pour l'entreprise. Dès lors que M. Thörn devient vice-président, avec vocation de succéder à M. Werner, nous acceptons cette solution. Les deux hommes devraient travailler en bonne entente, comme ils l'ont fait dans le passé, dans le gouvernement de coalition.

« Le président du gouvernement luxembourgeois, M. Jacques Santer, a récemment fait part de son inquiétude de voir un groupe étranger - le votre - imposer son futur président à la CLT...

« Le Grand-Duché serait-il devenu xénophobe ? Si oui, il faudrait qu'il le dise haut et fort. Ce serait assez piquant. Sachez-vous que l'actionnariat de la CLT est tout sauf luxembourgeois ? Comme c'est le cas, d'ailleurs, pour la plupart des entreprises établies au Luxembourg. Soixante quinze établissements bancaires installés au Luxembourg, mais seulement, ont des capitaux strictement luxembourgeois.

« J'aimerais ajouter que le chiffre d'affaires de la CLT, qui avoisine 10 milliards 800 millions de francs luxembourgeois, est presque entièrement réalisé en dehors du Grand-Duché : en France, en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne. Le Luxembourg n'y contribue que pour 1,4 % ! Par contre, si l'on examine les résultats, on s'aperçoit que, en 1984, 64 % des bénéfices ont été reversés à Luxembourg en impôts et redevances. Comme toutes les entreprises qualifiées d'« étrangères », la CLT contribue de manière déterminante à l'équilibre de l'économie grand-ducale.

« Plus récemment, n'avez-vous pas contesté les pouvoirs de Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT ?

« Pas du tout. M. Rigaud a toute notre confiance. Il n'est pas le seul à la soutenir lorsque, l'an dernier, il a été question de désigner un autre administrateur délégué.

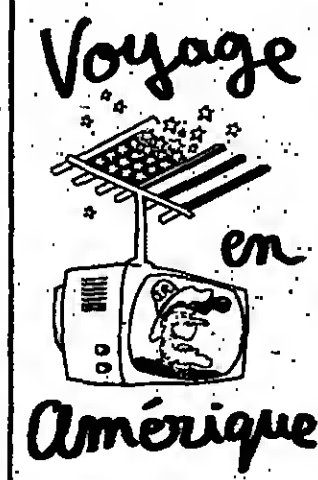
« Ne craignez-vous pas que la CLT soit affaiblie par ces divisions, ces affrontements ? D'un côté les luxembourgeois, de l'autre le groupe Bruxelles-Lambert, d'un autre encore les actionnaires français. N'avez-vous pas senti lors de ces négociations ?

« Nous entretenons avec Havas des relations déjà anciennes, puisque le groupe français est le régisseur du RTL dès sa création. Depuis 1975, nous sommes partenaires au sein d'Audiophon et l'entente a toujours été parfaite. Les représentants de sociétés savent placer l'intérêt de l'entreprise au-dessus d'éventuelles questions de préséance. N'oublions pas que la CLT est la première société européenne dans le domaine de l'audiovisuel. Personne n'a intérêt à casser cet outil. Et il y a du travail pour tout le monde.

« Quelle est votre stratégie de développement pour la CLT ?

« Nous émettons déjà en Allemagne, en Belgique, dans l'est de la France. Partout où RTL Télévision peut être reçue, son programme réalise des audiences très importantes. Les performances de la CLT traduisent à l'évidence un savoir-faire qui, quels que soient les moyens techniques (câble, satellite, ondes hertziennes), lui ouvre des perspectives de développement européen.

« La très grande incertitude relative aux futurs systèmes susceptibles



De notre envoyé spécial JEAN-FRANÇOIS LAÇAN

Los Angeles. - « Le drame de la production, c'est qu'elle dépend uniquement des choix de trois personnes : les responsables des programmes des trois chaînes nationales. Voilà pourquoi toute la télévision repose sur six idées originales que l'on répète sans cesse. » Le discours à un contenu bien familier pour nos oreilles françaises, et, pourtant, nous sommes à Los Angeles dans les bureaux d'Embassy, un des plus gros producteurs indépendants. A cinquante ans, la vice-présidente, Virginia Carter, n'a rien d'une professionnelle désabusée. Simplement, elle aime trop son métier pour ne pas buter rageusement sur ses limites.

Ainsi, malgré le fantastique essor du câble, de la vidéo et des télévisions locales, le marché américain serait encore trop étroit ? « Les trois « networks » (réseaux) sont les seuls à pouvoir financer à hauteur de 80 % la création d'une série, répond Virginia Carter.

« Les autres médias se contentent de la redistribuer trois ans après sa programmation sur une chaîne nationale. Le jour où la vidéo et le câble auront assez d'argent à consacrer aux programmes, on pourra peut-être diversifier la production. »

Pour Embassy, la course au réseau commence en juin. Pendant tout l'été, des équipes d'auteurs indépendants travaillent à une cinquantaine de projets sous

l'effort considérable de recherche assumé par l'État. La CLT était partie prenante et obtenait d'ailleurs la concession de deux canaux disposant d'une exclusivité commerciale.

« Aujourd'hui, priorité est donnée à la télévision hertzienne. Comme l'a souligné avec force M. Jacques Rigaud, la CLT reste candidate pour le satellite, mais pas à n'importe quel prix. En d'autres termes, si les opérateurs de télévision hertzienne classique peuvent s'installer confortablement sur le marché publicitaire avant que le satellite n'ait des chances de lancement, vous comprendrez aisément que la CLT revioie sa stratégie.

« Vous êtes engagés aux côtés de Hachette dans une bataille juridique complexe pour le contrôle des éditions Dupuis. Un accord est-il possible avec la famille Dupuis, d'une part, et avec les Editions Mondiales, d'autre part, qui sont aussi candidates au rachat du groupe belge ?

« Les éditions Dupuis ont pour nous un grand intérêt. Leurs récents développements, notamment dans le secteur du dessin animé et des droits dérivés, présentent une synergie évidente avec les activités de la CLT. Un accord entre les Editions Mondiales, Hachette et nous-mêmes, pour une gestion commune ne soulève pas de problèmes insurmontables.

« Le seul obstacle, c'est l'attitude de la famille Dupuis, qui a fait preuve, dans cette affaire - le tribunal de Bruxelles l'a reconnu - d'une totale mauvaise foi. A l'heure actuelle, les négociations butent encore sur le rachat d'une des sociétés du groupe. Dupuis Marchandising, qu'un membre de la famille ne veut pas vendre. Elle est pourtant inséparable si l'on veut conserver la cohérence du groupe. »

De la difficulté d'être indépendant

la direction des scénaristes permanents de la société. A partir de novembre, les scénarios de séries seront revus, corrigés en fonction des exigences des diffuseurs. Enfin, la chaîne donne le feu vert pour la réalisation d'une maquette de deux heures qui sera présentée au verdict final des annonceurs publicitaires. L'an dernier, un seul projet d'Embassy a survécu à cette course d'obstacles.

« Peu d'auteurs acceptent de travailler dans de telles conditions, de voir leurs idées complètement modifiées pour satisfaire le goût moyen du public, explique Virginia Carter. C'est ainsi que la télévision se ferme à tous les apports créateurs extérieurs qui pourraient la revivifier. » Dans les années 70, Embassy a réussi à imposer un nouveau style de comédie sociale, traitant des problèmes quotidiens des familles américaines. La série la plus célèbre, « All in the family », a occupé les écrans neuf années de suite.

Mais, aujourd'hui, la mode est aux séries policières et les trois chaînes cherchent partout les successeurs de « Magnum » ou de « Starsky and Hutch ». « Ils en commandent par douzaines, soupire Victoria Carter, sans chercher à faire autre chose qu'à reproduire les recettes éprouvées. Moi, je préférerais imaginer des programmes pour enfants ou travailler sur des sujets historiques en coproduction avec des télévisions européennes. Impossible : les réseaux n'en veulent pas. Il faudrait pouvoir prendre le risque que nous-mêmes pour prouver que cela répond aux besoins du public. Mais c'est financièrement suicidaire quand on est indépendant. »

Un mois après cet entretien, Coca-Cola, déjà propriétaire du grand studio Columbia, a racheté Embassy pour 485 millions de dollars.

Prochain article :

HOLLYWOOD ELECTRONIQUE

INFORMATIONS « SERVICES »

LE JEU DU MERCREDI

LE QUIZ

Ces événements ont fait la une de l'actualité il y a quelques semaines ou quelques mois. Si vous êtes un lecteur assidu du Monde, vous devriez retrouver sans mal les réponses exactes.

- Sortie de Christine sur les écrans. Son héroïne était :
a) Une journaliste ;
b) Une voiture ;
c) Une reine.
- « La, je n'arrive pas à comprendre... » Ce cri du cœur de M. Mauroy visait :
a) Le plan gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie ;
b) La démission de M. Michel Rocard ;
c) La visite du président Reagan au cimetière de Bitburg.
- Sortie de To be or not to be de Mel Brooks. Il s'agit d'un « remake » du célèbre film de :
a) Billy Wilder ;
b) Laurence Olivier ;
c) Ernst Lubitch.
- Thomson sauvé par « Ciel de faucon ». Il s'agit :
a) Du roman d'Alain Gomez, son PDG ;
b) Du nom de code d'un contrat signé avec l'Arabie saoudite ;
c) Du nouveau micro-ordinateur de la firme.
- Salon international Gellup. La France est une puissance moyenne pour une nette majorité :
a) De Français ;
b) D'Américains ;
c) De Japonais.
- Le film de Jean-Luc Godard, est :

Solution dans notre prochain numéro

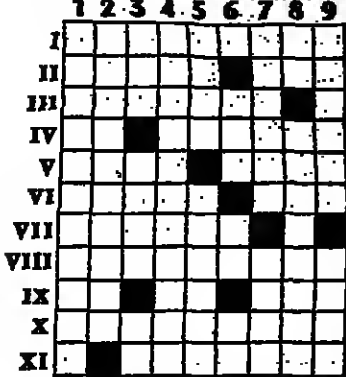
SOLUTION DU JEU DU MARDI

(à la tribune)

- 1^{er} premier ministre ; 2^e travailleurs immigrés ; 3^e 1950 ; 4^e de la France ; 5^e français ; 6^e injuste ; 7^e de la crise ; 8^e la tradition de notre pays ; 9^e tarentaise ; 10^e la population française ; 11^e la région lyonnaise ; 12^e préoccupation ; 13^e d'extrême droite ; 14^e milieu populaire ; 15^e gauche ; 16^e implication ; 17^e 130 000 immigrés clandestins ; 18^e tarentaise ; 19^e violente ; 20^e socialisme ; 21^e gauchistes ou gauchistes ; 22^e des solutions appropriées ; 23^e stérile ; 24^e les figures de la loi d'une manière implacable ; 25^e retour.
- 1 à 5 réponses exactes : Vous revenez sans doute d'un long voyage à l'étranger, mais non, Raymond Barre n'est pas un député communiste.
- 6 à 10 réponses exactes : Le style coré professionnel d'un corps tend ne vous est pas encore familier. Encore un effort.
- 11 à 15 réponses exactes : Vous pouvez mieux faire.
- 16 à 20 réponses exactes : Pas de problèmes pour vous à l'UO, mais encore un petit effort et vous pourrez ambitionner de participer aux groupes de réflexion barbares.
- 21 à 25 réponses exactes : Bravo ! Un vrai professionnel. En cas d'élections favorables pour vous, restez près du téléphone.
- 26 à 30 réponses exactes : Raymond, inutile de tricher, vous êtes démasqué.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4021



HORIZONTALEMENT
I. Palmipèdes en liberté ou lieu de confinement pour bipèdes.
II. Paysage de style « coraux » sur un tableau de Guggenheim. Germaine ou labie.
III. Revient rarement bredouille quand elle part en chasse.
IV. Note. Fait feu.
V. Son marron n'est pas comestible. D'aspect différent en mer et en montagne.
VI. Ceux de sa famille. Époque.
VII. Écrasé par Marius dans la campagne de Provence.
VIII. Tout à trac.
IX. Privatif. Lettre évangélique. Lettre pour Hélène.
X. Ce buste antique du Louvre n'a rien à envier à celui de

Sophia Loren. - XI. Peut s'appliquer à une frappe bien appliquée.

VERTICALEMENT

I. S'intéressent fatalement à des questions de clocher.
II. Née grecque.
III. Fait une belote avec sa dame. Nombre limite d'adversaires pour engager un conflit. Note.
IV. Arrivé à maturité sans trop de peine.
V. Un libéralisme s'y trouve bien chez lui. Doivent fournir des vœux pour être bonnes.
VI. A demi manqué ou multiplié les couleurs. Première tenue de sortie. Personnel.
VII. Modèle type de l'attachement indéfectible. Pomme à jus nourrissant.
VIII. Courte indication pour un court-circuit. Fermeture éclair.
IX. Américain ou subtilité. Négation. Parachève un travail d'orfèvre.
X. S'applique à une frappe bien appliquée.

Solution du problème n° 4020

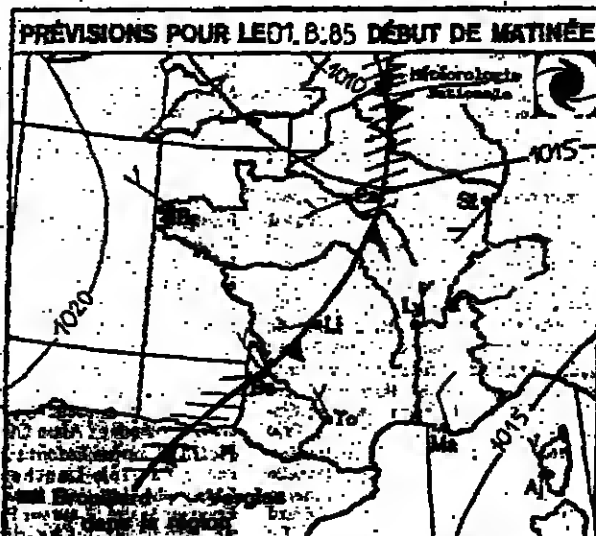
Horizontalement
I. Bourne. II. Bouilliers. III. Ra. Can. IV. Attend. N. V. Quasi. VI. Urne. M. G. VII. Éa. Nez. VIII. Ebonite. IX. Fronteau. X. Galac. RPR. XI. Ira. Epées.
Verticalement
I. Braque. GI. - 2. Bouture. Far. - 3. Ou. Tamerie. - 4. Uclère. Boa. - 5. Rient. Nonce. - 6. Rendement. - 7. Est. Rizière. - 8. As. Non. Tape. - 9. Longueurs.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 31.7.85 À 0 h GMT.
Évolution probable du temps en France entre le mercredi 31 juillet à 0 h GMT et le jeudi 1^{er} août 1985 à minuit.
Situation générale : Le régime de nord-ouest frais et humide va s'intensifier après le passage d'une faible perturbation qui gèlera les régions de l'ouest mercredi après-midi et achèvera de traverser la France jeudi.
Prévisions : Jeudi, en début de journée, c'est un ciel plutôt chargé que l'on observera sur une moitié nord-ouest de la France, avec même un peu de pluie sur le Centre, le Bassin parisien, les Ardennes.
Au cours de la journée, des nuages poussés par des vents de nord-ouest gagneront la Méditerranée et le nord de l'Italie et se décomposeront dans la soirée. Au passage, on observera quelques pluies sur les Vosges, puis le Jura, le nord des Alpes et du Massif Central.



PRÉVISIONS POUR LE 01.8.85 DÉBUT DE MATINÉE
En fin d'après-midi, des orages isolés pourront se développer sur le sud des Alpes.
A l'arrière, des éclaircies qui se développeront en tout début de journée sur le frontage gèleront une moitié nord-ouest de la France vers midi puis une grande partie du pays en fin de journée.
Les températures encore basses au lever du jour (10 à 14 degrés) évolueront vers 19 à 24 degrés sur la moitié nord, 25 à 28 degrés sur la moitié sud.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 30 au 31 juillet) : Alsace, 36 et 23 degrés ; Biarritz, 21 et 15 ; Bordeaux, 21 et 14 ; Brétat, 19 et 15 ; Brétat, 20 et 14 ; Cannes, 27 et 18 ; Charbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 23 et 11 ; Dijon, 22 et 11 ;

EN BREF

ANIMAUX

COHABITATION. - Il y a en France neuf millions de chiens et huit millions de chats. Une « cohabitation » harmonieuse est donc nécessaire entre ceux qui ont des animaux et ceux qui n'en ont pas. On ne pourra parvenir sans efforts de part et d'autre. Jean-Pierre Hurin, producteur de l'émission de télévision « Trente millions d'amis », dans la rentrée, mettra chaque mois à l'honneur une malade qui aura souffert dans ce sens par la création de structures d'accueil, de refuges, ou, comme à Saint-Pierre-aux-Terres, en adoptant un animal. Si vous aimez que c'est la cas dans votre ville ou votre village, écrivez. Le dossier sera examiné, et un membre de l'Association de défense des animaux de compagnie (ADAC), qui s'est associée à cette campagne, viendra constater les faits.

* Trente millions d'amis. 1^{er} 17, rue de l'Arrière, 75737 Paris CEDEX 15.

ART FLORAL

DES FLEURS POUR LE DRE. - A l'initiative de la mairie de Paris et de la société nationale d'horticulture de France, les serres d'Autueil accueillent du 26 au 29 septembre sur 1 200 mètres carrés le Salon d'Art Floral. Les concours d'arrangements floraux pour amateurs seront organisés. Pour les catégories occidentales (à Paris en bouquet) et les thèmes retenus : « Paris - Prestige », « Paris Dore », « Paris Réro ».

PARIS EN VISITES

JEUDI 1^{er} AOUT

« La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge.
« La vie quotidienne au Moyen Âge au Musée de Cluny », 15 heures, 6, place Paul Painlevé.
« Les jardins Albert Khan », 15 heures, entrée jardins à Boulogne.
« Les chefs-d'œuvre du Louvre », 15 heures, entrée musée porte Denon.
« Une église-musée : Saint-Roch », 15 heures, devant portail.
« Versailles : Quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs.
« Exposition Renoir au Grand Palais », 15 h 30, en bus escalier à gauche, ou 16 heures, entrée exposition.
« De Saint-Séverin à Saint-Julien-le-Pauvre : François Villon et la vie des étudiants au Moyen Âge. Vieilles histoires de la rue aux Écrivains. Les caves du « Petit Châtelet », 15 heures, métro Cité.
« La cathédrale russe », 14 h 30, 12, rue Darc.
« Hôtels de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul ou, même heure, métro Pont-Marie.
« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses.
« Le Marais : hôtels et jardins », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lohéau, ou 15 h 30 quai Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois.
« Le Père-Lachaise du XIX^e siècle », 10 h 30, avenue du Père-Lachaise.
« Le plus grandiose site que plus petit cimetière de Paris : l'Ar de Triomphe », 14 h 45, sortie métro Etobé, côté avenue Hoche (V. de Langlade).

CONFÉRENCES

5, rue Laffitte, 20 h 30 « Mythes et personnalité du lion ».

CONCOURS

GARDER LA BOUTIQUE. - L'association jeunesse et patrimoine organise un concours de dessins pour les enfants de huit à quatorze ans sur le thème : « Quelle boutique, quel magasin don-ton garder pour l'an 2000 ? ». Il s'agit, après avoir fait son choix, pris des notes, des photos ou des croquis, d'élaborer un dessin d'un format minimum de 24 x 32 cm et maximum de 50 x 32 cm (toutes les techniques sont admises : peinture, collage, broderie, éléments en relief, etc.) et de joindre à l'envoi une note expliquant les raisons de ce choix. Des prix allant de 250 francs à 1 500 francs récompenseront les lauréats.
* Jeunesse et patrimoine, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : (1) 225-91-92. Avant le 30 septembre 1985.

ENVIRONNEMENT

ANNUAIRE DES INGÉNIEURS SPÉCIALISTES. - L'Association française des ingénieurs et techniciens de l'environnement (AFITE) vient de faire paraître la nouvelle édition de son annuaire. Cet ouvrage renferme, de façon détaillée, les coordonnées et spécialités (air, eau, déchets ou bruits) des meilleurs spécialistes de la lutte antipollution, classés par régions. Il comporte également l'organigramme du ministère de l'environnement, la liste des lois sur l'environnement.
* Éditions Seif, 47 bis, rue du Rocher, 75008 Paris. Tél. : (1) 293-69-01. Prix de vente : 130 F francs de port.

EXPOSITION

ORGUES ET PLAINES. - La région du Nord-Pas-de-Calais compte cinq cent vingt-sept orgues, dont quarante (dont des dix-neuvième et dix-huitième siècles) sont classées monuments historiques. Jusqu'au 28 septembre, une exposition, « Orgues du haut et du pied pays », présente les prin-

aux types d'orgues et les tendances depuis le dix-septième siècle. Un film, « Orgues, organistes et organiers dans le Nord-Pas-de-Calais », souligne l'importance de cette partie de la France française, véritable « plaine des orgues », et présente des artistes d'aujourd'hui.
* Maison de la région Nord-Pas-de-Calais. Du 26 au 31 août 1985. Horaires : de 12 h à 18 h. 18, bd Hauman, 75009 Paris. Tél. : (1) 770-69-62.

RÉUNION

LA PORTE EST OUVERTE. - Au 33, rue Maubert, une ancienne boutique, l'Association protestante de liaison interuniversitaire (APLI), accueille les étudiants. Ils peuvent, le mercredi soir, entendre une causerie, assister à un spectacle (musique ou danse). L'APLI permet aussi aux jeunes de tous les pays du monde de nouer des contacts amicaux. Le service d'entraide de l'association recherche pour la rentrée des familles d'accueil, des chambres et du travail pour les étudiants.
* APLI, 33, place Maubert, 75005 Paris. Tél. : (1) 326-77-51. Permanences mardi et vendredi : de 10 h à 18 h 30.

TROISIÈME ÂGE

AGISME ET AGEMO. - L'association gérontologique, au milieu ouvert (AGEMO), association à but non lucratif, a été créée en 1974 pour favoriser le maintien de personnes âgées et handicapées à leur domicile. Parmi les services que cet organisme propose à ses usagers : des « auxiliaires de vie » (à temps partiel ou complet), du matériel paramédical sur prescription médicale, un centre de soins à Montrouge, un appartement d'hébergement temporaire (quelques jours à quelques semaines) pour éviter les hospitalisations et soulager les familles, des courses à domicile, etc. Elle forme également des « auxiliaires de vie » et organise des réunions d'information.
L'association Les petits frères des pauvres de son côté recherche des bénévoles pouvant accompagner dans Paris, soit en taxi (sans remboursement), soit avec leur voiture, les personnes âgées qui partent en vacances en août et septembre.
* AGEMO, 4, rue René Barthélemy, BP 109 92120 Montrouge. Tél. : (1) 655-25-35, 24 h sur 24 (services) : (1) 655-46-38 (formations).
* Les petits frères des pauvres, 33, avenue Parmentier 75011 Paris. Tél. : (1) 355-39-19.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du lundi 29 et mardi 30 juillet :
DES ARRÊTÉS
* Portant fixation des traitements et soldes applicables à compter du 1^{er} juillet 1985 aux emplois supérieurs de l'Etat classés hors échelle.
* Portant création du brevet professionnel d'employé de banque.
DES DÉCRETS
* Portant modification des statuts de la Caisse centrale de coopération économique.

MODE

Jouez les couleurs

Le moment des vacances, c'est aussi celui de s'intéresser à soi. Jouer les couleurs, de Mary Quant (143 pages, 99 F) ouvre les yeux à la palette du monde en tant que guide de la beauté et de la mode.

On connaît Mary Quant, qui, à la suite d'André Courrèges, lance la mini-jupe en 1965. Le couturier parisien, grâce à sa collection structurée tout en blanc, démode à ce moment-là, d'un coup de pinceau, les adaptations de Chanel dominant le prêt-à-porter de l'époque. Au salon de Munich, en mars suivant, tous les acheteurs ont les yeux de Chimène pour la mode française qui suit de mouvement. Le stand britannique fait face au parisien. Toute la nuit de la mise en place, Mary Quant et son équipe raccourcissent les ourlets à mi-cuisse. La mini et sa légende triomphent. On sa presse dans les boutiques londoniennes de Chelsea avant l'ouverture de Swinging London et de Carnaby Street.

La préface délicate non sans humour les données du spectre en famille de couleurs, avec leurs accords harmonieux et dissonants, avant de passer à tous les détails du maquillage et de ses nouveaux apports de couleur que sont les bombes et les gels colorants, toujours selon la classification spectrale.

On peut regretter que le célèbre créatrice anglaise née en 1934 ne s'intéresse pas plus à sa génération et au-dessus, seules les minettes ressortant dans le choix des conseils et des photos. Mais les dessins de maquillage de Lynne Robinson et de mode de Colin Barnes se révèlent éblouissants à souhait.

Sur un autre mode, *Secrets de beauté du maquilleur des stars*, de Michel Deruelle et Sabine de La Brosse (Filipacchi, 221 pages, 115 F) se lit comme un roman. Michel Deruelle se révèle le maquilleur et le confident des vedettes de la scène et de l'écran depuis trente ans. Ainsi cet ouvrage, très bien illustré, fait-il revivre des étoiles du « nouveau cinéma », Raimu, Arletty, Gaby Morlay, Jean Gabin, Liane Harvey. Habitant en face des studios de Joinville, il participe dès l'adolescence à l'élaboration de la messe que représentait au cours des années cette ville internationale où vivaient pendant les tournages les adaptations les plus récentes, les vedettes bénéficiant d'un yacht sur la Manche.

Après une école d'arts appliqués, Deruelle commença par décorer le logo de théâtre de Pierre Brasseur, qui le présente à Yvonne Printemps et à Pierre Fresnay. Les anecdotes fusent à toutes les pages avant les conseils pratiques d'essai à l'essai. L'art du maquillage précède le chapitre intitulé « le pinceau et le bistouri ».

Pour connaître le contour et le volume de son visage, comme on le voit sur les photos, les auteurs suggèrent de se tracer une raie dans les cheveux, de bien les tirer en arrière et de se faire photographier de pleine face, grandeur nature, sous une lumière plate, avec un flash ou la lumière du jour. A partir des calques de ces photos, on commence à réajuster les contours au crayon et au pinceau, sans être troublé par l'image plus ou moins floue reflétée par le miroir... à l'envers.

Stretching, de Bradislav Pavlovic (Amphora, 173 pages, 95 F), au-delà de l'entraînement, s'étend au bien-être qui apporte un équilibre d'extension statique d'un groupe de muscles déterminés et du tissu ligamentaire pendant 20/30 de seconde.

Après le succès de son premier livre *Aérobic*, l'auteur publie le résultat de ses recherches sur le déterme, l'assouplissement et bien entendu, l'équilibre. Ces exercices sont présentés comme les recettes de cuisine ; en tout, plus de trois cents avec des variantes en photos, selon les difficultés croissantes. Voilà une autre façon, permanente celle-là, de prendre des couleurs.

NATHALIE MONT-SERVAN.

ADMISSION AUX GRANDES ÉCOLES

École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM). Option T (par ordre de mérite).

MM. et MM. Bertrand Dubert; Dominique Arnaud; Vincent Marie; Thierry Fria; Cyril Franck; Eric Maillard; Philippe Mandat; Thierry Jui; Eric Le Roy; Joli Chaudier; Raphaël Protere; Jean-François Guig; Philippe Odo; Christian Epalle; Stéphane Roulon; Yann Thébaud; Claude Boin; Lionel Mallet; Olivier Epoudry; Thierry Rouzel; Ludovic Bertrand; Guy Boyer; Hervé Constant; Yves Brungard; Bernard Thierry; Gilles Simeoni; Michel Rolla; Philippe Langlais; Eric Laurent; Vincent Koulouid; Walhi Juma; Vincent Lemaire; Thierry Pichon; Jean-Paul Berger; Alain Le Bot; Laurent Marie; Frédéric Gauthier; Laurent Lagay; François Hill; Benoit Costa; Michel Gaudier; Michel Mann; Christophe Lépée; Christophe Landrain; Gilles Chavanne; J.-Yves Rougnant; Laurent Martin; Serge Ferrand; François Oudard; Jacques Leducq (50); Philippe Dajon; Eric Dodelin; Alain Hédal; Frank Peroul; Olivier Perrin; J.-Christophe Lussiana; Michel Ange; Richard Auray; Gwendal Moy; Max Calot; Frédéric Nevalde; Bernard Tiran; Patrick Serve; François Chervier; Isabelle Hamon; J.-François Thiery; Olivier Devienne; Alain Bolesinger; François Lecomte; Laurent Joly; Philippe Petit; Ronan Coquin; Olivier Laspard; Frédéric Giquet; J.-François Jehanno; Marc Donikian; Daniel Julien; Bernard Andoin; Laurent Barrallier; Christian Valette; Gérard More; Philippe Lacroix; Alain Neme; Olivier Dutoir; Stéphane Sanguet; Fabrice Bouret; Walid Masmon; Laurent Grise; Pascal Corneille; Christian Charollais; J.-Luc Logot; Christian Charollais; Jérôme Grise; Christian Baze; Gilles Carade; Eric Orandi; Philippe Orrelli; Olivier Flammard; Christophe Bard (100); Jean-Louis Galland; François Givest; Jean-Louis Lem; Franck Lavallat; Jean-Luc Miviel; Eric Phaxel; Jean-François Lataste; Michel Lantime; El-Mahy Ab. Ahmed; Ould Mohamed; Stéphane Lucas; Patrick Balestra; Christian Vandermersch; David Berthomier; Eric Gomarini; Hugues Lardy; Frédéric Mermaz; Jean-Jacques Nobili; François Carissimo; Frédéric Guimbal; David Allard; Jean-Marc Imbert; Hervé Mathieu; Thierry Dargent; Jean-Yves Dubarry; Christophe Le Coz; Frédéric Rivet; Philippe Henman; Dominique Veyron; Pierre-Yves Colin; Nicolas Stylios; Pierre Ponce; Jean-Jacques Orsini; Eric Boite; Hervé Christof; Jean-Pierre Bont; Emmanuel Girard; Paul Aris; Frédéric Beillard; Christophe Le Borne; Johann Michel; Laurent Berthomier; Arnaud Huguier; Laurent Hugues; François Raguin; Philippe Buss; Frédéric Flouvier; Alain Vanuili; Jean-Christophe Pélissier; Jean-Philippe Faveil; Éric Lajoué (150); Frédéric Camboulières; Alain Besson; Frédéric Simon; Denis Lebel; Olivier

Schwendiman; Jean-Philippe Joannin; Pascal Hiriart; Jean-Pierre Amone; Bruno Blois; Patrick Diers; Francis Travostino; Pascal Gaudry; Olivier Parier; Olivier Enry; Olivier Jallot; Bernard Yannon; André Galtier; Eric Aitanti; Bernard Pénard; Didier Carlier; Thierry Loujaret; Philippe Carrio; Yves Le May; Alain Seyoux; Philippe Lecomte; Gerald Monseret; Angel Orsano; Eric Schellien; Jean-Yves Lécia; Jean-François Wenzell; Denis Arzelier; Bertrand Dubert; Michel Kostic; Patrick Singer; Serge Pous; Richard Chevet; Rémi Toussaint; Marc Stolz; Claude Gouillier; François Fréquet; Eric Pichot-Duclos; Pascal Rivet; Albert Guillot; Pierre Alouga; Gilles Brule; Lionel Goldmann; Frédéric Ruel; Jean-Louis Berlier; Pascal Barrie; Marc Billant (200); B. Henri Dufour; Olivier Bresson; Frank Lebassy; Eric Bernard Morel; Philippe Parant; Bertrand Thew; Gilles Couty; Isabelle Demisse; Marc Gaudin; Frédéric Demichel; Corinne Fontaine; Gérard Porcher; Olivier Athias; Bruno Le Brière; Eric Demagnis; Patrice Houda; Stéphane Vassiliev; Dominique Maitre; Arnaud Vassier; Laurent Cocco; Jean-Philippe Delval; Christophe Coette; Luc Barthelmy; Patrick Durand; François Kiefer; Emmanuel Saint-Supéry; Rafael Garcia Ruiz; Jean-Christophe Lest; Laurent Marin; Jean-Marc Vidal; Vincent Grange; François Lahaye; Pascal Perez; Thierry Lefèvre; Guy-Pierre Zamozycki; Eric Boitard; Jean-Charles Cadin; Xavier Lacaze; Michel Aprezza; Yvan Collin; Jean-François Bediot; Vincent Pedetres; Hervé Corrier; Vincent Bettiger; Robert Chazotte; Laurent Tard; Hervé Brundier; Pascal Fyllion; François Rapene; Marc Nouail (250); Grégoire Gayet; Marc Ayl; Eric Lepicq; Jean-Marc Raymond; Jean-Christophe Jarys; Olivier Lebré; Olivier Chabolle; Pierre Bieher; François Boughe; Bertrand Vidal; Pierre-Emile Petitfou; Pierre Taillandier; Christophe Tardieu; Philippe Thery; Chantal Keller; Frédéric Vuillard; Sylvain Gilbert; Jean-Claude Deparis; Pascal Denis; Hervé Demisse; Didier Serodun; Pascaline Thery; Jean-Charles Belmou; Lionel Duchamp; Gilles Grognier; Laurent Thery; Thierry Rogier; Carraux; Michel Crumelle; Marc Durand; Jean-François Soubert; Bruno Depierre; Alain Periers; Gilles Guyard; André Didier; Didier Lebon; Richard Vinoche; Fabrice Ambrosini; Clément Guenez; Frédéric Ricci; Pascal Royer; Frédéric Frégnier; Jean-Philippe Baze; Bonuss; Philippe Dyon; François Baert; Alain Jégat; Frédéric Ciron; Didier Piantary (300); Patrick Pavier; Frédéric Pidanier; André Clotilde; Christophe François; Daniel Marillet; Alain Rouillon; Pascal Perriquet; Serge Sanchis; Thierry Meine; J.-Marc Gnanou; Bruno Porcherot; Hoy Tung; J.-L. Philippe; Eric Lacombe; Yves Sallot; J.-Pierre Lerat; Jacques Bidault; Philippe Guil-

bert; Laurent Corf; Jack Durandmet; Emmanuel Lucas; Philippe Guilbert; J.-François Coll; Enghe Erme; Bertrand Mestier; Jacques Rouss; J.-Marc Vagis; Christophe Rochely; Olivier Schmid; Olivier Terno; Alexandre Martineau; Thierry Tronier; Damien Jacquet; Eric Signon; Shadedine Frikha; Eric Masson; Erik Pami; Frédéric Vaurin; Patrick Lashale; Pascal Seylan; Thierry Guigou; Fabrice Dulme; Bruno Meric; Denis Reboul; François Gobby; Stéphane Guillard; Jacques Leveque; Antoine Nasd; Jean-Lou Billard; Eric Boissemard (350); François Carier; Frank Denoux; Nathalie Sello; Philip Dider; Bruno Paris; Marc Jarige; Pascal Joubert des Oudies; Olivier Terrie; Frédéric Piquequel; Thierry Dufour; Thierry Lahupe; Eric Malavasi; Jean-Louis Verbruge; Laurent Baudier; Francisco Fernandez; Alain Olivier; Pascal Picard; Laurent Lafont; Jérôme Laval; Patrick Lantier; J.-Michel Gauthier; J.-Christophe Tronin; Sylvain Bureau; François Maitre; Laurent Penou; Frédéric Berlinguer; Christian Flemin; Thierry Lagarde; Wilfrid Tauter; Xavier Meyer; A.-Marie Mouton; Olivier Rottelle; J.-Michel Gauthier; Patrick Gergard; Benoît Ervand; Ty Leang; Serge Martinez; Almona; Luc Sevely; Thierry Bergeron; Hervé Lambin; François Michélet; Philippe Dautin; Daniel Freyder; P.-J.-Eric Royer; Y.-Marie Yout; Patrick Annet; Alain Pichot; Sylvain Pajolle; Frédéric Vandenberghe; Denis Chagne; Frédéric Bozi (400); Jean-Michel Goutier; Stéphane Robin; Patrick Schmidt; Mathias Belle; Fabrice Pire; Jérôme Coste; J.-Yves Cousin; Denis Establier; Christophe Vernet; Jean-Luc Bonna; J.-Marie Cochard; Hervé Ollé; Pierre Blane; Pierre De Grandis; Luc Berdoux; Laurent Talon; Dominique Tangy; Christophe Carré; Patrick Giquet; Alain Macrin; Hervé Vire; Eric Chauvin; Philippe Pawlaczky; Loté Penel; Vincent Cavalier; Thierry Gatinne; René Hermann; André Meyer; Denis Durand; Jean-François Soubert; Bruno Depierre; Alain Periers; Gilles Guyard; André Didier; Didier Lebon; Richard Vinoche; Fabrice Ambrosini; Clément Guenez; Frédéric Ricci; Pascal Royer; Frédéric Frégnier; Jean-Philippe Baze; Bonuss; Philippe Dyon; François Baert; Alain Jégat; Frédéric Ciron; Didier Piantary (300); Patrick Pavier; Frédéric Pidanier; André Clotilde; Christophe François; Daniel Marillet; Alain Rouillon; Pascal Perriquet; Serge Sanchis; Thierry Meine; J.-Marc Gnanou; Bruno Porcherot; Hoy Tung; J.-L. Philippe; Eric Lacombe; Yves Sallot; J.-Pierre Lerat; Jacques Bidault; Philippe Guil-

bert; Laurent Corf; Jack Durandmet; Emmanuel Lucas; Philippe Guilbert; J.-François Coll; Enghe Erme; Bertrand Mestier; Jacques Rouss; J.-Marc Vagis; Christophe Rochely; Olivier Schmid; Olivier Terno; Alexandre Martineau; Thierry Tronier; Damien Jacquet; Eric Signon; Shadedine Frikha; Eric Masson; Erik Pami; Frédéric Vaurin; Patrick Lashale; Pascal Seylan; Thierry Guigou; Fabrice Dulme; Bruno Meric; Denis Reboul; François Gobby; Stéphane Guillard; Jacques Leveque; Antoine Nasd; Jean-Lou Billard; Eric Boissemard (350); François Carier; Frank Denoux; Nathalie Sello; Philip Dider; Bruno Paris; Marc Jarige; Pascal Joubert des Oudies; Olivier Terrie; Frédéric Piquequel; Thierry Dufour; Thierry Lahupe; Eric Malavasi; Jean-Louis Verbruge; Laurent Baudier; Francisco Fernandez; Alain Olivier; Pascal Picard; Laurent Lafont; Jérôme Laval; Patrick Lantier; J.-Michel Gauthier; J.-Christophe Tronin; Sylvain Bureau; François Maitre; Laurent Penou; Frédéric Berlinguer; Christian Flemin; Thierry Lagarde; Wilfrid Tauter; Xavier Meyer; A.-Marie Mouton; Olivier Rottelle; J.-Michel Gauthier; Patrick Gergard; Benoît Ervand; Ty Leang; Serge Martinez; Almona; Luc Sevely; Thierry Bergeron; Hervé Lambin; François Michélet; Philippe Dautin; Daniel Freyder; P.-J.-Eric Royer; Y.-Marie Yout; Patrick Annet; Alain Pichot; Sylvain Pajolle; Frédéric Vandenberghe; Denis Chagne; Frédéric Bozi (400); Jean-Michel Goutier; Stéphane Robin; Patrick Schmidt; Mathias Belle; Fabrice Pire; Jérôme Coste; J.-Yves Cousin; Denis Establier; Christophe Vernet; Jean-Luc Bonna; J.-Marie Cochard; Hervé Ollé; Pierre Blane; Pierre De Grandis; Luc Berdoux; Laurent Talon; Dominique Tangy; Christophe Carré; Patrick Giquet; Alain Macrin; Hervé Vire; Eric Chauvin; Philippe Pawlaczky; Loté Penel; Vincent Cavalier; Thierry Gatinne; René Hermann; André Meyer; Denis Durand; Jean-François Soubert; Bruno Depierre; Alain Periers; Gilles Guyard; André Didier; Didier Lebon; Richard Vinoche; Fabrice Ambrosini; Clément Guenez; Frédéric Ricci; Pascal Royer; Frédéric Frégnier; Jean-Philippe Baze; Bonuss; Philippe Dyon; François Baert; Alain Jégat; Frédéric Ciron; Didier Piantary (300); Patrick Pavier; Frédéric Pidanier; André Clotilde; Christophe François; Daniel Marillet; Alain Rouillon; Pascal Perriquet; Serge Sanchis; Thierry Meine; J.-Marc Gnanou; Bruno Porcherot; Hoy Tung; J.-L. Philippe; Eric Lacombe; Yves Sallot; J.-Pierre Lerat; Jacques Bidault; Philippe Guil-

bert; Laurent Corf; Jack Durandmet; Emmanuel Lucas; Philippe Guilbert; J.-François Coll; Enghe Erme; Bertrand Mestier; Jacques Rouss; J.-Marc Vagis; Christophe Rochely; Olivier Schmid; Olivier Terno; Alexandre Martineau; Thierry Tronier; Damien Jacquet; Eric Signon; Shadedine Frikha; Eric Masson; Erik Pami; Frédéric Vaurin; Patrick Lashale; Pascal Seylan; Thierry Guigou; Fabrice Dulme; Bruno Meric; Denis Reboul; François Gobby; Stéphane Guillard; Jacques Leveque; Antoine Nasd; Jean-Lou Billard; Eric Boissemard (350); François Carier; Frank Denoux; Nathalie Sello; Philip Dider; Bruno Paris; Marc Jarige; Pascal Joubert des Oudies; Olivier Terrie; Frédéric Piquequel; Thierry Dufour; Thierry Lahupe; Eric Malavasi; Jean-Louis Verbruge; Laurent Baudier; Francisco Fernandez; Alain Olivier; Pascal Picard; Laurent Lafont; Jérôme Laval; Patrick Lantier; J.-Michel Gauthier; J.-Christophe Tronin; Sylvain Bureau; François Maitre; Laurent Penou; Frédéric Berlinguer; Christian Flemin; Thierry Lagarde; Wilfrid Tauter; Xavier Meyer; A.-Marie Mouton; Olivier Rottelle; J.-Michel Gauthier; Patrick Gergard; Benoît Ervand; Ty Leang; Serge Martinez; Almona; Luc Sevely; Thierry Bergeron; Hervé Lambin; François Michélet; Philippe Dautin; Daniel Freyder; P.-J.-Eric Royer; Y.-Marie Yout; Patrick Annet; Alain Pichot; Sylvain Pajolle; Frédéric Vandenberghe; Denis Chagne; Frédéric Bozi (400); Jean-Michel Goutier; Stéphane Robin; Patrick Schmidt; Mathias Belle; Fabrice Pire; Jérôme Coste; J.-Yves Cousin; Denis Establier; Christophe Vernet; Jean-Luc Bonna; J.-Marie Cochard; Hervé Ollé; Pierre Blane; Pierre De Grandis; Luc Berdoux; Laurent Talon; Dominique Tangy; Christophe Carré; Patrick Giquet; Alain Macrin; Hervé Vire; Eric Chauvin; Philippe Pawlaczky; Loté Penel; Vincent Cavalier; Thierry Gatinne; René Hermann; André Meyer; Denis Durand; Jean-François Soubert; Bruno Depierre; Alain Periers; Gilles Guyard; André Didier; Didier Lebon; Richard Vinoche; Fabrice Ambrosini; Clément Guenez; Frédéric Ricci; Pascal Royer; Frédéric Frégnier; Jean-Philippe Baze; Bonuss; Philippe Dyon; François Baert; Alain Jégat; Frédéric Ciron; Didier Piantary (300); Patrick Pavier; Frédéric Pidanier; André Clotilde; Christophe François; Daniel Marillet; Alain Rouillon; Pascal Perriquet; Serge Sanchis; Thierry Meine; J.-Marc Gnanou; Bruno Porcherot; Hoy Tung; J.-L. Philippe; Eric Lacombe; Yves Sallot; J.-Pierre Lerat; Jacques Bidault; Philippe Guil-

bert; Laurent Corf; Jack Durandmet; Emmanuel Lucas; Philippe Guilbert; J.-François Coll; Enghe Erme; Bertrand Mestier; Jacques Rouss; J.-Marc Vagis; Christophe Rochely; Olivier Schmid; Olivier Terno; Alexandre Martineau; Thierry Tronier; Damien Jacquet; Eric Signon; Shadedine Frikha; Eric Masson; Erik Pami; Frédéric Vaurin; Patrick Lashale; Pascal Seylan; Thierry Guigou; Fabrice Dulme; Bruno Meric; Denis Reboul; François Gobby; Stéphane Guillard; Jacques Leveque; Antoine Nasd; Jean-Lou Billard; Eric Boissemard (350); François Carier; Frank Denoux; Nathalie Sello; Philip Dider; Bruno Paris; Marc Jarige; Pascal Joubert des Oudies; Olivier Terrie; Frédéric Piquequel; Thierry Dufour; Thierry Lahupe; Eric Malavasi; Jean-Louis Verbruge; Laurent Baudier; Francisco Fernandez; Alain Olivier; Pascal Picard; Laurent Lafont; Jérôme Laval; Patrick Lantier; J.-Michel Gauthier; J.-Christophe Tronin; Sylvain Bureau; François Maitre; Laurent Penou; Frédéric Berlinguer; Christian Flemin; Thierry Lagarde; Wilfrid Tauter; Xavier Meyer; A.-Marie Mouton; Olivier Rottelle; J.-Michel Gauthier; Patrick Gergard; Benoît Ervand; Ty Leang; Serge Martinez; Almona; Luc Sevely; Thierry Bergeron; Hervé Lambin; François Michélet; Philippe Dautin; Daniel Freyder; P.-J.-Eric Royer; Y.-Marie Yout; Patrick Annet; Alain Pichot; Sylvain Pajolle; Frédéric Vandenberghe; Denis Chagne; Frédéric Bozi (400); Jean-Michel Goutier; Stéphane Robin; Patrick Schmidt; Mathias Belle; Fabrice Pire; Jérôme Coste; J.-Yves Cousin; Denis Establier; Christophe Vernet; Jean-Luc Bonna; J.-Marie Cochard; Hervé Ollé; Pierre Blane; Pierre De Grandis; Luc Berdoux; Laurent Talon; Dominique Tangy; Christophe Carré; Patrick Giquet; Alain Macrin; Hervé Vire; Eric Chauvin; Philippe Pawlaczky; Loté Penel; Vincent Cavalier; Thierry Gatinne; René Hermann; André Meyer; Denis Durand; Jean-François Soubert; Bruno Depierre; Alain Periers; Gilles Guyard; André Didier; Didier Lebon; Richard Vinoche; Fabrice Ambrosini; Clément Guenez; Frédéric Ricci; Pascal Royer; Frédéric Frégnier; Jean-Philippe Baze; Bonuss; Philippe Dyon; François Baert; Alain Jégat; Frédéric Ciron; Didier Piantary (300); Patrick Pavier; Frédéric Pidanier; André Clotilde; Christophe François; Daniel Marillet; Alain Rouillon; Pascal Perriquet; Serge Sanchis; Thierry Meine; J.-Marc Gnanou; Bruno Porcherot; Hoy Tung; J.-L. Philippe; Eric Lacombe; Yves Sallot; J.-Pierre Lerat; Jacques Bidault; Philippe Guil-

REPÈRES
le rep s accièrè a r
850 F

agriculture : encore une
récolte

baïsse de la consom
française

baïsse en Espagne
fois depuis 197

INTERBANCAIRE DES
TAUX DES EUROMONNAI

APPEL D'OFFRES

CARNET

Naissances
- M. Philippe IRRMANN et M.
né Laure Magron,
sont heureux de faire part de la nais-
sance de
Alexandre,
à Paris, le 29 juillet 1985.
- Kouji annonce la naissance de son
petit frère
Tomoji,
le 29 juillet 1985.
Takashi et Marie OSÉ.
Décès
- José Benarroch,
Nadine et Alzu Goodhan,
ses enfants,
ses frères et sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques BENARROCH,
survécu le 22 juillet 1985.
Les obèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.
12, rue Joli,
Rabat.
- On nous prie d'annoncer le décès de
Pierre de CARDAILLAC,
à l'âge de vingt-cinq ans.
- Saint-Martin-le-Vieux.
M. François Crommelynck,
Anne, Cécile et Claire,
ses filles,
ont la douleur de faire part du décès de
leur épouse et mère,
Anne-Marie CROMMELYNCK,
psychiatre.
Notre épouse, bénéficiaire d'une
réduction sur les impôts de "Carnet
du Monde", est prête de rejoindre à
leur cercueil de terre ses chers
hommes pour justifier de cette qualité.

- La Mobil Oil française
a le regret de faire part du décès, dans
sa quatre-vingt-septième année, de son
président d'honneur
Georges DROUIN,
engagé volontaire 1914-1918,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
pilote pionnier, ancien administrateur et, en
1957, il est appelé à prendre la présidence de la
Mobil Oil française. Annonçant la fin de l'ère
en 1958, Georges Drouin donna au début de sa
société, dans le cas d'un nouveau président
d'honneur, il appartenait à l'association des
Vieux Lions, qui réunit les pionniers de l'indus-
trie.
L'inhumation a eu lieu au cimetière
du Père-Lachaise le 30 juillet 1985.
[M. le 20 mai 1985 à Paris, Georges Drouin a
été élu président de la Mobil Oil France, il y a
eu, après 1943, comme directeur général, puis
comme administrateur et, en 1957, il est appelé à
prendre la présidence de la Mobil Oil française. Annonçant la fin de l'ère
en 1958, Georges Drouin donna au début de sa
société, dans le cas d'un nouveau président
d'honneur, il appartenait à l'association des
Vieux Lions, qui réunit les pionniers de l'indus-
trie.]
- M. et M^{me} Pascal Dupuy,
M. et M^{me} Daniel Dupuy,
M. et M^{me} Jean-Marc Dupuy,
M. et M^{me} Bertrand Dupuy,
Ainsi que leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Raymond DUPUY,
ingénieur en chef du génie rural,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
de l'Ordre national du Mérite,
officier du Mérite agricole,
officier de l'Ordre du Commerce Algérien,
leur père et grand-père.
survécu le 18 juillet 1985.
Les obèques ont été célébrées le
20 juillet, à Bezares-de-Vienne (Van-
cluse).
Ces obèques ont été faites par le
"L'Œuvre", 30140 Anduze.
- Le président et les membres du
conseil d'administration de la Société
française du tunnel de Mont-Bianc ont
le grand regret de faire part du décès,
survécu le 30 juillet 1985, de leur vice-
président.
M. Georges GALLIENNE,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
maire honoraire de Chamboury.

Services religieux
- A la mémoire de
Victor GRANDPIERRE,
décédé le 1^{er} août 1984,
un service religieux et une messe
seront célébrés le jeudi 1^{er} août 1985,
à 19 h 30, en l'église orthodoxe roumaine,
9 bis, rue Jean-de-Beaurvais, Paris-5.
Communications diverses
- Georges Allain, de l'île de Ré,
signe son livre "Des tables de la Loi à
l'Évangile, pour vivre ensemble au-
rement, le mercredi 7 août à 11 heures.
Pensée universelle, 4, rue Charlemagne,
Paris-4.
STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux:
41, Passage des Panoramas
75002 PARIS
TEL: 236.94.48 - 508.86.45
**LES HOMMES
DE LA LOIRE**
H. Dussourd-R. et G. Desjeux
De la source à l'embranchement,
une histoire riche et passionnante
24 x 28 cm - 204 p. - 280 F. - 220 F.
Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

LÉGION D'HONNEUR

Nous terminons aujourd'hui
la publication de la promotion
dans l'Ordre de la Légion d'hon-
neur au titre de ministre de la
défense (le Monde daté du
30 juillet).

**MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE**
Sont nommés chevaliers :
MM. René Ruggieri, Philippe Sall-
lard, André Sazoumet, Claude Saze,
Maurice Sazoumet, Norbert Schmitt,
Abel Sillier, Jean-Pierre Sillier,
Gérard Soudier, François Thibaut,
André Thibault, Michel Tonon,
Paul Vallin, Daniel Vanlaer, Cyprien
Vergé, Bernard Vigot, Paul Caylon,
Pierrot Diden, Jean Diner, M^{me} Michelle
Jousselin épouse Lamy, M^{me} Daniel
Michelin, René Roguet, Claude Tiso,
Félicien Baudouin, Gilbert Colombani,
Lucien Goutard, Jean-Louis Béchir,
M^{me} Louise Coppola, M^{me} Bertrand
Cressier, Jean-Marie Faivre, Daniel
Jouan, Jacques Janschick, Yves Martin,
Jean-Pierre Raguin, André Suty, Louis-
Claude Thole, Louis de Vaugrand.
MM. Michel Virgilt, Paul You, Ali
Belgherbi, Georges Bournes, Maurice
Curtat, Jacques Duvier, Georges
Faure, Michel Gilles, Martin Herrier,
Serge Maillard, Vaseo Michalevski,
René Perteau, Yvon Pinar, Marcel
Richard, Louis Simonin, René Tondela,
Bernard Verpillot, Alex Hammerer,
René Kiefer, Maurice Thierard, Fran-
çois Thierard, Adolphe de Balzamo,
Jean-Pierre Balzer, Henri Barin, Jean-
Loup Bariller, Philippe de Bézallière,
Jean-Pierre Benoit, Alain Besson,
Joli Besson, Joseph Bodard.
MM. Jacques Branellec, Hervé
Caron, Guy de Chaulon, Henri Chris-
tiane, Jean Crochard, Gilles Com-
bier, René Coulland, Jean-Luc Cury,
Jean Delaunay, André Doria, Bertrand
Degrès de Lo, Michel Desjeux, Jean-
Claude Drach, Jean-Luc Duval, Francis
Faye, Henri Fourreau, Paul Gavarry,
Jean Guyraud, Gérard Guezennec,
Maurice Girard, Paul Habert, Christian
Huet, Yves Jan, Jacques Jeanjean,
François Lafargue, Jean-Pierre Laro-
ché, André Le Berre, Jean-Yves
Le Dantec, François de Launay Saint

Michel, François de Maintenant, Phi-
lippe Maillard, Patrick Marchal, Jac-
ques Méheut, Olivier Menolle d'Hau-
thuille, Jean Moulin, Claude Muset,
Yves Niquet-Radigue, Aymar Peyot
de Morecourt, Dominique Flanchon,
Robert Rosigol.
MM. Robert Roudaut, Christian
Rouyer, Philippe Roy, Jean-François
Tardieu, François Triboulet, Jean
Viriot, Yves Briobon, André Durbin,
Pierre Reigner, Alain Roques, Pierre
Martin, André Revellu, André Gensel,
Jean Goussier, Jean-Pierre Goussier,
Kerzia, Louis Bergot, Hervé Kerzia-
guen, André Lamouroux, Marcel Le-
guez, Jean Masson, Joseph Massé-
Bertrand, Paul Maisin, Gérard
Comte, André Dou, Amédée Mo-
fort, Michel Séguin, André Yvon.
MM. Pierre Amarger, Marc Ambert,
Guy-François Auguyard, André de Ba-
sier de Villars de Baz d'Arr, Jacques
Boite, Pierre Bouffé, Jacques Brunet,
Daniel Carron, Bernard Chervier,
Bernard Chopin, Serge Cocant, Robert
Crenz, Jean-Claude Croquevelin,
Georges Cyprien, Pierre Daubas, Ber-
nard Delcamp, Guy Dumont, André
Du Poutre, Michel Dubu, Jean-
Pierre Fartel, François Félix, Jean Pe-
trot, Serge Gasse, René Girard, Pierre
Hautot, Serge Jacquet, Pierre Jahn,
Patrick Joleuxperger, Bernard Kozala,
Roger Lambert, Pierre Lanrière, Yves
Lebrun, Raymond Le Lann, Michel
Lecoy.
MM. Pierre Macé, Xavier Madigon,
Tang-Quang Nguyen, Jean Nicolas,
Norbert Olivé, Alain Pagnon, René
Porret, Gilles Richard, Raymond
Piquet, Guy Raynal, Michel Rassiné,
Michel Roussin, Louis Robert, Je-
ques Sivet, Paul Tricard de la Goutte,
Prudence Vité, Roger Alavoine, Roger
Baud, Henri Belles, Firmin Chassé,
Germain Clemenceau, André David,
Maurice Dupier, Pierre Fripoll, Jean
Gibon, René Goussier, Jean Grappe,
Bernard Guillot, Jean-Claude Hostellier,
Claude Jamin, Pierre Jousien, Jean
Labrousse, Marc-André de Longueville,
Maurice Mahe, François Moreau, Henri
Moreau, Henri Massé.
MM. Robert Perrat, Pierre Perrin,
Jean-Paul Pico, Jean-Louis Ponce,
Daniel Rebours, Robert Sérés, Roger
Téze, Claude Tréze, Guy Allanc.

Raymond Barlier, Michel Barran,
André Bousquet, Jacques Brunet, Jean
Charpentier, Philippe Chaux, Serge
Cocagne, Guy Cowen, Léon Danton,
Maurice Dugodnon, Robert Ecale, Jean
Gelin, Claude Jourdan, François L'Hel-
legouarch, André Martin, Raymond
Marin, Jean Molinier, Roland Mol-
nier, Robert Molin, Georges Moreau,
Léon Sarlin, Antoine Sarazin, Jean
Scriban, Roger Solari, Philippe Tra-
mond, Maurice Vanhamme, Michel
Cazanave, Pierre Lambert, Joseph
Le Gall, Henri Louze.
MM. Albert Fazez, Jean Houdet,
Michel Thullier, Gérard Baquillon,
Jean Baudin, Philippe Berger, Marie-
Claude Berrand, Jean-François Binon,
Henri Bistrand, Pierre Bobin, Paul Bo-
redon, Pierre Boyer, Jean-Claude Bu-
faut, Claude Catjar, Jean Caron, Pierre
Courcoux, Alain Didier, Philippe
Ferre, Georges Fournier, Joseph Giau-
nuzzi, Pierre Grandjean, Jean Halpert,
René Lagarde, Marcel Le Mait, Pierre
Lamaire, Jean-Louis Lemaire, Pierre
Lévy, Claude Molinier, Jean-Paul
Moreau, Gilles Pécourt, Francis Per-
guy, Guy Rochet, Jean Roux, Guy Sautou,
Djalil Ziane.
MM. Jean Cox, André Dugué, René
Gassan, Jean Berrier, Claude Mi-
haud, Joseph Cératola, Jacques
Dumargis, Pierre Girardin, Alain Liza,
Gérard Lucas, Michel Madrolle, Ray-
mond Roussel, Claude Strube, Jacky
Thomas, M^{me} Michelle Broussier,
MM. Jean Albano, Pierre Orlet, Roger
Goudin, René Landrin, Michel Alix,
Dominique Beaumont, Michel Béné-
dict, Jacques de Bernard, Jean-Paul Chab-
bert, Jean Couture, André Debrasson,
Pierre Dumas.
MM. Yves Dupont de Dinechin,
Jean-Luc Girardin, François Golin,
Jean de Laborde de Laborde,
Alexandre Laget, Jean Leyprie, Jean-
Claude Pélissier, Philippe Rémon, Mi-
chael Retat, Adrien Savoye, Michel
Tariel, Jean-Claude Vial, Daniel Boin,
Jean-Claude Card, Modeste Florin, Fer-
nand Guillou, Pierre Pailhon, François
Salaün, Fabien Serres, Joseph Vincay,
Jean-Marie Guégan, Michel Jestin,
Pierre Lorha.

مكتبة الأمل

051-7111

économie

REPÈRES

Dollar : le repli s'accélère à moins de 8,50 F

Stabilisé pendant deux jours un peu au-dessus de 8,60 F et de 2,83 DM, le dollar s'est, à nouveau, orienté à la baisse mercredi 31 juillet, réchissant à 2,79 DM et 8,49 F, est le plus bas pratiqué depuis le 21 juin 1984 : le dollar revient donc plus de quinze mois en arrière, après avoir culminé à 10,61 F le 26 février, soit une baisse de 20 % (at de 12 % sur le cours de 9,63 F enregistré à la fin de 1984). Le cours de 2,82 DM pour un dollar, considéré comme un seuil de résistance, a été franchi, ce qui laisse présager la poursuite de la baisse du « billet vert », avec, comme prochain palier, 2,77 DM puis, le cas échéant, 2,72 DM, soit 8,30 F environ. En fait, beaucoup d'opérateurs mettent en doute les prévisions de la Maison Blanche portant sur une progression de 3 %, en termes réels, de l'économie américaine en 1985, après une avance de 1 % seulement au premier semestre. Il faudrait une expansion de 5 % au second semestre pour y parvenir, et beaucoup d'experts n'y croient plus. D'où les ventes de dollars au profit du mark, de la livre sterling et du yen.

Agriculture : encore une bonne récolte

Sans atteindre le niveau exceptionnel de l'année dernière (32,6 millions de tonnes), la récolte française de blé devrait dépasser largement en 1985 celle des meilleures années précédentes. L'office des céréales estime qu'elle atteindra 28,4 millions de tonnes. La production d'orge serait de 11 millions de tonnes (contre 11,7). Celle des grains oléagineux serait meilleure : 2,4 millions de tonnes (contre 2,2). Du fait de la progression constante des superficies consacrées au tournesol (586 904 hectares contre 480 904), alors que la production de colza serait inférieure au record de 1984, 1,3 million de tonnes. Progression attendue aussi selon l'interprétation, des progrès agricoles et févricoles avec 950 000 tonnes (contre 790 000 en 1984). Ces productions n'ont commencé à prendre de l'ampleur qu'à partir de 1978 (159 000 tonnes) dans le cadre d'un plan « prévisions » pour la diminution des importations de céréales. D'autre part, les marchés restent déprimés, voire inexistant : le blé est coté autour de 118 F la quintal à Rouen alors que le prix d'intervention est de 125 F. Le prix du maïs est tombé à 150 F en février 1985 fin juillet, du fait d'une vague d'importation de maïs des États-Unis en Europe, selon l'Association des producteurs.

Energie : baisse de la consommation française

La consommation d'énergie en France a diminué de 0,9 % au premier semestre par rapport à l'an passé, selon l'observatoire de l'énergie. Cette baisse est due, pour l'essentiel, à la chute des consommations de charbon (- 13,1 %) et de produits pétroliers (- 7,3 %), seule la demande d'électricité continuant de progresser rapidement (plus 5 %). Elle a permis de limiter la hausse de la facture énergétique (99,5 milliards de francs au premier semestre) à 2,5 % par rapport à l'an passé, en dépit d'une augmentation du prix moyen d'achat de la tonne de pétrole importé de 9,9 %.

Prix : baisse en Espagne pour la première fois depuis 1971

L'indice espagnol des prix à la consommation a baissé de 0,2 % en juin, selon des chiffres publiés le 30 juillet par l'Institut national des statistiques. C'est la première fois depuis 1971 qu'un tel résultat est enregistré, et la baisse du coût de la vie depuis le début de l'année s'établit à 4,5 %. Ce sont surtout les prix des produits alimentaires qui ont permis la chute, ayant baissé de 1,2 %. Selon le ministère de l'économie et des finances, l'indice « très favorable » a réduit substantiellement le différentiel d'inflation de l'Espagne par rapport aux autres pays de la CEE, et va faciliter la réussite de l'objectif officiel de 7,9 % d'inflation annuelle. (AFP.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | 1 ^{er} MOIS | 2 ^{es} MOIS | 3 ^{es} MOIS | 6 MOIS | 12 MOIS |
|-----------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------|---------|
| SE-IL | 8,5150 | 8,5200 | + 115 | + 130 | + 220 | + 530 |
| DM | 2,7985 | 2,8027 | + 34 | + 54 | + 55 | + 177 |
| Yen (100) | 3,5989 | 3,6025 | + 102 | + 113 | + 197 | + 624 |
| DM | 3,8454 | 3,8488 | + 126 | + 137 | + 250 | + 781 |
| FRM | 2,7105 | 2,7134 | + 78 | + 86 | + 159 | + 509 |
| FRM (100) | 15,6548 | 15,6716 | + 58 | + 103 | + 175 | + 162 |
| ES | 3,7216 | 3,7262 | + 135 | + 171 | + 253 | + 995 |
| LI (100) | 4,3389 | 4,3440 | + 125 | + 132 | + 252 | + 881 |
| C | 12,1466 | 12,1523 | + 221 | + 164 | + 344 | + 612 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | SE-IL | DM | Yen | FRM | FRM (100) | ES | LI (100) | C |
|-------|-------|-------|---------|-------|-----------|--------|----------|--------|
| 7/8 | 7 7/8 | 7 1/8 | 8 1/16 | 8 1/8 | 8 1/8 | 8 7/16 | 8 9/16 | 8 9/16 |
| 1/2 | 4 1/2 | 4 3/4 | 4 11/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 3/4 | 3 3/4 | 3 5/8 | 3 11/8 | 3 5/8 | 3 5/8 | 3 5/8 | 3 5/8 | 3 5/8 |
| 1 | 3 3/4 | 3 5/8 | 3 11/8 | 3 5/8 | 3 5/8 | 3 5/8 | 3 5/8 | 3 5/8 |
| 1 1/4 | 4 1/4 | 4 3/4 | 4 11/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 1 1/2 | 4 1/2 | 4 3/4 | 4 11/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 1 3/4 | 4 3/4 | 4 5/8 | 4 13/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 2 | 4 3/4 | 4 5/8 | 4 13/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 2 1/4 | 4 3/4 | 4 5/8 | 4 13/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 2 1/2 | 4 3/4 | 4 5/8 | 4 13/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 2 3/4 | 4 3/4 | 4 5/8 | 4 13/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |
| 3 | 4 3/4 | 4 5/8 | 4 13/16 | 4 7/8 | 4 3/4 | 4 7/8 | 4 15/16 | 5 1/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM HABITATION MISTRAL, dont le siège est à Marseille (69), 73 rue de Marseille, immatriculée au registre du commerce de Marseille sous le numéro B 301 865 372, PROPOSE À LA VENTE, un ensemble immobilier situé à Marseille (89), quartier Saint-Ancré, rue Marie-Louise, dénommé « LE MILLÉFIORE », dépendant de la ZAC DE BONNEVEINE.

Cet ensemble immobilier a été réalisé en vertu d'un permis de construire numéro 81/20006 du 15 mai 1981 modifié suivant arrêté du 29 décembre 1982.

Il comprend trois bâtiments représentant une surface hors œuvre nette de 7200 m² répartis en 76 logements (10 types 1, 9 types 2, 33 types 3, 24 types 4 - 76 caves et 80 locaux garages).

Cet ensemble a fait l'objet d'un règlement de copropriété publié le 2 juillet 1982 au 3^e Bureau de la conservation des hypothèques de Marseille.

« LE MILLÉFIORE » a été réceptionné le 24 novembre 1984.

Les prestations sont du niveau « prix conventionnés ».

Le prix de base est de QUARANTE ET UN MILLIONS DE FRANCS (41 000 000 F) TOUTES TAXES COMPRIS.

Les offres devront parvenir sous pli cacheté au siège de la SA HABITATION MISTRAL au plus tard le 27 septembre 1985 à 16 heures, terme de rigueur. Les plis seront ouverts en l'étude de Maître Gilles DUBAND, Hervé SANTELLI, Philippe GIRARD, avoués associés à Marseille (69), 65, avenue Jules-Castille, le 30 septembre 1985 à 10 heures.

En cas de pluralité d'offres, il sera procédé immédiatement à une vente aux enchères entre les deux meilleurs offreurs.

Le paiement du prix à l'échéance devra faire l'objet d'une caution bancaire remise lors de la signature de l'acte authentique de vente ou du procès-verbal d'adjudication.

Le formulaire de réponse à l'offre, le projet d'acte de vente et du cahier des charges de l'adjudication peuvent être retirés au siège de la SA HABITATION MISTRAL.

Le dossier technique (plans, descriptif) peut être consulté au siège de la SA HABITATION MISTRAL ou retiré contre le versement de la somme de MILLE FRANCS (1 000 F) pour frais.

Pour tous renseignements et visites, téléphoner à la SA HABITATION MISTRAL, secrétaire de Monsieur P. FOURNIER, téléphone : 91-94-91-02.

CONSTRUCTION NAVALE

Un armateur norvégien commande un paquebot géant aux chantiers de Saint-Nazaire

Normand qui pleure, Alstom qui rit. Quelques jours après l'annonce par Nord-Méditerranée de 900 suppressions d'emplois supplémentaires à Dunkerque et à La Ciotat (le monde du 17 juillet), les chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (groupe Alstom) viennent d'annoncer la commande par l'armateur norvégien Royal Caribbean Cruise Line (RCCL) d'un paquebot de croisière qui pourra accueillir 2 600 passagers. Représentant un contrat de 150 millions de dollars, ce navire sera le plus gros paquebot de croisière du monde et procurera 4 millions d'heures de travail aux chantiers de Saint-Nazaire auxquels s'ajoutent 3 millions d'heures pour les sous-traitants et fournisseurs. Il devrait être livré en décembre 1987 à son armateur, qui possède déjà quatre paquebots et qui est parmi les premiers du monde dans ce secteur.

Le chantier français l'a emporté après une lutte serrée avec ses concurrents, Kockums en Suède et surtout Wärtsilä en Finlande qui avait

construit les quatre précédents navires de RCCL. C'est la première fois que cet armement (qui est un pool de trois compagnies norvégiennes basées à la fois à Oslo, aux Bermudes et au Liberia) s'adresse à un chantier français, ce qui va donner à Alstom une référence commerciale solide. Réputation qui est déjà bien établie puisque Saint-Nazaire a construit, outre le Normandie et le France, deux navires de croisière, le Niemen-Amsterdam en 1983 et le Nordam en 1984 pour la Holland American Line. Les aides des pouvoirs publics sont restées, dans ce contrat, relativement modestes.

Le nouveau paquebot, qui sera construit sous le nom de code A-29, aura une capacité en cabines plus grande que l'actuel « navire amiral », le Norway, ex-France, qui appartient au groupe Kjøster, norvégien aussi, et qui ne transporte que 2 200 passagers au maximum. Sa construction commencera en mars 1986.

D'ici là, le patron de la branche navale Alstom, M. Alain Grill, tentera de concurrencier d'autres marchés de paquebots actuellement en négociation avec des armateurs norvégiens et un groupe d'investisseurs d'Asie du Sud-Est.

Mais cette commande - qui est un ballon d'oxygène dans un marché mondial de la construction navale bien morose, sauf pour les paquebots, car les chantiers sud-coréens et japonais ne se sont pas encore « attaqués » à ce créneau - ne remet pas en cause les objectifs de réduction de capacité et d'effectifs du plan Languag de mars 1984. Les chantiers Alstom (avec les établissements de Nantes et de Saint-Nazaire) qui employaient 7 283 personnes fin 1983 et 6 947 fin mai dernier, vont arriver à 5 183 à la fin 1986. D'ailleurs dès octobre prochain, le chantier de Saint-Nazaire sera en sous-charge.

F. GR.

Productivité oblige

De notre envoyé spécial

« Nous sommes obligés d'avancer, parce que nous avons l'épée dans les reins », dit Jean-Noël d'Agremon, directeur des chantiers. M. Alain Grill, directeur général de la construction navale chez Alstom, ajoute : « Nous avons bien l'intention d'être le survivant de la construction navale en France, si l'on n'est pas qu'un. Une des ambitions de l'entreprise est de mettre au point une sorte de catalogue d'éléments de navires qui permettrait d'accroître ensuite la construction. Et pour réduire les temps morts, on constituerait des équipes de week-end ».

Cinquante « cercles de progrès » par an

L'important effort de formation consenti par les Chantiers (plus de 4 % de la masse salariale en 1984 et 4,5 % en 1985) est destiné à soutenir cette nouvelle organisation du travail, en renforçant le potentiel technique et en rendant polyvalente une partie des ouvriers. En 1984, sur les 171 000 heures de plan de formation, l'essentiel a été consacré à l'acquisition d'un second métier par 260 ouvriers (il y en aura 400 en 1985), à la préparation de quatorze salariés à la programmation et au perfectionnement des dessinateurs.

Pour la mobilisation, la direction joue sur tous les registres. L'information d'abord. Depuis 1984, elle a institué une réunion hebdomadaire d'information pour les cadres, chargés ensuite d'en diffuser le contenu dans leur service. D'autre part, elle entend utiliser les « conseils d'atelier » créés depuis avril 1984 en application des lois Auroux et réunissant quinze à vingt salariés une heure tous les deux mois : elle souhaite « enrichir » le contenu des réunions, consacrées en principe aux conditions de travail, par une information économique.

Les syndicats, à l'exception de la CGC, sont sceptiques sur l'intérêt porté par les salariés comme sur les

vertus du système : « Les propositions restent lettre morte, sauf quand elles ont pour objet d'accroître la productivité », affirme un délégué FO. L'on a appris à Saint-Nazaire la commande d'un porte-conteneurs pour le Mexique des le lendemain de la décision, mais les syndicalistes n'ont pu jusqu'ici obtenir de données sur la situation financière des Chantiers - administrativement simple division d'Alstom.

La direction paraît campier d'avantage sur les cercles de qualité (rebasés « de progrès »), qu'elle met progressivement en place depuis 1982 en préparant les cadres et la maîtrise. Chacun regroupe cinq à dix salariés volontaires pour réfléchir sur des améliorations techniques. Cinquante cercles dans les ateliers en 1985, autant chaque année ensuite, espère-t-on. Pour motiver davantage ces cercles que pilote une organisation spécifique, on leur a alloué un budget de 1,4 million de francs sur deux ans : 25 000 francs par sujet étudié, assez pour renouveler un outillage, si l'on en trouve l'intérêt économique. Un avantage qui n'est pas mince. Une organisation qui complémente des « groupes de qualité » réunissant des ingénieurs et des techniciens sur des rubriques plus larges.

GUY HERZLICH.

(1) Préparé par un groupe d'entreprises, il comporterait un pont au-dessus des eaux territoriales et un tunnel sous les eaux internationales.

General Dynamics (Etats-Unis) ferme son chantier naval de Quincy. La société américaine General Dynamics Corp., troisième fournisseur du Pentagone, a décidé de fermer son chantier naval de Quincy (Massachusetts) en raison de l'absence de nouvelles commandes de navires. Le chantier, qui emploie 4 200 personnes, n'est plus rentable en raison des conditions très médiocres qui règnent dans la construction navale aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Le chantier sera fermé vers le milieu de l'année prochaine après la livraison du dernier de cinq navires ravitailleurs que la marine américaine lui a commandés. (AFP.)

FAITS ET CHIFFRES

Energie

Shell annonce la fermeture de sa raffinerie de Curaçao. - Les discussions engagées depuis plusieurs mois entre le groupe Shell et le gouvernement du Venezuela, sur l'avenir de la raffinerie de Curaçao, qui constitue la principale activité de cette petite île des Antilles néerlandaises, ont finalement échoué. Après avoir conclu, il y a deux semaines, un accord de principe, les deux parties n'ont pas réussi à s'entendre sur le prix auquel le pétrole lourd vénézuélien doit être livré à la raffinerie. La direction de la Shell a informé les mille neuf cents salariés de la raffinerie qu'elle fermerait ses portes en septembre prochain.

Étranger

SINGAPOUR

Dix syndicats renouent à des augmentations de salaires. - Dix grands syndicats, contrôlés par le gouvernement et représentant quelque cent mille travailleurs, ont décidé de reconstruire volontairement des hausses de salaires accordées par les pouvoirs publics, afin d'aider le secteur où ils travaillent, celui des biens manufacturés, en difficulté actuellement. Lors d'une conférence de presse le 30 juillet, les syndicats ont annoncé que leur décision était

due à la concurrence croissante et à la baisse de la demande pour les biens manufacturés à Singapour.

Social

Publication au Journal officiel des nouveaux taux d'allocation pour les chômeurs en fin de droits. - Le décret autorisant l'augmentation des allocations des chômeurs en fin de droits, dépendant du régime de solidarité, décidé par le conseil des ministres du 5 juin dernier, a été publié au Journal officiel du 30 juillet. A compter du 1^{er} juillet, les 115 000 allocataires qui, sans condi-

tion de durée d'activité, percevaient 43 F par jour, recevront 64,5 F, soit 1 935 F par mois (+ 50 %). Les 35 000 chômeurs, environ, âgés de cinquante-cinq ans à cinquante-sept ans et demi qui peuvent justifier de vingt ans d'activité salariée et 5 000 à 10 000 chômeurs âgés de plus de cinquante-sept ans et demi qui peuvent justifier de dix ans d'activité voient leur allocation doubler et passer à 2 580 F par mois.

La CGT dénonce la « régression sociale et économique ». - Dans un communiqué publié le 30 juillet, le bureau confédéral de la CGT estime que le « sentiment que la coupe est pleine grandit », en ajoutant que les salariés ont « raison de refuser des décisions catastrophiques conduisant à la régression sociale et économique ». Pour la CGT, « les faits eux-mêmes illustrent à quel point toute attitude d'abandon et de recul au nom du moindre mal constitue en fait la politique du pire ». S'appuyant sur les événements de Trith-Saint-Léger, la centrale estime que les travailleurs « opposent la volonté de se battre efficacement contre l'organisation du déclin qui prévaut dans les milieux patronaux et gouvernementaux ».

Transports

Un Airbus pour la deuxième compagnie japonaise. - Toa Domestic Airlines (TDA), deuxième compagnie aérienne japonaise, a annoncé, le 29 juillet, qu'elle achèterait un Airbus A 300 B4 pour ses vols internationaux. TDA possède déjà neuf Airbus A 300 B2 qu'elle exploite sur ses liaisons domestiques.

COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

Appel d'offres international NP 3769

Équipements mécaniques de l'usine de fabrication de rouleaux de convoyeurs à bande

La COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA lance un appel d'offres international en vue d'acquies les équipements mécaniques nécessaires à l'implantation d'une unité de fabrication de rouleaux de convoyeurs à bande.

Seuls, les constructeurs de rouleaux ou des entreprises en association avec des constructeurs pourront participer, les cahiers des charges relatifs au présent appel d'offres seront retirés contre le paiement de la somme de cinquante dinars (50 DT) auprès du :

Service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume de l'Arabie Séoudite - TUNIS.

Les offres sous pli scellé établies en six exemplaires et en langue française doivent être adressées au nom de :

Monsieur le Directeur des achats, 2130 METLAOUI - TUNISIE

avant le 11 septembre 1985.

L'ouverture des plis, non publique, aura lieu le 11 septembre 1985 à 9 heures. Toute offre adressée après cette date ou par télex ne sera pas prise en considération.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Le déficit extérieur menace la croissance

(Suite de la première page.)

Les exportateurs étrangers peuvent abaisser leurs prix à l'exportation en réduisant leur marge de profit qu'ils avaient, au contraire, gonflée au moment de la flambée du cours du billet vert.

La détérioration commerciale a des effets immédiats sur l'activité américaine. Des analystes craignent que la reprise économique amorcée pour le deuxième trimestre de l'année - de 3 à 5 % selon les estimations - n'ait été si l'on ne remédie pas rapidement au déséquilibre des échanges extérieurs. Chaque mois, la demande intérieure américaine soutient l'activité des par-

naires commerciaux sans que la demande étrangère s'alimente en retour la croissance de la production nationale.

Le jour même de la publication des dernières statistiques sur le commerce extérieur, deux informations suscitaient de nouvelles inquiétudes sur la santé économique du pays. La situation dans le secteur de la construction s'est détériorée en juin, tant en ce qui concerne les signatures de contrats pour les entrepreneurs, qui ont baissé de 12 % après trois mois consécutifs de vive progression - qu'en ce qui concerne les ventes de maisons individuelles. Les ventes ont diminué de 0,1 % alors

qu'elles avaient progressé de 5,7 % en données révisées (au lieu des 9,7 % précédemment annoncés) au mois de mai.

Il semble donc que le secteur de la construction ait peu profité de la détente du loyer de l'argent, et qu'il accuse plutôt le contrecoup de la faiblesse du reste de l'industrie américaine.

Dès lors, l'administration Reagan va être tentée d'abaisser encore les taux d'intérêt pour relancer la croissance. Mais elle pourrait, d'autre part, vouloir favoriser les exportations américaines en facilitant une chute du cours du dollar. Or une chute trop brutale du cours du billet vert crée le risque de ramener l'inflation et de décourager l'afflux de capitaux étrangers dont le pays a besoin pour financer le déficit budgétaire. Pour contrer cette évolution, le gouvernement devrait alors élever les taux d'intérêt, ce qui contredirait sa volonté de soutenir l'activité intérieure.

Au cœur du problème se trouve donc la réduction du déficit budgétaire, sur laquelle le Congrès se montre incapable de s'accorder. Le 30 juillet, les démocrates de la Chambre des représentants ont repoussé jusqu'à septembre le vote sur le budget de la défense, se déclarant « déçus » par les concessions acceptées par le Sénat. Il risque donc de ne pas y avoir de budget avant le retour des vacances d'été, alors que l'année financière commence le 1^{er} octobre.

DOMINIK BAROUCH

Le projet de taxation des importations de pétrole resurgit

La baisse attendue des prix mondiaux du pétrole fait resurgir aux États-Unis les projets de taxation des importations de pétrole. Plusieurs sénateurs républicains de premier plan viennent de proposer, dans une résolution liée au débat sur le budget, d'imposer une taxe de 5 dollars par baril sur les importations de pétrole brut et de 10 dollars par baril sur les importations de produits raffinés.

Cette taxe aurait un double effet : d'une part, elle permettrait de réduire le déficit budgétaire, pouvant rapporter, en année pleine, plus de 10 milliards de dollars. D'autre part, elle protégerait les producteurs de pétrole brut américains, dont les coûts - notamment en Alaska - sont parmi les plus élevés du monde, ainsi que les raffineries, qui redoutent la concurrence de nouvelles installations créées dans le Golfe.

Les États-Unis importent environ un quart de leurs besoins en pétrole brut et en produits raffinés, soit, au cours du premier trimestre de l'année, 4,16 millions de barils par jour (dont 2,4 millions de brut et 1,7 million de produits) sur un total de 16,87 millions de barils/jour consommés, selon la société Dean Witter Reynolds Inc.

L'idée d'une taxation, plusieurs fois avancée, a toujours été combattue par le gouvernement américain, fidèle à sa doctrine libérale et peu soucieux d'engager aussi clairement le fer avec les pays de l'OPEP. Cette fois encore, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que M. Reagan « ne soutiendra pas

une augmentation des impôts sous la forme d'une taxe sur les importations de pétrole ». Mais les pressions sont très fortes, tant des milieux financiers, inquiets de l'ampleur du déficit budgétaire et de l'impasse où sont les discussions sur le projet de budget pour 1986, que des États de la Fédération producteurs de pétrole, qui redoutent une chute de leurs recettes fiscales en cas de baisse des prix du brut. « Ce n'est plus un simple ballon d'essai », estime le journaliste Peter's Oilgram.

Il est clair, en effet, que l'administration américaine pousse depuis peu vers une nouvelle baisse des prix du brut. Ainsi, dans une étude récemment réalisée de façon officieuse par des services du département d'État à l'énergie, il est estimé, selon le Wall Street Journal, qu'un prix de 20 dollars par baril (contre 26 à 28 dollars actuellement) serait favorable à l'économie américaine, sans effets négatifs majeurs sur l'équilibre financier international.

Les seuls pays producteurs risquant, dans cette hypothèse de connaître une situation réellement critique seraient le Mexique et l'Égypte, que les États-Unis seraient disposés à aider grâce à de nouvelles concessions financières. Les autres, estime l'administration américaine, sont soit déjà minés par des aspects de recours (Nigéria), soit capables de tenir le choc (Venezuela, Indonésie), soit en dehors de la zone d'influence américaine.

V. M.

Coup d'arrêt au programme de gazéification du charbon

Le gouvernement américain a refusé, le mardi 30 juillet, d'accorder une aide supplémentaire à la plus grande unité américaine de production de gaz synthétique, à partir de la gazéification du charbon.

« Les prix du gaz naturel et du pétrole ne sont pas assez élevés pour qu'un tel projet soit économiquement rentable », a déclaré le secrétaire américain à l'énergie, en suggé-

rant l'abandon immédiat du programme en cours.

La Synthetic Fuels Corp., agence chargée de mettre en œuvre ce programme, avait été créée en 1980 par le Congrès pour encourager le développement de nouvelles technologies capables de transformer le charbon en gaz et en fuel. Elle avait été dotée d'un budget de 20 milliards de dollars.

L'ouverture du marché japonais Pas assez et trop tard

Un scepticisme général a accueilli l'annonce, le 30 juillet, à Tokyo, des dernières mesures d'ouverture du marché japonais. Ce n'est pas assez, et c'est trop tard. Telles étaient les principales critiques que l'on entendait dans les capitales occidentales. Sauf à Bruxelles où on se refusait pour l'instant à tout commentaire.

« Nous n'avons pas encore reçu le document, et lorsque nous l'aurons reçu, nous l'étudierons », a déclaré le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors.

Les Américains ont été les premiers à réagir, doutant même de la réelle originalité du plan de réformes. « Nombre de mesures figurant déjà dans de précédents plans », indique une analyse faite par les services de recherche du Congrès, révélée par un sénateur démocrate.

La Maison Blanche est plus prudente dans son jugement, qu'elle réserve en attendant de pouvoir mesurer les effets du plan sur les ventes américaines au Japon. Ce qu'elle envisage de faire au plus tôt, ce laupant immédiatement une étude à ce sujet.

Partout, on regrette la lenteur de l'application du programme d'action. « Alors qu'un effort à long terme est nécessaire, une entrée en vigueur plus rapide contribuerait à résoudre les problèmes commerciaux cruciaux auxquels nous sommes confrontés », a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes. Une impatience

que l'on comprend d'autant mieux que la Maison Blanche fait face à des pressions intenses de la part du Congrès pour obtenir du Japon de meilleures conditions pour les exportations américaines. En juin, le déficit avec le Japon se creusait encore, atteignant 4,57 milliards de dollars.

Les mêmes critiques ont été faites par le patronat français, qui considère que les décisions « ne sont pas véritablement à la mesure des problèmes posés ».

Même les Japonais se sont fait l'écho des préoccupations occidentales. Pour M. Morita, président de Sony, et de l'association des industries électroniques du Japon, le programme « est conforme aux efforts pour promouvoir l'internationalisation [de l'économie japonaise] ».

Mais il ne croit pas que ce seul plan permette d'équilibrer les échanges de pays. On espère surtout que le gouvernement sera capable de mettre en œuvre l'ensemble du programme. La mise en œuvre d'un chapitre décisif, la suppression des barrières tarifaires telles que les normes et procédures d'importation, dépend en effet au premier chef de la très puissante bureaucratie japonaise, qui a su s'y opposer avec succès dans le passé. Le gouvernement, notent les observateurs, a dû prévoir une commission spéciale qui veillera à l'application du programme au sein du cabinet, avec des relais dans chaque ministère et administration concernée.

RÉGIONS

PAYS BASQUE TERRE DE RECHERCHES

(De notre correspondant.)

Bayonne. — « Un catalyseur, un lubrifiant, un poil à gratter pour entrepreneurs. » C'est ainsi que M. Jean Saint-Gours, président du Crédit national, a défini l'Association pour le développement de la recherche en Pays basque qu'il dirige depuis sa création en 1980. Parmi les membres du conseil d'administration, on trouve des responsables de grandes sociétés comme M. Guy Béna (Thomson), par ailleurs vice-président du CNPF, M. Rutmao (ELF-Aquitaine), des hauts fonctionnaires comme M. Jean Saliot-Gours, MM. Métras (président de l'université de Pau), Jean Gabarra (ministère des relations extérieures), des chercheurs comme M. Joël de Rosnay (Institut Pasteur), M. Nominé (laboratoires Nobel-Bozel), M. Mongon (Rhône-Poulenc) et M. Trois (CNPF), tous originaires du Pays basque ou possédant dans la région des attaches professionnelles ou familiales.

Dans une zone où le tissu industriel est assez ténu, l'association s'efforce de susciter la création d'entreprises à haute technologie et de centres de recherche. Parmi les réalisations qu'elle a appuyées, citons la société AMAIA, qui coécrit et commercialise des inventions du Centre d'études des télécommunications de Lannion (Côte-du-Nord). Metal'Improvement, spécialisée dans le renforcement des métaux, le vidéo-script de la société Process, la SEPAL, qui lyophilise par air, près de 1 000 tonnes de framboises, dont elle a encouragé la production par les agriculteurs locaux, la mise au point par la succursale bayonnaise de la société Berris d'une chaudière utilisant les déchets plastiques comme combustible et l'ouverture prochaine d'une banque de données sur la biomasse, dont le serveur sera installé à Bayonne par le CESTA.

Enfin, la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne achève la mise au point d'une banque de données sur les marchés espagnols afin de développer les exportations françaises.

Ph. E.

ÉLODNEZ LES MOUSTQUES
Par une onde sonore.
Economie et efficacité.
Fonctionne sur piles.
Dimensions : 57 mm x 47 mm.
SKEETER SKAT
+ 100 F.
FRANCO : 170 F.

AFFAIRES

LES DIFFICULTÉS DES COOP

Sous les fourches caudines de M. Veverka

Il faut se méfier des petits hommes ronds de soixante-douze ans : ils manient la hache avec une telle bonhomie que les coups paraissent agréables. Charles Veverka, président du conseil exécutif de crise du groupe Coop depuis le 27 juin 1985, n'a pas fait dans la tendresse, malgré son air affable, en recevant la presse le mardi 30 juillet, dans la Maison de la coopération, quai Le Gall à Boulogne, qu'il avait fait construire. Pas tendre pour ses successeurs et prédécesseurs, contraints de vendre des actifs aujourd'hui pour n'avoir pas su gérer hier.

Le nouvel homme fort des Coop - il en fut déjà une fois le « sauveur » dans les années 70 - ne se prend « ni pour Zorro ni pour Jeanne d'Arc », mais il a une ambition : faire vivre, redresser les Coop si « on » lui en laisse le temps et repartir dans sa retraite. La recette est simple : il faut mettre en cause les hommes, disposer de trésors de guerre cachés dans la sous-évaluation des fonds de commerce, continuer à vendre des actifs ou trouver des partenaires.

La structure des Coop (dix-huit sociétés régionales, leur centrale d'achat, la Société générale des coopératives de consommation, SGCC, et les treize unités de fabrication) peut fonctionner. Elle n'est pas en cause en tant que structure. Mais les hommes... Le conseil de révision du groupe, le président du comité financier, d'ont pas su « être impopulaires ». L'Union des coopérateurs de Lorraine, qui vient de déposer son bilan, était « le numéro un du groupe pour les fratries générales ». Elle a réalisé des « investissements un peu sauvages ». Normalement, c'était aussi la société du président : « Elle obtenait les crédits nécessaires ». L'homme visé, c'est Jean Lacron, président de la Fédération nationale des Coopératives de consommation depuis juin 1983. Le dépôt de bilan ? C'est « une affaire de bonne chance », qui permettra d'aborder « la vraie réorganisation, qui passe par l'élaboration des chefs de service incompétents ».

Les projets

Bref, on change les hommes, mais on s'en sépare aussi : il faut s'attacher à « plusieurs centaines de licenciements » dans le groupe, qui compte trente-cinq mille salariés pour un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs.

Le trésor de guerre, ce sont les immeubles, les fonds de commerce et l'outil industriel. Celui-ci, fort de treize usines implantées sur l'ensemble du territoire (conserves de légumes, de poissons, semoulerie, confitures, café, riz, cornichons, huile, chocolat, etc.), a une valeur nette comptable au bilan de 238 millions de francs ; il y a de la réévaluation d'actifs dans l'air.

« Nous allons faire des efforts de désinvestissements pour combler le maximum de pertes par des plus-values », a déclaré M. Veverka.

Premier projet : la constitution d'une société anonyme de gestion d'une douzaine d'hypermarchés, pour intéresser des capitaux à risque, ce que le statut de la coopération, stricto sensu, interdit. Avec

quels partenaires ? « Vous verrez bien ».

Deuxième volet : les filiales de fabrication ; elles devront, en tout ou partie, intéresser des associés, des industriels ou des financiers. Le jeu reste ouvert : soit la vente par appartements, soit à un groupe qui deviendrait le fournisseur des Coop.

Troisième fleuron encore existant : la Banque centrale des coopératives et des mutuelles est à vendre, soit à la Caisse centrale de crédit coopératif, soit à la Garantie mutuelle des fonctionnaires, qui a déjà repris la FNAC (le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet). « J'attends que le Trésor nous dise ce qu'il veut », lance M. Veverka, qui ajoute : « Nous sommes majoritaires dans une banque qui nous fait les plus grandes misères, notamment en rejetant les traites des sociétés régionales sur la SGCC. » Les seules dettes des deux unions

régionales en règlement judiciaire, le Nord et la Lorraine, sur la SGCC s'élèvent à environ 120 millions de francs.

Les petites succursales, enfin, celles dont le chiffre d'affaires ne permet pas d'assurer les salaires, seront fermées.

Pour 1985, M. Veverka prévoit des pertes pour le groupe supérieures à celles de 1984 (environ 200 millions de francs), si l'on retranche les plus-values réalisées sur les ventes d'actifs.

Si le président du conseil exécutif de crise manie ainsi la hache, c'est que, coopérateur impénitent, il ne veut pas qu'on raye les coopératives de consommateurs de la carte. On essaye de faire ce qu'il faut, avec la part du feu, dit-il en substance. Derrière le soutien, la condamnation sans appel de ceux des dirigeants qui, par légèreté, ont failli faire disparaître ce « mouvement témoin ».

JACQUES GRALL

ENTREPRISES

Le groupe Bidermann accroît son capital

M. Maurice Bidermann a besoin d'argent pour développer ses affaires en France et à l'étranger. Pour s'en procurer, il va élargir l'actionariat de son groupe, Bidermann SA, quatrième de l'industrie textile française et lanceur d'un emprunt convertible. La banque Worms a été chargée de réaliser cette opération d'un montant total de 150 millions de francs dont au moins 75 millions proviendront de l'augmentation de capital. Quels seront les nouveaux actionnaires ? Le communiqué publié par la société ne le dit pas, se bornant à parler d'« investisseurs », dont la banque Worms elle-même, et à préciser que M. Bidermann, président du conseil de surveillance, conservera le contrôle. Jusqu'ici ce dernier détenait 75 % de ses propres actions, M. Georges Jolles, président du conseil de direction et compagnon de l'ascension vertigineuse du groupe, 15 % et M. Michel Zelnik 10 %. Quoi qu'il en soit, cet élargissement de l'actionariat ne constituera que le premier volet d'une plus vaste opération, qui consistera, dans un second temps, à introduire les actions Bidermann à la Bourse de Paris, d'ici à deux ans, dit-on.

En 1984, Bidermann a dégagé un bénéfice net de 101 millions de francs (- 4,7 %) sur un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de francs (+ 13,6 %). Le résultat pour 1985 devrait être du même ordre de grandeur pour passer à 125 ou 130 millions de francs en 1986.

Bank of America :
deux mille emplois
supprimés

Dans le cadre de la réorganisation de ses activités financières, la direction de la Bank of America, deuxième banque américaine et première de la côte ouest (San Francisco), a décidé de réduire de 10 % les effectifs de sa division bancaire dans le monde. Cette mesure se traduira par la suppression de deux mille emplois et par une économie annuelle de 60 millions de dollars (520 millions de francs). Elle fait suite à l'annonce de la perte record de 339 millions de dollars (2,9 milliards de francs) subie par le deuxième trimestre par le Bankameric (le Monde du 19 juillet), société holding contrôlée par la Bank of America.

le groupe suédois
Perstorp va doubler
ses ventes en France

Le groupe chimique suédois Perstorp (matières plastiques, pharmacie, biotechnologies) renforce son implantation en France. Pour ce faire, il a choisi les résines phénoliques et décidé de racheter la société Bakelite SA (filiale de la Compagnie Industrielle SA), spécialisée dans ce type de fabrication, et la technologie de Rhône-Poulenc, qui a décidé d'arrêter la production de son usine de Clermont (Nièvre) où un investissement de 50 millions de francs est lancé pour assurer la survie du site. Des accords préliminaires ont été signés avec les deux firmes françaises.

Le gouvernement
britannique vend
les actions
de Britoil au rabais

Le gouvernement britannique va vendre les 49 % qui lui restent des actions de la compagnie des pétroles Britoil au prix de 185 pences, soit 10 % en dessous du cours actuel en bourse qui est de 206 pences. L'opération devrait lui rapporter 434 millions de livres au total, soit 5,3 milliards de francs. Selon les prévisions, environ 20 % des actions devraient être achetées par des investisseurs étrangers, canadiens en particulier. Le rabais de 10 % s'applique par le mauvais souvenir laissé par la vente des permis pétroliers en novembre 1982. A l'époque, le gouvernement souhaitait céder 51 % de ses actions à un prix de 216 pences, jugé trop élevé dans la City et 70 % des titres lui sont restés sur les bras.

Chimie :
le groupe suédois
Perstorp va doubler
ses ventes en France

Le groupe chimique suédois Perstorp (matières plastiques, pharmacie, biotechnologies) renforce son implantation en France. Pour ce faire, il a choisi les résines phénoliques et décidé de racheter la société Bakelite SA (filiale de la Compagnie Industrielle SA), spécialisée dans ce type de fabrication, et la technologie de Rhône-Poulenc, qui a décidé d'arrêter la production de son usine de Clermont (Nièvre) où un investissement de 50 millions de francs est lancé pour assurer la survie du site. Des accords préliminaires ont été signés avec les deux firmes françaises.

Le Bakelite SA (200 millions de francs de chiffre d'affaires) emploie deux cent cinquante personnes dans ses usines de Bazons (Val-d'Oise) et de Brebieres (Pas-de-Calais). De son côté, Rhône-Poulenc couvrait un marché estimé à 50 millions de francs, que Perstorp s'est engagé à servir. Par cette opération dont le coût reste confidentiel, Perstorp (3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) va presque doubler son chiffre d'affaires en France, où il est représenté par sa filiale la Synthecolor SA, mais aussi ajouter un quatrième pôle à ce genre de fabrication - outre la Suède, il est déjà installé en Grande-Bretagne et en Autriche - et devenir le premier producteur européen. Les résines phénoliques et leurs composés sont principalement employés dans l'industrie automobile (garnitures de freins, silent blocs) et pour modifier les propriétés du caoutchouc.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EMPRUNT JUILLET 1985

ERRATUM

Cotation : une fiche d'information (voir Cah n° 85-135 du 17 mai 1985) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Établissements chargés de placement.

(Voir le Monde daté 30 juillet 1985.)

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

La baisse des primes

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

Le taux de l'argent

051-1111

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 juillet

La baisse reprend

Timidement réanérée en début de semaine, la baisse, la vraie, a repris mardi à la Bourse de Paris. Dès l'ouverture, l'indice M. Dax a baissé de 1,25 point, le signal de la reprise (- 2,5 %). L'exemple fut contagieux. A 10 h 15, Peugeot prenait une bonne petite cloche (- 3,1 %) pour s'établir à 195,80 F, en dessous du prix de la dernière augmentation de capital et Michelin après (- 3,2 %). Les investisseurs, craints par les investisseurs, ont fait baisser les plus-values et les plus-values.

La cote 211 à laquelle l'indice CAC doit, paraît-il, revenir, avait guère repris d'importance. L'exemple donné par Wall Street n'était pas, il est vrai, de nature à rassurer le marché. Au reste, le phénomène n'est pas circonscrit à Paris et à New-York. Toutes les Bourses mondiales sont malades de la baisse.

La devise-titre n'a guère varié, s'échangeant entre 8,81 F et 8,87 F contre 8,80 F-8,90 F. Recul de l'or à Londres : 323,25 dollars l'once (- 3,25 dollars). A Paris, le lingot a gagné 100 F à 39.900 F et le napoléon 1 F à 555 F. Les mines d'or ont répliqué, Western Holdings (- 6,1 %) en tête.

NEW-YORK

Légère reprise

Très secouru en début de semaine par une vague de ventes bénéficiaires, Wall Street s'est légèrement redressé mardi. Cependant, la reprise n'a concerné qu'un nombre réduit de titres, essentiellement les « Blue Chips ». A la clôture, l'indice des industries américaines a baissé de 1,34 point, mais le bilan de la journée est resté déficitaire. Sur 1988 valeurs traitées, 882 ont baissé, 672 ont monté et 434 n'ont pas varié.

De l'avis des analystes, le mouvement de consolidation de portefeuille, mais le rattrapage, qui a conduit à la baisse, a été réagencé et le Congrès s'est réuni à un accord sur les moyens de réduire le déficit budgétaire, ainsi qu'un certain nombre d'investisseurs manifestent toujours une très grande prudence en raison de l'évolution contrastée des données économiques et des incertitudes régnant sur le front monétaire.

Malgré les perspectives d'une reprise de la croissance au début de la semaine, l'annonce d'un déficit commercial record (13,4 milliards de dollars), à laquelle peut émaner la confiance du marché, l'activité s'est asséchée et 102,77 millions de titres ont changé de mains, contre 95,96 millions la veille.

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ATOCHEM RANIME SON SITE DE JARVIS (Texas) - Atochem (Groupe Elf-Aquitaine) a décidé d'implanter une nouvelle unité de production de chlorure de sodium à Jarvis (Texas), qui sera mise en service à la fin 1986.

Cette nouvelle unité d'une capacité de 42 000 tonnes par an, portera la capacité globale annuelle d'Atochem à 72 000 tonnes de chlorure de sodium (produit utilisé pour le déneigement et dans le blanchiment de la pâte à papier) après l'arrêt des installations de Chéde (Haute-Savoie).

DRESDNER BANK : RESULTAT RECORD POUR LE PREMIER SEMESTRE - Dresdner Bank AG, seconde banque d'affaires de RFA, a enregistré, pour le premier semestre, un résultat d'exploitation record de 402,8 millions.

de deuschmarks, en hausse de 1,3 % par rapport à la même période de 1984. Le volume d'affaires de la banque a augmenté de 7 milliards de deuschmarks, pour atteindre 100,6 milliards de deuschmarks.

Dans une lettre aux actionnaires, la banque attribue ces bons résultats à la grande confiance des investisseurs et à la réalisation pour sa clientèle des meilleurs résultats.

BOSCH RECONSTRUIT SES ACTIVITES EN ESPAGNE - Le groupe Bosch (RFA), deuxième fabricant européen d'équipements automobiles, vient de racheter ses deux filiales espagnoles pour constituer une seule entité.

L'opération, qui a pris effet le 29 juillet, fait de la RFA la première entreprise de l'industrie automobile en Espagne. Le groupe Bosch SA et le Robert Bosch Espagne SA ont fusionné pour former la Bosch España SA (BEMSA), qui emploie 10 500 salariés dans onze établissements.

En Espagne, le pin a entraîné des fermetures d'usines et des départs volontaires d'effectifs par des départs en retraite anticipée ou des départs volontaires.

Robert Bosch a épongé les pertes de ses filiales espagnoles et a investi 250 millions de deuschmarks entre 1981 et 1985. Le groupe espagnol emploie 11 000 personnes dans 10 usines et réalise un chiffre d'affaires de 14 milliards de deuschmarks.

BOURSE DE PARIS Comptant 30 JUILLET

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

SECONDE MARCHÉ

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

Horre-cote

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

SIGAV 30/7

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

Règlement mensuel

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

COTE DES CHANGES

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| VALEURS | Cours de clôture | Différence |
|---------------------|------------------|------------|
| ALCOA | 28 1/2 | + 1/2 |
| AT&T | 48 1/2 | + 1/2 |
| Boeing | 48 1/2 | + 1/2 |
| Chrysler | 28 1/2 | + 1/2 |
| Deere | 28 1/2 | + 1/2 |
| DuPont | 28 1/2 | + 1/2 |
| Eastman | 28 1/2 | + 1/2 |
| Exxon | 28 1/2 | + 1/2 |
| General Motors | 28 1/2 | + 1/2 |
| IBM | 28 1/2 | + 1/2 |
| Johnson & Johnson | 28 1/2 | + 1/2 |
| McDonald's | 28 1/2 | + 1/2 |
| Merck | 28 1/2 | + 1/2 |
| Microsoft | 28 1/2 | + 1/2 |
| Motorola | 28 1/2 | + 1/2 |
| Procter & Gamble | 28 1/2 | + 1/2 |
| Rockwell | 28 1/2 | + 1/2 |
| Schlumberger | 28 1/2 | + 1/2 |
| Spacelabs | 28 1/2 | + 1/2 |
| Texas Instruments | 28 1/2 | + 1/2 |
| United Technologies | 28 1/2 | + 1/2 |
| Verilog | 28 1/2 | + 1/2 |
| Western Union | 28 1/2 | + 1/2 |
| Worldcom | 28 1/2 | + 1/2 |

I. Vevert

irmann

apital

Chimie

groupe suess

ntop va doubler

antes en France

S SOCIÉTÉS

ENERGIE

1985

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. DÉFENSE : « Il ne suffit pas de dire : *Enfin !*, par Michel Noir et François Fillon ; « La vraie course », par Pierre Lefranc.
- 11 : Une enfance à l'ouest breton, par Denise Bombardier.

ÉTRANGER

- 3-4. LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS D'HELSINKI.
4. PROCHE-ORIENT.
5. AFRIQUE.
5. ASIE.
5. INDE : les suites de l'accord avec les sikhs au Pendjab.
5. EUROPE.

POLITIQUE

6. Les difficultés du pouvoir outre-mer.
- Les malaises des socialistes du Nord.

SOCIÉTÉ

7. POLICE : après l'arrestation de trois policiers à Paris, M. Bernard Delpla met en cause la responsabilité de M. Guy Fougère ; Point de vue, par Cassinier ; « Les trois gilets ».
- RELIGION.
8. ENVIRONNEMENT : pour lutter contre la désertification : des pièges à soleil au Sénégal.
- SPORTS.

ARTS ET SPECTACLES

9. CINÉMA : le second départ de la Cinéma-thèque française.
- 9 à 11. EXPOSITIONS : Dubuffet à la fondation Maeght ; la recherche de Joseph Haydn, dans les châteaux anglais ; une vision du Musée des arts asiatiques ; un voyage au Japon ; un entretien avec André Masson.
12. ENQUÊTE : « La culture arabe aujourd'hui » (III), par Tahar Ben Jelloun.
- COMMUNICATION : « Voyage dans la télévision américaine » (III), par Jean-François Lacot.

ÉCONOMIE

19. CONSTRUCTION NAVALE : le commandement d'un paquebot norvégien aux chantiers de Saint-Nazaire.
20. ÉTRANGER.
- AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

- INFORMATIONS.
- SERVICES (11).
- Jeu ; Météorologie ; Mode ; Mots croisés.
- Annouces classées (16).
- Carnet (18).
- Programmes des spectacles (12 à 14).
- Marchés financiers (21).

Sur CFM

- de 19 heures à 19 h 30
- à Paris (89 MHz)
- à Lyon (100,3 MHz)
- à Bordeaux (101,2 MHz)
- à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
- MERCREDI 31 JUILLET
- MICHEL CRÉPEAU
- ministre du commerce de l'artisanat et du tourisme
- Avec
- PHILIPPE BOUCHER
- JEUDI 1^{er} AOUT
- THÉOPHILE MALINAK
- correspondant du Monde à Madrid

Le viol de l'espace aérien français en Nouvelle-Calédonie. — Contrairement à certaines affirmations en provenance de Nouvelle-Zélande (le Monde du 31 juillet), la France n'a émis aucune protestation officielle après le survol non autorisé de l'île d'Ouvéa (est du territoire français de Nouvelle-Calédonie) par un avion néo-zélandais à la fin de la semaine dernière. Indiquons en outre que l'aviation néo-zélandaise, qui a été démantelée, n'a pas été reconnue comme telle. Les autorités françaises ont été informées par un avion de reconnaissance néo-zélandais, avant d'être précisées de source officielle à Nouméa, à l'épave du vol. — Les autorités françaises de l'île d'Ouvéa. Au ministère des relations extérieures, on souligne qu'il s'agit là d'opérations d'ajustement de vol, qui se règlent habituellement dans des conditions de collaboration au niveau des responsables ou entre militaires.

NOUVELLE-CALÉDONIE : VIOLENTS AFFRONTEMENTS A THIO

« Venez vous battre à armes égales ! »

De notre correspondant

Thio. — La nuit avait porté conseil au délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wabaux. Pour résoudre le délicat problème posé par le barrage canaque paralysant l'ensemble du centre minier de Thio (le Monde du 31 juillet), il avait le choix entre deux solutions : soit céder, soit engager les FLNKS, local, qui demandait le retrait de l'escadron de gendarmes mobiles cantonné à proximité de la tribu de Saint-Philippo II, et surtout le départ de quatre gendarmes de la brigade de Thio ; soit envisager une opération de gendarmerie « en grande force et sans aspersion », selon une expression chère à M. Edgard Pisani lorsqu'il était haut commissaire à Nouméa. L'ancien ambassadeur de France au Liban a choisi la seconde solution.

Il faisait frisquet, ce mercredi matin 31 juillet à Thio. Tandis qu'un petit vent venait du large balayait un ciel sans nuages, les premiers renforts commencent à arriver : deux escadrons supplémentaires de gendarmes mobiles, un détachement d'élite des parachutistes de la gendarmerie, soit, au total, plus de quatre cents hommes, ainsi qu'un peloton de blindés avec quatre VBRG (véhicules blindés de reconnaissance de gendarmerie), dont un équipé d'une sorte de lance de bulldozer destiné à déloger la barricade.

Dans la nuit, cela-ci avait été renforcé. Les Canaques y avaient installé une carcasse de voiture, ajoutée quelques troncs d'arbres et des grosses pierres. Aux abords de la barricade, se trouvaient une cinquantaine d'hammes et de femmes. Ça et là, on avait allumé quelques feux pour se réchauffer. Les militants des FLNKS, avaient adopté la « tenue feylin » : treillis, masque, kaffish ; mais il n'y a pas de kalachnikov en « Kanaky » ; seulement, si l'on peut dire, des gourins, des barres de fer, des haches, et surtout des lance-pierres et des frondes, généralement utilisés avec une redoutable dextérité. Pour alimenter les tireurs, les femmes disposaient de petits tas de cailloux de gros ca-

LA CGT PROTESTE CONTRE LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS AU MINISTÈRE DES FINANCES

Dans un communiqué publié le mardi 30 juillet, la CGT proteste contre la « suppression de 1 007 emplois » au ministère de l'économie et des finances pour 1986, « après les 2 000 effectifs en 1985 ». Le syndicat annonce qu'il va « mobiliser toutes ses forces militantes disponibles pour préparer les conditions d'une riposte de haut niveau dès la rentrée de septembre, en liaison avec les fonctionnaires touchés eux aussi de plein fouet par un budget 1986 extrêmement dangereux ».

Le ministère de l'économie et des finances, où l'on met la dernière main au projet de budget, on indique qu'il s'agit d'une réduction d'effectifs touchant 953 postes budgétaires, ce qui représente 0,5 % du total. On rappelle qu'en quatre ans les effectifs avaient augmenté de plus de 5 %, passant de 181 995 personnes au 1^{er} janvier 1981 à 191 218 au 1^{er} janvier 1985. Cette année, la réduction des postes budgétaires a été de l'ordre de 1 %, en même temps qu'il était procédé au « gel » d'un emploi sur trois dans le cas de départ. C'est cette « réserve » qui sera utilisée l'année prochaine.

On ajoute enfin que si le budget propre au ministère des finances se présentera sous une forme aussi « rigoureuse » que celui des autres ministères, un effort particulier doit cependant être fait en ce qui concerne l'informatique. Les sommes qui seront allouées à ce secteur augmenteront de 20 %, atteignant 1,3 milliard de francs, ce qui permettra d'accroître la productivité et d'améliorer les conditions de travail.

[Après avoir été pris de 180 000 emplois en quatre ans, le gouvernement a procédé à un arrêt des créations de postes dans la fonction publique, en supprimant même 5 000 en 1982, et même en 1984 sur un effectif de 2,5 millions environ.]

Bois-d'Arcy : un délégué syndicaliste après avoir mis le feu à sa bicyclette. — Lors d'un rassemblement tunisien âgé de vingt et un ans, détenu à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), est mort asphyxié dans sa cellule, pendant la nuit du samedi 27 à dimanche 28 juillet, après avoir mis le feu à sa bicyclette.

Les élections aux comités d'entreprise en 1984

Poussée de FO et des abstentions Recul de la CGT et de la CFDT

Le ministère du travail a publié, le 31 juillet, les résultats officiels des élections aux comités d'entreprise en 1984. Ils confirment le recul de la CGT mais surtout la poussée des abstentions et, dans la foulée des élections du 19 octobre 1983 à la Sécurité sociale, la montée de Force ouvrière (le Monde du 15 mai 1984). Sur 11 448 comités d'entreprise élus (soit moins qu'en 1982) et 2 511 621 électeurs inscrits, 1 727 813 salariés se sont exprimés, soit un taux de participation de 68,7 %, en recul de 2,3 points sur 1982, année où il était resté quasiment stable.

Sur l'ensemble des suffrages exprimés, pour tous les collèges, la CGT obtient 29,3 %, soit exactement 3 points de moins qu'il y a deux ans. Sur six ans, par rapport à 1978, la baisse est très forte puisque, ramenée en dessous de 30 %, la CGT régresse de 9,3 points. Mais il y a à cet égard un léger contrepoint : la CFDT, avec 22,7 % (-1,3) reste seconde d'avant les non-syndiqués 16,6 % (+1,6), FO 14,6 % (+2,2), les autres syndicats 4,6 % (+0,2) et la CFTC 3,50 % (+0,7).

Dans le deuxième collège (employés, techniciens, agents de maîtrise), la CGT obtient 14,3 % (-1,6), la CFDT 19,40 % (-3,3), FO 14,4 % (+1,2), la CFTC 4,9 % (+0,6), les autres syndicats 6 % (+1,6) et les non-syndiqués 21,3 % (+0,8).

Dans le troisième collège (cadres et ingénieurs), la CGT confirme sa prédominance en fléchissant, avec 49,8 %, la majorité absolue. Elle gagne 1,7 point sur 1982 mais 10,6 points sur 1978 ! La CFDT, avec 22,7 %, est seconde d'avant les non-syndiqués 16,6 % (+1,6), FO 14,6 % (+2,2), les autres syndicats 4,6 % (+0,2) et la CFTC 3,50 % (+0,7).

La CGC, avec 7,1 %, est quasiment stable (+0,1 %) tandis que la CFTC, avec 3,9 %, gagne du terrain (+0,9 %). Les autres syndicats d'achat aux actionnaires de la chèque. La FCC n'a rejeté cette demande. M. Turner se trouve en prise de vitesse. On apprend, en effet, que le groupe Loews (assurance, hôtellerie, tabac) aurait acheté depuis un mois 2,9 millions d'actions de CBS, soit 9,9 % du capital. Cette participation serait intégralement proposée à CBS dans le cadre de son plan de recapitalisation.

TELEX PARTAGE

ETRAVSERVICE TELEX • 347.21.32

un blindé. Pendant près de deux heures, les deux groupes restent face à face. Les tireurs d'élite ont pointé leurs fusils à lunette sur les porteurs d'armes blanches avec ordre de les abattre s'ils font mine de les lancer sur les gendarmes qui ne sont qu'à quelques mètres d'eux.

A 11 h 20 mn, le commandant de compagnie de la région prend le micro et fait part aux indépendantistes de la décision de M. Wabaux : « Vos revendications ne sont pas négociables, leur dit-il. Quant à moi, annonce le capitaine Fontaine, je suis là pour que la circulation se fasse sans risques. L'accès doit être libre pour le wharf (terminal minéral) de la SLN (la Société le Nickel). Cela dit, sachez que je vous attends toujours pour négocier ».

Allez vous faire... ! lui répond-on. Nous, nous restons sur le pont, et le travail ne reprend pas au Nickel.

Le clan Mouindou

Avec le blocage des installations de la Société le Nickel, les indépendantistes dénoncent un moyen de pression efficace.

Vers midi, la situation s'est quelque peu dénouée : le « ministre de la sécurité » du gouvernement provisoire du FLNKS, M. Léopold Jérémy, a profité pour faire une discrète visite d'une heure, avant de repartir pour Nouméa, dit-on. Il doit s'entretenir avec M. Roland Kasouko, directeur du cabinet de M. Pisani, actuellement sur le territoire.

Mais, vers 15 h 30, les gendarmes répondent à nouveau à des jets de pierres par des tirs de grenades. « Des maisons brûleront ce soir à Thio », ont promis les Canaques. Bilen : des canaux nouveaux affrontements : une demi-douzaine de blessés.

Même s'il se murmure que son action est de plus en plus critiquée par la direction du FLNKS, le clan Mouindou est plus déterminé que jamais à faire la loi à Thio.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Au Liban du Sud

EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE DANS LA « ZONE DE SÉCURITÉ » ÉTABLIE PAR ISRAËL : HUIT MORTS

Une voiture piégée a explosé le mercredi 31 juillet à l'intérieur de la zone de sécurité délimitée par Israël au Liban du Sud près de la frontière. L'attentat a fait huit morts parmi les civils libanais et blessé des soldats israéliens.

Le véhicule piégé était conduit par un homme qui a garé son véhicule sur la place Barakah à Arzon (à 6 kilomètres du château de Beaufort) et a attendu l'arrivée d'une patrouille israélienne. Il a alors déclenché l'explosion. Il s'agit de la quatrième opération suicide anti-israélienne au Liban depuis un mois.

D'autre part, de violents combats ont eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi à Beyrouth, à la limite entre les secteurs chrétien et musulman de la capitale libanaise. Trois personnes ont été tuées et dix-sept autres blessées. Les tirs ont dépassé la ligne de démarcation et ont atteint des quartiers très peuplés. — (AFP.)

WASHINGTON, MOSCOU ET TOKYO ONT SIGNÉ UN ACCORD SUR LA SÉCURITÉ AÉRIENNE DANS LE PACIFIQUE NORD

Un accord a été conclu entre les États-Unis, l'URSS et le Japon afin d'éviter la répétition du drame du Boeing-747 de la Korean Airlines, abattu le 1^{er} septembre 1983 par la chasse soviétique près de la presqu'île Sakhaline avec deux cent soixante-neuf personnes à bord.

L'accord, qui a été rendu public le 30 juillet par les trois gouvernements intéressés, prévoit la création d'un réseau particulier de communications entre les centres de contrôle d'Anchorage (Alaska), de Tokyo et de Khabarovsk (Extrême-Orient soviétique) destiné à alerter en priorité tout appareil civil qui s'écarterait de sa route et pénétrerait dans l'espace aérien soviétique, notamment au-dessus de la région stratégique du Kamchatka et de la presqu'île Sakhaline. La station soviétique de Petropavlovsk sera utilisée comme base pour vérifier la position des avions. Les experts doivent encore préciser les modalités techniques de ce dispositif dont les grandes lignes ont été arrêtées au cours de négociations menées, depuis février 1985, à Washington, Moscou et Tokyo.

M^{me} Elisabeth Dole, secrétaire d'État américain au transport, a déclaré que cet accord représentait un « pas encourageant vers l'amélioration de la sécurité du transport civil dans la région du Pacifique nord ». (AFP, Reuters, AP, Tass.)

Le rachat de « l'Union » de Reims

M. PHILIPPE HERSANT N'EST PAS EN RÉGLE AVEC LA LOI

Deux candidats à la reprise du quotidien rémois l'Union, M. Alain Thirion, l'industriel d'Épinal et M. Bruno Berthel, l'homme de presse de la PDG du groupe AGEFI-La Tribune de l'économie, sont dans une situation légale, le troisième, M. Philippe Hersant, directeur de France-Antilles et fils de M. Robert Hersant, ne l'est pas, a estimé, mardi 30 juillet la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, que préside M. Henri Caillaud. En effet, M. Philippe Hersant, à la différence des deux autres acquéreurs, n'a pas fait la déclaration à la commission prévue par l'article 15 de la loi du 22 octobre 1984, se contentant de démarches auprès du tribunal de commerce de Reims.

La commission va donc étudier dans les délais les plus courts les deux candidatures « légales » et donner son avis sur leur conformité à l'égard des dispositions de la loi sur la transparence et le pluralisme. « Nous sommes conscients de l'urgence de la situation, des pertes quotidiennes de l'Union, de l'incertitude des journalistes », a notamment déclaré M. Henri Caillaud. Celui-ci estime que les compétences des six commissions et la possibilité d'avoir le concours des services de l'État (notamment de la direction générale des impôts) rendent possible la tâche de la commission.

M. Philippe Hersant peut « se mettre en règle avec la loi » en saisissant la commission. Sa candidature sera alors examinée comme les deux autres « avec objectivité », a encore déclaré M. Caillaud.

M.N.

Déjeuners-Dîners VERT GALANT

OUVERT EN AOUT Terrasse fleurie

42, quai des Orfèvres 75001 PARIS

326-83-68

PICARD

Matériel GARANTI 5 ANS

1 blindage acier 15/10

4 gouffres d'acier anti-déformage

1 cornière en acier sur bâti bois

3 cornières anti-pluie

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

3.600 F TTC

Pose et dépt. com. PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.

11, rue Mirand 92130 Les-Mathis

554.58.08

554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

Le numéro du « Monde »

du 31 juillet 1985

a été tiré à 414 023 exemplaires

A B C D E F G

La fin du rapatriement américain

Les américains

aut

304 p. 75 F.